

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

Première session, trente-sixième législature,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

STATUTES OF CANADA 1998

LOIS DU CANADA (1998)

CHAPTER 35

CHAPITRE 35

An Act to amend the National Defence Act and to make
consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et d'autres lois
en conséquence

BILL C-25

ASSENTED TO 10th DECEMBER, 1998

PROJET DE LOI C-25

SANCTIONNÉ LE 10 DÉCEMBRE 1998

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the National Defence Act and to make consequential amendments to other Acts".

SUMMARY

This enactment reforms and modernizes the *National Defence Act* and, in particular, the Code of Service Discipline. Key components of the enactment include:

- clarification of the roles and responsibilities of the principal actors in the military justice system, including the Minister of National Defence and the Judge Advocate General, and the establishment of clear standards of institutional separation between the investigative, prosecutorial, defence and judicial functions;
- establishment of a Director of Military Prosecutions who prefers all charges to be tried by court martial and has conduct of all prosecutions at court martial;
- establishment of a Canadian Forces Grievance Board to make findings and provide recommendations to the Chief of the Defence Staff on grievances by members of the Canadian Forces;
- establishment of a Military Police Complaints Commission to investigate complaints as to military police conduct and interference with military police investigations;
- abolition of the death penalty and substitution of the punishment of life imprisonment; and
- increased reporting through the release of annual reports by the Canadian Forces Grievance Board, the Military Police Complaints Commission and the Judge Advocate General.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et d'autres lois en conséquence ».

SOMMAIRE

Le texte vise à remanier et moderniser la *Loi sur la défense nationale* et, en particulier, le code de discipline militaire. Les points saillants en sont les suivants :

- la clarification des rôles des principaux intervenants du système de justice militaire, y compris le ministre de la Défense nationale et le juge-avocat général, et l'établissement de normes de séparation institutionnelle entre les fonctions d'enquête, de poursuite et de défense et les fonctions judiciaires;
- la création du poste de directeur des poursuites militaires chargé de prononcer les mises en accusation pour les personnes qui seront jugées par une cour martiale et de mener les poursuites devant les cours martiales;
- la constitution du Comité d'examen des griefs des Forces canadiennes qui transmet ses conclusions et recommandations au Chef d'état-major de la défense en ce qui touche les griefs des membres des Forces canadiennes;
- la constitution de la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire responsable d'enquêter sur les allégations d'ingérence dans les enquêtes de la police militaire et sur les plaintes relatives à la conduite des policiers militaires;
- l'abolition de la peine de mort et son remplacement par l'emprisonnement à perpétuité;
- l'obligation accrue de faire rapport par l'établissement de rapports annuels par le Comité d'examen des griefs, la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire et le juge-avocat général.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:
<http://www.parl.gc.ca>

46-47 ELIZABETH II

46-47 ELIZABETH II

CHAPTER 35

CHAPITRE 35

An Act to amend the National Defence Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et d'autres lois en conséquence

[Assented to December 10th, 1998]

[Sanctionnée le 10 décembre 1998]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. N-5;
R.S., cc. 27,
31, 41 (1st
Suppl.), c. 34
(3rd Suppl.),
cc. 6, 22 (4th
Suppl.); 1990,
c. 14; 1991, c.
43; 1992, cc.
16, 20; 1993,
c. 34; 1995,
cc. 11, 39;
1996, c. 19;
1997, c. 18

NATIONAL DEFENCE ACT

LOI SUR LA DÉFENSE NATIONALE

L.R., ch. N-5;
L.R., ch. 27,
31, 41 (1^{er}
suppl.), ch.
34 (3^e
suppl.), ch. 6,
22 (4^e
suppl.); 1990,
ch. 14; 1991,
ch. 43; 1992
ch. 16, 20;
1993, ch. 34;
1995, ch. 11,
39; 1996, ch.
19; 1997, ch.
18

1. (1) The definitions “Code of Service Discipline”, “materiel” and “service convict” in section 2 of the *National Defence Act* are replaced by the following:

1. (1) Les définitions de « code de discipline militaire », « condamné militaire » et « matériels », à l'article 2 de la *Loi sur la défense nationale*, sont remplacées par ce qui suit :

“Code of Service Discipline”
« code de discipline militaire »

“Code of Service Discipline” means the provisions of Part III;

« code de discipline militaire » Les dispositions de la partie III.

« code de discipline militaire »
“Code of Service Discipline”

“materiel”
« matériels »

“materiel” means all public property, other than real property, immovables and money, provided for the Canadian Forces or for any other purpose under this Act, and includes any vessel, vehicle, aircraft, animal, missile, arms, ammunition, clothing, stores, provisions or equipment so provided;

« condamné militaire » Personne condamnée à une peine, comportant un emprisonnement à perpétuité ou de deux ans ou plus, infligée en application du code de discipline militaire.

« condamné militaire »
“service convict”

“service convict”
« condamné militaire »

“service convict” means a person who is under a sentence that includes a punishment of imprisonment for life or for two years or more imposed on that person pursuant to the Code of Service Discipline;

« matériels » Biens publics mobiliers ou personnels — à l'exclusion de toute somme d'argent — fournis pour les Forces canadiennes ou à toute autre fin dans le cadre de la présente loi. Sont visés par la présente définition les navires, véhicules, aéronefs,

« matériels »
“materiel”

(2) Paragraphs (b) and (c) of the definition “penitentiary” in section 2 of the Act are replaced by the following:

(b) includes, in respect of any punishment of imprisonment for life or for two years or more imposed outside Canada pursuant to the Code of Service Discipline, any prison or place in which a person sentenced to imprisonment for life or for two years or more by a civil court having jurisdiction in the place where the sentence is imposed can for the time being be confined, and

(c) means, in any place outside Canada where there is no prison or place for the confinement of persons sentenced to imprisonment for life or for two years or more, a civil prison;

(3) The portion of the definition “possession” in section 2 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

“possession”
« possession »

“possession” by any person, for the purposes of the Code of Service Discipline and Part VII, includes

(4) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“criminal organization”
« gang »

“criminal organization” means any group, association or other body consisting of five or more persons, whether formally or informally organized,

(a) having as one of its primary activities the commission of an offence under this or any other Act of Parliament for which the maximum punishment is imprisonment for five years or more, and

(b) any or all of the members of which engage in or have, within the preceding five years, engaged in the commission of a series of such offences;

“criminal organization offence”
« acte de gangstérisme »

“criminal organization offence” means

animaux, missiles, armes, munitions, provisions, équipements, effets ou vivres.

(2) Les alinéas b) et c) de la définition de « pénitencier », à l'article 2 de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

b) prison ou tout autre lieu où peut être incarcérée une personne condamnée à l'étranger, en application du code de discipline militaire, à un emprisonnement à perpétuité ou un emprisonnement de deux ans ou plus par un tribunal civil compétent au lieu où la peine est infligée;

c) prison civile, en l'absence de tout autre lieu, à l'étranger, pour l'incarcération de condamnés à un emprisonnement à perpétuité ou un emprisonnement de deux ans ou plus.

(3) Le passage de la définition de « possession », à l'article 2 de la même loi, précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

« possession » Pour l'application du code de discipline militaire et de la partie VII, s'entend notamment du fait, pour une personne :

« possession »
“possession”

(4) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« acte de gangstérisme »

a) Soit une infraction prévue à l'article 467.1 du *Code criminel*;

b) soit une infraction à la présente loi, au *Code criminel* ou à toute autre loi fédérale, passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus et commis au profit ou sous la direction d'un gang, ou en association avec lui;

c) soit le complot ou la tentative de commettre un acte prévu aux alinéas a) ou b), la complicité après le fait à tel égard ou le fait de conseiller de le commettre.

« acte de gangstérisme »
“criminal organization offence”

	(a) an offence under section 467.1 of the <i>Criminal Code</i> ,	« Comité des griefs » Le Comité des griefs des Forces canadiennes constitué par le paragraphe 29.16(1).	« Comité des griefs » “Grievance Board”
	(b) an offence under this Act, the <i>Criminal Code</i> or any other Act of Parliament for which the maximum punishment is imprisonment for five years or more and that is committed for the benefit of, at the direction of or in association with a criminal organization, or	« gang » Groupe, association ou autre organisation d’au moins cinq personnes, constitué de façon formelle ou non et qui remplit les conditions suivantes :	« gang » “criminal organization”
	(c) a conspiracy or an attempt to commit, being an accessory after the fact in relation to, or any counselling in relation to, any offence referred to in paragraph (a) or (b);	a) l’une de ses principales activités consiste à commettre des infractions définies par la présente loi ou une autre loi fédérale et passibles d’un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus; b) ses membres ou certains d’entre eux commettent ou ont commis, au cours des cinq dernières années, une série d’infractions passibles d’un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus.	
“Grievance Board” « Comité des griefs »	“Grievance Board” means the Canadian Forces Grievance Board established by subsection 29.16(1);	« juge militaire » La personne nommée à ce titre aux termes du paragraphe 165.21(1).	« juge militaire » “military judge”
“military judge” « juge militaire »	“military judge” means a military judge appointed under subsection 165.21(1);		
1995, c. 39, s. 175(3)	(5) The portion of subsection 2(2) of the Act before paragraph (a), as enacted by subsection 175(3) of the <i>Firearms Act</i>, being chapter 39 of the Statutes of Canada, 1995, is replaced by the following:	(5) Le passage du paragraphe 2(2) de la même loi précédant l’alinéa a), édicté par le paragraphe 175(3) de la <i>Loi sur les armes à feu</i>, chapitre 39 des Lois du Canada (1995), est remplacé par ce qui suit :	1995, ch. 39, par. 175(3)
Meaning of “possession”	(2) For the purposes of the Code of Service Discipline and Part VII,	(2) Pour l’application du code de discipline militaire et de la partie VII :	Sens de « possession »
	2. Sections 9 and 10 of the Act are replaced by the following:	2. Les articles 9 et 10 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
Appointment	9. (1) The Governor in Council may appoint an officer who is a barrister or advocate with at least ten years standing at the bar of a province to be the Judge Advocate General of the Canadian Forces.	9. (1) Le gouverneur en conseil nomme un officier qui est un avocat inscrit au barreau d’une province depuis au moins dix ans pour remplir les fonctions de juge-avocat général des Forces canadiennes.	Nomination
Tenure of office	(2) The Judge Advocate General holds office during pleasure for a term not exceeding four years.	(2) Le juge-avocat général occupe son poste à titre amovible pour un mandat d’une durée maximale de quatre ans.	Durée du mandat
Re-appointment	(3) The Judge Advocate General is eligible to be re-appointed on the expiry of a first or subsequent term of office.	(3) Son mandat est renouvelable.	Nouveau mandat
Legal adviser	9.1 The Judge Advocate General acts as legal adviser to the Governor General, the Minister, the Department and the Canadian Forces in matters relating to military law.	9.1 Le juge-avocat général agit à titre de conseiller juridique du gouverneur général, du ministre, du ministère et des Forces canadiennes pour les questions de droit militaire.	Conseiller juridique

Superintendence of military justice	9.2 (1) The Judge Advocate General has the superintendence of the administration of military justice in the Canadian Forces.	9.2 (1) Le juge-avocat général exerce son autorité sur tout ce qui touche à l'administration de la justice militaire au sein des Forces canadiennes.	Autorité
Regular reviews	(2) The Judge Advocate General shall conduct, or cause to be conducted, regular reviews of the administration of military justice.	(2) Il procède ou fait procéder périodiquement à un examen de l'administration de la justice militaire.	Examen périodique
Responsible to Minister	9.3 (1) The Judge Advocate General is responsible to the Minister in the performance of the Judge Advocate General's duties and functions.	9.3 (1) Le juge-avocat général rend compte au ministre de l'exercice de ses attributions.	Responsabilité
Annual report	(2) The Judge Advocate General shall report annually to the Minister on the administration of military justice in the Canadian Forces.	(2) Il lui présente un rapport annuel sur l'administration de la justice militaire au sein des Forces canadiennes.	Rapport annuel
Tabling in Parliament	(3) The Minister shall have a copy of the report laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the Minister receives it.	(3) Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.	Dépôt
Rank	9.4 The Judge Advocate General holds a rank that is not less than brigadier-general.	9.4 Le juge-avocat général détient au moins le grade de brigadier-général.	Grade
Authority to act for Judge Advocate General	10. The powers of the Judge Advocate General may be exercised, and the duties and functions of the Judge Advocate General may be performed, by any other officer who has the qualifications set out in subsection 9(1) that the Minister may authorize to act for the Judge Advocate General for that purpose.	10. Le ministre peut autoriser un officier remplissant les critères énoncés au paragraphe 9(1) à exercer de façon intérimaire les fonctions du juge-avocat général.	Fonctions
Non-derogation	10.1 For greater certainty, section 9.1 is not in derogation of the authority of the Minister of Justice and Attorney General of Canada under the <i>Department of Justice Act</i> .	10.1 Il est entendu que l'article 9.1 ne modifie en rien les attributions du ministre de la Justice et procureur général du Canada que lui confère la <i>Loi sur le ministère de la Justice</i> .	Effet
	3. Section 11 of the Act is replaced by the following:	3. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Delivery of materiel for sale or disposal	11. The Governor in Council may authorize the Minister to deliver to any department or agency of the Government of Canada, for sale or disposal to any countries or international welfare organizations and on any terms that the Governor in Council may determine, any materiel that has not been declared surplus and is not immediately required for the use of the Canadian Forces or for any other purpose under this Act.	11. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à livrer à un ministère ou organisme fédéral, en vue de l'aliénation, par vente ou autrement, aux pays ou organismes internationaux de protection sociale et aux conditions que fixe le gouverneur en conseil, tout matériel qui n'a pas été déclaré excédentaire et qui n'est pas nécessaire dans l'immédiat pour l'usage des Forces canadiennes, ou à toute autre fin prévue par la présente loi.	Livraison de matériel en vue de l'aliénation

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 60 (Sch. I, s. 2)

4. Subsection 12(3) of the Act is replaced by the following:

Treasury Board's power to make regulations

(3) The Treasury Board may make regulations

(a) prescribing the rates and conditions of issue of pay of military judges;

(b) prescribing the forfeitures and deductions to which the pay and allowances of officers and non-commissioned members are subject; and

(c) providing for any matter concerning the pay, allowances and reimbursement of expenses of officers and non-commissioned members for which the Treasury Board considers regulations are necessary or desirable to carry out the purposes or provisions of this Act.

5. The Act is amended by adding the following after section 13:

Military Police Professional Code of Conduct

13.1 The Governor in Council may make regulations, to be known as the *Military Police Professional Code of Conduct*, to govern the conduct of members of the military police.

6. The Act is amended by adding the following after section 18:

Vice Chief of the Defence Staff

18.1 There shall be an officer appointed by the Chief of the Defence Staff to be the Vice Chief of the Defence Staff.

Absence or incapacity of Chief of the Defence Staff

18.2 In the event of the absence or incapacity of the Chief of the Defence Staff, the Vice Chief of the Defence Staff, or any other officer that is specified by the Minister or the Chief of the Defence Staff, has the control and administration of the Canadian Forces.

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 43

7. Section 29 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

4. Le paragraphe 12(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 2

(3) Le Conseil du Trésor peut, par règlement :

a) fixer les taux et conditions de versement de la solde des juges militaires;

b) fixer, en ce qui concerne la solde et les indemnités des officiers et militaires du rang, les suppressions et retenues;

c) prendre toute mesure concernant la rémunération ou l'indemnisation des officiers et militaires du rang qu'il juge nécessaire ou souhaitable de prendre par règlement pour l'application de la présente loi.

Conseil du Trésor

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 13, de ce qui suit :

13.1 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements, appelés *Code de déontologie de la police militaire*, pour régir la conduite des policiers militaires.

Code de déontologie de la police militaire

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 18, de ce qui suit :

18.1 Le vice-chef d'état-major de la défense est nommé, par le chef d'état-major, parmi les officiers.

Vice-chef d'état-major de la défense

18.2 En cas d'absence ou d'empêchement du chef d'état-major de la défense, c'est le vice-chef d'état-major de la défense qui, sauf désignation contraire par le chef d'état-major de la défense ou le ministre, assure la direction et la gestion des Forces canadiennes.

Absence ou empêchement du chef d'état-major de la défense

7. L'article 29 de la même loi et l'inter-titre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 43

*Grievances**Griefs*

Right to grieve	29. (1) An officer or non-commissioned member who has been aggrieved by any decision, act or omission in the administration of the affairs of the Canadian Forces for which no other process for redress is provided under this Act is entitled to submit a grievance.	29. (1) Tout officier ou militaire du rang qui s'estime lésé par une décision, un acte ou une omission dans les affaires des Forces canadiennes a le droit de déposer un grief dans le cas où aucun autre recours de réparation ne lui est ouvert sous le régime de la présente loi.	Droit de déposer des griefs
Exceptions	(2) There is no right to grieve in respect of (a) a decision of a court martial or the Court Martial Appeal Court; (b) a decision of a board, commission, court or tribunal established other than under this Act; or (c) a matter or case prescribed by the Governor in Council in regulations.	(2) Ne peuvent toutefois faire l'objet d'un grief : a) les décisions d'une cour martiale ou de la Cour d'appel de la cour martiale; b) les décisions d'un tribunal, office ou organisme créé en vertu d'une autre loi; c) les questions ou les cas exclus par règlement du gouverneur en conseil.	Exceptions
Manner and conditions	(3) A grievance must be submitted in the manner and in accordance with the conditions prescribed in regulations made by the Governor in Council.	(3) Les griefs sont déposés selon les modalités et conditions fixées par règlement du gouverneur en conseil.	Modalités de présentation
No penalty for grievance	(4) An officer or non-commissioned member may not be penalized for exercising the right to submit a grievance.	(4) Le dépôt d'un grief ne doit entraîner aucune sanction contre le plaignant.	Aucune sanction
Correction of error	(5) Notwithstanding subsection (4), any error discovered as a result of an investigation of a grievance may be corrected, even if correction of the error would have an adverse effect on the officer or non-commissioned member.	(5) Par dérogation au paragraphe (4), toute erreur qui est découverte à la suite d'une enquête sur un grief peut être corrigée, même si la mesure corrective peut avoir un effet défavorable sur le plaignant.	Correction d'erreur
Authorities for determination of grievances	29.1 (1) The initial authority and subsequent authorities who may consider and determine grievances are the authorities designated in regulations made by the Governor in Council.	29.1 (1) Les autorités qui sont initialement saisies d'un grief et qui peuvent ensuite en connaître sont désignées par règlement du gouverneur en conseil.	Autorités compétentes
Different authorities	(2) The regulations may provide that different types of grievances may be considered and determined by different authorities.	(2) Les règlements peuvent désigner différentes autorités selon les catégories de griefs.	Règlements
Final authority	29.11 The Chief of the Defence Staff is the final authority in the grievance process.	29.11 Le chef d'état-major de la défense est l'autorité de dernière instance en matière de griefs.	Dernier ressort
Referral to Grievance Board	29.12 (1) The Chief of the Defence Staff shall refer every grievance that is of a type prescribed in regulations made by the Governor in Council to the Grievance Board for its findings and recommendations before the Chief of the Defence Staff considers and determines the grievance. The Chief of the	29.12 (1) Avant d'étudier un grief d'une catégorie prévue par règlement du gouverneur en conseil, le chef d'état-major de la défense le soumet au Comité des griefs pour que celui-ci lui formule ses conclusions et recommandations. Il peut également renvoyer tout autre grief devant le Comité.	Renvoi au Comité des griefs

Defence Staff may refer any other grievance to the Grievance Board.

Material to be provided to Board

(2) When referring a grievance to the Grievance Board, the Chief of the Defence Staff shall provide the Grievance Board with a copy of

(a) the written submissions made to each authority in the grievance process by the officer or non-commissioned member presenting the grievance;

(b) the decision made by each authority in respect of the grievance; and

(c) any other information under the control of the Canadian Forces that is relevant to the grievance.

(2) Le cas échéant, il lui transmet copie :

a) des argumentations écrites présentées par l'officier ou le militaire du rang à chacune des autorités ayant eu à connaître du grief;

b) des décisions rendues par chacune d'entre elles;

c) des renseignements pertinents placés sous la responsabilité des Forces canadiennes.

Documents à communiquer au Comité

Chief of the Defence Staff not bound

29.13 (1) The Chief of the Defence Staff is not bound by any finding or recommendation of the Grievance Board.

29.13 (1) Le chef d'état-major de la défense n'est pas lié par les conclusions et recommandations du Comité des griefs.

Décision du Comité non obligatoire

Reasons

(2) If the Chief of the Defence Staff does not act on a finding or recommendation of the Grievance Board, the Chief of the Defence Staff shall include the reasons for not having done so in the decision respecting the disposition of the grievance.

(2) S'il choisit de s'en écarter, il doit toutefois motiver son choix dans sa décision.

Motifs

Delegation

29.14 The Chief of the Defence Staff may delegate to any officer any of the Chief of the Defence Staff's powers, duties or functions as final authority in the grievance process, except

(a) the duty to act as final authority in respect of a grievance that must be referred to the Grievance Board; and

(b) the power to delegate under this section.

29.14 Le chef d'état-major de la défense peut déléguer à tout officier le pouvoir de décision définitive que lui confère l'article 29.11, sauf pour les griefs qui doivent être soumis au Comité des griefs; il ne peut toutefois déléguer le pouvoir de délégation que lui confère le présent article.

Délégation

Decision is final

29.15 A decision of a final authority in the grievance process is final and binding and, except for judicial review under the *Federal Court Act*, is not subject to appeal or to review by any court.

29.15 Les décisions du chef d'état-major de la défense ou de son délégataire sont définitives et exécutoires et, sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la *Loi sur la Cour fédérale*, ne sont pas susceptibles d'appel ou de révision en justice.

Décision définitive

Canadian Forces Grievance Board

Comité des griefs des Forces canadiennes

Canadian Forces Grievance Board established

29.16 (1) There is established a board, called the Canadian Forces Grievance Board, consisting of a Chairperson, at least two Vice-Chairpersons and any other members appointed by the Governor in Council that are required to allow it to perform its functions.

29.16 (1) Est constitué le Comité des griefs des Forces canadiennes, composé d'un président, d'au moins deux vice-présidents et des autres membres nécessaires à l'exercice de ses fonctions, tous nommés par le gouverneur en conseil.

Constitution du Comité des griefs

Full- or part-time

(2) The Chairperson and one Vice-Chairperson are each full-time members and the other members may be appointed as full-time or part-time members.

(2) Le président et l'un des vice-présidents occupent leur charge à temps plein. Les autres membres sont nommés à temps plein ou à temps partiel.

Temps plein ou temps partiel

Tenure and removal

(3) Each member holds office during good behaviour for a term not exceeding four years but may be removed by the Governor in Council for cause.

(3) Les membres sont nommés à titre inamovible pour un mandat maximal de quatre ans, sous réserve de révocation motivée du gouverneur en conseil.

Durée du mandat et révocation

Re-appointment

(4) A member is eligible to be re-appointed on the expiry of a first or subsequent term of office.

(4) Leur mandat est renouvelable.

Mandat renouvelable

Duties of full-time members

(5) Full-time members shall devote the whole of their time to the performance of their duties under this Act.

(5) Les membres à temps plein se consacrent exclusivement à l'exécution des fonctions qui leur sont conférées par la présente loi.

Fonctions des membres à temps plein

Conflict of interest — part-time members

(6) Part-time members may not accept or hold any office or employment during their term of office that is inconsistent with their duties under this Act.

(6) Les membres à temps partiel ne peuvent accepter ni occuper de charge ou d'emploi incompatible avec les fonctions que leur confère la présente loi.

Conflits d'intérêts : membres à temps partiel

Remuneration

(7) Members who are not officers or non-commissioned members are entitled to be paid for their services the remuneration and allowances fixed by the Governor in Council.

(7) Pour leur participation aux travaux du Comité des griefs, les membres qui ne sont ni officiers ni militaires du rang reçoivent la rémunération et les allocations fixées par le gouverneur en conseil.

Rémunération des membres

Travel and living expenses

(8) Members who are not officers or non-commissioned members are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties while absent from their ordinary place of work, if full-time members, or their ordinary place of residence, if part-time members, subject to any applicable Treasury Board directives.

(8) Ils sont indemnisés, en conformité avec les instructions du Conseil du Trésor, des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel.

Frais

Status of members

(9) Members who are not officers or non-commissioned members are deemed

(a) to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*;

(9) Ils sont en outre réputés :

a) faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*;

b) être des agents de l'État pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*;

Statut des membres

(b) to be employees for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*; and

(c) to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*.

c) appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Secondment

(10) An officer or a non-commissioned member who is appointed as a member of the Grievance Board shall be seconded to the Grievance Board in accordance with section 27.

(10) L'officier ou le militaire du rang qui est nommé membre du Comité des griefs y est détaché en conformité avec l'article 27.

Détachement

Oath of office

(11) Every member shall, before commencing the duties of office, take the following oath of office:

I,, do solemnly swear (or affirm) that I will faithfully and honestly fulfil my duties as a member of the Canadian Forces Grievance Board in conformity with the requirements of the *National Defence Act*, and of all rules and instructions under that Act applicable to the Canadian Forces Grievance Board, and that I will not disclose or make known to any person not legally entitled to it any knowledge or information obtained by me by reason of my office. (And in the case of an oath: So help me God.)

(11) Avant d'entrer en fonctions, les membres prêtent le serment suivant :

Je,, jure (ou affirme) solennellement que j'exercerai fidèlement et honnêtement les devoirs qui m'incombent en ma qualité de membre du Comité des griefs des Forces canadiennes en conformité avec les prescriptions de la *Loi sur la défense nationale* applicables à celui-ci, ainsi que toutes règles et instructions établies sous son régime, et que je ne révélerai ni ne ferai connaître, sans y avoir été dûment autorisé(e), rien de ce qui parviendra à ma connaissance en raison de mes fonctions. (Dans le cas du serment, ajouter : Ainsi Dieu me soit en aide.)

Serment

Chairperson

29.17 (1) The Chairperson is the chief executive officer of the Grievance Board and has supervision over and direction of its work and staff.

29.17 (1) Le président est le premier dirigeant du Comité des griefs; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.

Premier dirigeant

Absence or incapacity

(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson or if that office is vacant, the Minister may authorize a Vice-Chairperson to exercise the powers and perform the duties and functions of the Chairperson.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre peut autoriser un des vice-présidents à le remplacer.

Absence ou empêchement

Delegation

(3) The Chairperson may delegate to a Vice-Chairperson any of the Chairperson's powers, duties or functions under this Act, except the power to delegate under this subsection and the duty to submit an annual report under subsection 29.28(1).

(3) Le président du Comité des griefs peut déléguer à un vice-président les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi, à l'exception du pouvoir de délégation que lui accorde le présent paragraphe et de l'obligation que lui impose le paragraphe 29.28(1) de présenter un rapport.

Délégation

Head office

29.18 The head office of the Grievance Board shall be at the place in Canada designated by the Governor in Council.

29.18 Le siège du Comité des griefs est fixé, au Canada, au lieu désigné par le gouverneur en conseil.

Siège

Staff	<p>29.19 (1) The employees that are necessary for the proper conduct of the work of the Grievance Board shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i>.</p>	<p>29.19 (1) Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Comité des griefs est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>.</p>	Personnel
Experts	<p>(2) The Grievance Board may, with the approval of the Treasury Board, engage on a temporary basis the services of counsel and other persons having technical or specialized knowledge to assist the Grievance Board in its work, establish the terms and conditions of their engagement and fix and pay their remuneration and expenses.</p>	<p>(2) Le Comité des griefs peut, avec l'approbation du Conseil du Trésor, retenir, à titre temporaire, les services des experts, avocats ou autres personnes dont il estime le concours utile pour ses travaux, définir leurs fonctions et leurs conditions d'emploi ainsi que fixer et payer leur rémunération et leurs frais.</p>	Expertise
Duties and functions	<p>29.2 (1) The Grievance Board shall review every grievance referred to it by the Chief of the Defence Staff and provide its findings and recommendations in writing to the Chief of the Defence Staff and the officer or non-commissioned member who submitted the grievance.</p>	<p>29.2 (1) Le Comité des griefs examine les griefs dont il est saisi et transmet, par écrit, ses conclusions et recommandations au chef d'état-major de la défense et au plaignant.</p>	Fonctions
Duty to act expeditiously	<p>(2) The Grievance Board shall deal with all matters before it as informally and expeditiously as the circumstances and the considerations of fairness permit.</p>	<p>(2) Dans la mesure où les circonstances et l'équité le permettent, il agit avec célérité et sans formalisme.</p>	Obligation d'agir avec célérité
Powers	<p>29.21 The Grievance Board has, in relation to the review of a grievance referred to it, the power</p> <p>(a) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath and to produce any documents and things under their control that it considers necessary to the full investigation and consideration of matters before it;</p> <p>(b) to administer oaths; and</p> <p>(c) to receive and accept any evidence and information that it sees fit, whether admissible in a court of law or not.</p>	<p>29.21 Le Comité des griefs dispose, relativement à la question dont il est saisi, des pouvoirs suivants :</p> <p>a) assigner des témoins, les contraindre à témoigner sous serment, oralement ou par écrit, et à produire les documents et pièces sous leur responsabilité et qu'il estime nécessaires à une enquête et étude complètes;</p> <p>b) faire prêter serment;</p> <p>c) recevoir et accepter les éléments de preuve et renseignements qu'il estime indiqués, qu'ils soient ou non recevables devant un tribunal.</p>	Pouvoir du Comité
Restriction	<p>29.22 The Grievance Board may not receive or accept any evidence or other information that would be inadmissible in a court of law by reason of any privilege under the law of evidence.</p>	<p>29.22 Le Comité des griefs ne peut recevoir ou accepter des éléments de preuve ou autres renseignements non recevables devant un tribunal du fait qu'ils sont protégés par le droit de la preuve.</p>	Restriction
Witness not excused from testifying	<p>29.23 (1) No witness shall be excused from answering any question relating to a grievance before the Grievance Board when required to do so by the Grievance Board on the ground</p>	<p>29.23 (1) Tout témoin est tenu de répondre aux questions sur le grief lorsque le Comité des griefs l'exige et ne peut se soustraire à cette obligation au motif que sa réponse peut</p>	Obligation des témoins

that the answer to the question may tend to criminate the witness or subject the witness to any proceeding or penalty.

l'incriminer ou l'exposer à des poursuites ou à une peine.

Answer not
receivable

(2) No answer given or statement made by a witness in response to a question described in subsection (1) may be used or receivable against the witness in any disciplinary, criminal, administrative or civil proceeding, other than a hearing or proceeding in respect of an allegation that the witness gave the answer or made the statement knowing it to be false.

(2) Les déclarations ainsi faites en réponse aux questions ne peuvent être utilisées ni ne sont recevables contre le témoin devant une juridiction disciplinaire, criminelle, administrative ou civile, sauf si la poursuite ou la procédure porte sur le fait qu'il les savait fausses.

Non-
recevabilité
des réponses

Expenses

29.24 Travel and living expenses incurred in appearing before the Grievance Board shall, in the discretion of the Grievance Board, be paid, in accordance with applicable Treasury Board directives, to the officer or non-commissioned member whose grievance is being heard, and to that person's assisting officer or counsel, if the Grievance Board holds a hearing at a place in Canada that is not their ordinary place of residence.

29.24 Lorsque le Comité des griefs siège, au Canada, ailleurs qu'au lieu de leur résidence habituelle, le plaignant et l'officier qui l'assiste ou son avocat, selon le cas, sont indemnisés, selon l'appréciation du comité et en conformité avec les normes établies par le Conseil du Trésor, des frais de déplacement et de séjour exposés pour leur comparution devant le comité.

Frais

Return of
documents,
etc.

29.25 Documents and things presented to the Grievance Board at a hearing shall, on request, be returned to the person who presented them within a reasonable time after the Grievance Board has provided its findings and recommendations to the Chief of the Defence Staff.

29.25 Les pièces produites devant le Comité des griefs lors d'une audience, sur demande de la personne qui les a produites, lui sont retournées dans un délai raisonnable après la transmission de ses conclusions et recommandations au chef d'état-major de la défense.

Restitution
des pièces

Rules

29.26 (1) The Chairperson may make rules respecting

- (a) the manner of dealing with grievances referred to the Grievance Board, including the conduct of investigations and hearings by the Grievance Board;
- (b) the apportionment of the work of the Grievance Board among its members and the assignment of members to review grievances; and
- (c) the performance of the duties and functions of the Grievance Board.

29.26 (1) Le président peut établir des règles pour régir :

- a) la procédure d'examen des griefs par le Comité des griefs, notamment quant à la tenue d'enquêtes et d'audiences;
- b) la répartition des affaires et du travail entre les membres du comité;
- c) la conduite des travaux du comité et de son administration.

Règles

Hearings in
private

(2) A hearing of the Grievance Board is to be held in private, unless the Chairperson, having regard to the interests of the persons participating in the hearing and the interest of the public, directs that the hearing or any part of it be held in public.

(2) Sauf instruction contraire du président, eu égard à l'intérêt des personnes prenant part à l'audience et à celui du public, les audiences du comité se tiennent, en tout ou en partie, à huis clos.

Huis clos

Protection of members

29.27 No criminal or civil proceedings lie against any member of the Grievance Board, or against any person acting on its behalf, for anything done, reported or said in good faith in the exercise or purported exercise of a power or in the performance or purported performance of a duty or function of the Grievance Board.

29.27 Les membres du Comité des griefs et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs et fonctions qui leur sont conférés en vertu de la présente loi.

Immunité des membres du Comité

Annual report

29.28 (1) The Chairperson shall, within three months after the end of each year, submit to the Minister a report of the activities of the Grievance Board during that year and its recommendations, if any.

29.28 (1) Le président du Comité des griefs présente au ministre, au plus tard le 31 mars de chaque année, le rapport d'activité du comité pour l'année civile précédente, assorti éventuellement de ses recommandations.

Rapport annuel

Tabling in Parliament

(2) The Minister shall have a copy of the report laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the Minister receives it.

(2) Le ministre le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Dépôt

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 15)

8. (1) Paragraph 33(2)(b) of the Act is replaced by the following:

8. (1) L'alinéa 33(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 15

(b) may be called out on service to perform any lawful duty other than training at such times and in such manner as by regulations or otherwise are prescribed by the Governor in Council.

b) soumis à l'obligation de service légitime autre que l'instruction, aux époques et selon les modalités fixées par le gouverneur en conseil par règlement ou toute autre voie.

(2) Section 33 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(2) L'article 33 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Meaning of "duty"

(4) In this section, "duty" means any duty that is military in nature and includes any duty involving public service authorized under section 273.6.

(4) Pour l'application du présent article, « service » s'entend, outre des tâches de nature militaire, de toute tâche de service public autorisée sous le régime de l'article 273.6.

Définition de « service »

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 5)

9. Section 34 of the Act is repealed.

9. L'article 34 de la même loi est abrogé.

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 5

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 16 (E))

10. Section 35 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

10. L'article 35 de la même loi et l'inter-titre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 16(E)

Pay and Allowances

Treasury Board to establish

35. (1) The rates and conditions of issue of pay of officers and non-commissioned members, other than military judges, shall be established by the Treasury Board.

Reimbursements and allowances

(2) The payments that may be made to officers and non-commissioned members by way of reimbursement for travel or other expenses and by way of allowances in respect of expenses and conditions arising out of their service shall be determined and regulated by the Treasury Board.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 21(3) (E))

11. Paragraphs 42(2)(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

- (d) personal or movable property, including cash, found on the deceased person or on a defence establishment or otherwise in the care or custody of the Canadian Forces; and
- (e) in the case of an officer or non-commissioned member dying outside Canada, all other personal or movable property belonging to the deceased and situated outside Canada.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 23)

12. Section 44 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

Abandoned or Lost Property

Abandoned or lost property

44. (1) Where it appears to the officer in charge of a defence establishment that personal or movable property found on the defence establishment has been abandoned or lost by its owner or the person entitled to the property, the officer in charge shall ensure that reasonable efforts are taken to find the owner or person entitled to the property.

Disposal

(2) If the owner or person entitled to the property cannot be found or does not claim the property, the officer in charge may dispose of the property in accordance with regulations made by the Governor in Council and the proceeds, if any, from its sale or other disposition shall be paid into the Consolidated Revenue Fund.

13. Subsection 45(2) of the Act is replaced by the following:

Solde et indemnités

35. (1) Les taux et conditions de versement de la solde des officiers et militaires du rang, autres que les juges militaires, sont établis par le Conseil du Trésor.

Taux et modalités de versement

(2) Les indemnités payables aux officiers et militaires du rang au titre soit des frais de déplacement ou autres, soit des dépenses ou conditions inhérentes au service sont fixées et régies par le Conseil du Trésor.

Indemnités

11. Les alinéas 42(2)d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- d) les biens meubles ou personnels, y compris le numéraire, soit trouvés sur le défunt ou dans un établissement de défense, soit confiés au soin ou à la garde des Forces canadiennes;
- e) dans le cas d'un décès à l'étranger, les autres biens meubles ou personnels du défunt se trouvant hors du Canada.

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, par. 21(3) (E)

12. L'article 44 de la même loi et l'inter-titre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Biens perdus ou abandonnés

44. (1) Lorsqu'il lui apparaît que des biens meubles ou personnels trouvés dans un établissement de défense ont été perdus ou abandonnés, l'officier responsable de cet établissement veille à ce que des efforts raisonnables soient faits pour retrouver leur propriétaire ou la personne qui a droit à ces biens.

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 23

Biens perdus ou abandonnés

(2) Il peut aliéner les biens, conformément aux règlements du gouverneur en conseil, lorsque leur propriétaire ou la personne qui y a droit ne les réclament pas ou ne peuvent être retrouvés. Le produit éventuel de l'aliénation, notamment par vente, est versé au Trésor.

Aliénation

13. Le paragraphe 45(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Powers

(2) A board of inquiry has, in relation to the matter before it, power

(a) to summon any person before the board and compel the person to give oral or written evidence on oath and to produce any documents and things under the person's control that it considers necessary for the full investigation and consideration of that matter;

(b) to administer oaths;

(c) to receive and accept, on oath or by affidavit or otherwise, any evidence and other information the board sees fit, whether or not the evidence or information is or would be admissible in a court of law; and

(d) to examine any record and make any inquiry that the board considers necessary.

14. The Act is amended by adding the following after section 45:

Witness not excused from testifying

45.1 (1) No witness shall be excused from answering any question relating to a matter before a board of inquiry when required to do so by the board of inquiry on the ground that the answer to the question may tend to criminate the witness or subject the witness to any proceeding or penalty.

Answer not receivable

(2) No answer given or statement made by a witness in response to a question described in subsection (1) may be used or receivable against the witness in any disciplinary, criminal or civil proceeding, other than a hearing or proceeding in respect of an allegation that the witness gave the answer or made the statement knowing it to be false.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 25)

15. Subsection 47(1) of the Act is replaced by the following:

Establishment

47. (1) The Governor in Council, and any other authorities that are prescribed or appointed by the Governor in Council for that purpose, may in the interests of national defence establish institutions for the training and education of officers and non-commissioned members, officers and employees of the Department, candidates for enrolment in the Canadian Forces or for employment in the Department and other persons whose atten-

(2) La commission d'enquête dispose, relativement à la question dont elle est saisie, des pouvoirs suivants :

a) assigner des témoins, les contraindre à témoigner sous serment, oralement ou par écrit, et à produire les documents et pièces sous leur responsabilité et qu'elle estime nécessaires à une enquête et étude complètes;

b) faire prêter serment;

c) recevoir et accepter les éléments de preuve et renseignements, fournis sous serment, sous forme d'affidavit ou par tout autre moyen, qu'elle estime indiqués, qu'ils soient ou non recevables devant un tribunal;

d) procéder à l'examen des dossiers ou registres et aux enquêtes qu'elle juge nécessaires.

14. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 45, de ce qui suit :

45.1 (1) Tout témoin est tenu de répondre aux questions portant sur une affaire dont est saisie la commission d'enquête lorsque celle-ci l'exige et ne peut se soustraire à cette obligation au motif que sa réponse peut l'incriminer ou l'exposer à des poursuites ou à une peine.

(2) Les déclarations faites en réponse aux questions ne peuvent être utilisées ni ne sont recevables contre le témoin devant une juridiction disciplinaire, criminelle ou civile, sauf si la poursuite ou la procédure porte sur le fait qu'il savait ces réponses ou déclarations fausses.

15. Le paragraphe 47(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

47. (1) Le gouverneur en conseil et les autres autorités qu'il désigne ou nomme à cette fin peuvent, dans l'intérêt de la défense nationale, créer des établissements pour la formation et l'instruction des officiers et militaires du rang, des personnels du ministère, des candidats à l'enrôlement dans les Forces canadiennes ou à un emploi au ministère, ainsi que des autres personnes autorisées à les fréquenter par le ministre ou en son nom.

Pouvoirs de la commission d'enquête

Obligation des témoins de déposer

Non-recevabilité des réponses

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 25

Création

dance has been authorized by or on behalf of the Minister.

16. Section 54 of the Act is replaced by the following:

54. Every bond to Her Majesty entered into by any person before a judge, a justice of the peace or an officer of the Canadian Forces, including a military judge, for the purpose of securing the payment of a sum of money or the performance of a duty or act required or authorized by this Act or by regulations is valid and may be enforced accordingly.

17. Part III of the Act is repealed.

18. The headings before section 60 of the Act are replaced by the following:

PART III

CODE OF SERVICE DISCIPLINE

DIVISION 1

DISCIPLINARY JURISDICTION OF THE CANADIAN FORCES

Application

19. Subparagraphs 60(1)(c)(iv) and (v) of the Act are replaced by the following:

(v) called out under Part VI in aid of the civil power,

20. Subsections 66(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

66. (1) A person may not be tried or tried again in respect of an offence or any other substantially similar offence arising out of the facts that gave rise to the offence if, while subject to the Code of Service Discipline in respect of that offence, or if, while liable to be charged, dealt with and tried under the Code in respect of that offence, the person

(a) has been found not guilty by a service tribunal, civil court or court of a foreign state on a charge of having committed that offence; or

16. L'article 54 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

54. Tout cautionnement envers Sa Majesté fourni devant un juge, un juge de paix ou un officier des Forces canadiennes, y compris un juge militaire, en garantie du paiement d'une somme d'argent ou de l'exécution d'une obligation ou d'un acte prévus par la présente loi ou par ses règlements, est valide et peut être réalisé en conséquence.

17. La partie III de la même loi est abrogée.

18. Les intertitres précédant l'article 60 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

PARTIE III

CODE DE DISCIPLINE MILITAIRE

SECTION 1

COMPÉTENCE DES FORCES CANADIENNES EN MATIÈRE DISCIPLINAIRE

Application

19. Les sous-alinéas 60(1)c)(iv) et (v) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(v) appelés, dans le cadre de la partie VI, pour prêter main-forte au pouvoir civil,

20. Les paragraphes 66(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

66. (1) Ne peut être jugée — ou jugée de nouveau —, pour une infraction donnée ou toute autre infraction sensiblement comparable découlant des faits qui lui ont donné lieu, la personne qui, alors qu'elle est assujettie au code de discipline militaire à l'égard de cette infraction ou susceptible d'être accusée, poursuivie et jugée pour cette infraction sous le régime de ce code, se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) elle a été acquittée de cette infraction par un tribunal civil ou militaire ou par un tribunal étranger;

Validity of bonds

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 60 (Sch. I, s. 29 (E))

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 45

Autrefois acquit and autrefois convict

Validité des cautionnements

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 29 (E)

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 45

Exception de chose jugée

(b) has been found guilty by a service tribunal, civil court or court of a foreign state on a charge of having committed that offence and has been punished in accordance with the sentence.

b) elle a été déclarée coupable de cette infraction par un tribunal civil ou militaire ou par un tribunal étranger et a été punie conformément à la sentence.

Exception

(2) Nothing in subsection (1) affects the validity of a new trial held pursuant to section 249.11 or 249.16 or a new trial directed by a court having jurisdiction to do so.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'entraver la validité d'un nouveau procès tenu aux termes des articles 249.11 ou 249.16 ou ordonné par un tribunal compétent pour ordonner un nouveau procès.

Exception

1990, c. 14, s. 7; 1991, c. 43, s. 12; 1993, c. 34, s. 92

21. Section 69 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

21. L'article 69 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 14, art. 7; 1991, ch. 43, art. 12; 1993, ch. 34, art. 92

Period of Liability

Période d'assujettissement

When person is liable

69. A person who is subject to the Code of Service Discipline at the time of the alleged commission of a service offence may be charged, dealt with and tried at any time under the Code, subject to the following:

69. Toute personne qui était justiciable du code de discipline militaire au moment où elle aurait commis une infraction d'ordre militaire peut être accusée, poursuivie et jugée pour cette infraction sous le régime de ce code, compte tenu des restrictions suivantes :

Prescription

(a) if the service offence is punishable under section 130 or 132 and the act or omission that constitutes the service offence would have been subject to a limitation period had it been dealt with other than under the Code, that limitation period applies; and

a) si le fait reproché est punissable par le droit commun en application des articles 130 ou 132, la prescription prévue par le droit commun pour cette infraction s'applique;

(b) the person may not be tried by summary trial unless the trial begins before the expiry of one year after the day on which the service offence is alleged to have been committed.

b) nul ne peut être jugé sommairement à moins que le procès sommaire ne commence dans l'année qui suit la prétendue perpétration de l'infraction.

22. Section 70 of the Act is amended by adding the word "or" at the end of paragraph (b) and by replacing paragraphs (c) to (f) with the following:

22. Les alinéas 70c) à f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(c) an offence under any of sections 280 to 283 of the *Criminal Code*.

c) infractions visées aux articles 280 à 283 du *Code criminel*.

23. The headings before section 72 of the Act are replaced by the following:

23. Les intertitres précédant l'article 72 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

DIVISION 2

SECTION 2

SERVICE OFFENCES AND PUNISHMENTS

INFRACTIONS D'ORDRE MILITAIRE ET PEINES

Responsibility for Offences

Responsabilité des infractions

24. The portion of section 73 of the Act after paragraph (g) is replaced by the following:

is guilty of an offence and on conviction, if the officer acted traitorously, shall be sentenced to imprisonment for life, if the officer acted from cowardice, is liable to imprisonment for life or less punishment, and in any other case, is liable to dismissal with disgrace from Her Majesty's service or to less punishment.

25. The portion of section 74 of the Act after paragraph (j) is replaced by the following:

is guilty of an offence and on conviction, if the person acted traitorously, shall be sentenced to imprisonment for life, and in any other case, is liable to imprisonment for life or to less punishment.

26. The portion of section 75 of the Act after paragraph (j) is replaced by the following:

is guilty of an offence and on conviction, if the person acted traitorously, shall be sentenced to imprisonment for life, and in any other case, is liable to imprisonment for life or to less punishment.

27. The portion of section 76 of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:

is guilty of an offence and on conviction, if the person acted traitorously, shall be sentenced to imprisonment for life, and in any other case, is liable to imprisonment for life or to less punishment.

28. Sections 78 to 80 of the Act are replaced by the following:

78. Every person who spies for the enemy is guilty of an offence and on conviction is liable to imprisonment for life or to less punishment.

Offence of being spy

24. Le passage de l'article 73 de la même loi suivant l'alinéa g) est remplacé par ce qui suit :

Déclaré coupable, il doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité s'il s'est conduit en traître, et encourt l'emprisonnement à perpétuité comme peine maximale s'il a agi par lâcheté, et la destitution ignominieuse du service de Sa Majesté comme peine maximale dans tout autre cas.

25. Le passage de l'article 74 de la même loi suivant l'alinéa j) est remplacé par ce qui suit :

Déclaré coupable, il doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité s'il s'est conduit en traître, et encourt l'emprisonnement à perpétuité comme peine maximale dans tout autre cas.

26. Le passage de l'article 75 de la même loi suivant l'alinéa j) est remplacé par ce qui suit :

Déclaré coupable, il doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité s'il s'est conduit en traître, et encourt l'emprisonnement à perpétuité comme peine maximale dans tout autre cas.

27. Le passage de l'article 76 suivant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

Déclaré coupable, il doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité s'il s'est conduit en traître, et encourt l'emprisonnement à perpétuité comme peine maximale dans tout autre cas.

28. Les articles 78 à 80 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

78. Quiconque se livre à des activités d'espionnage pour le compte de l'ennemi commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt l'emprisonnement à perpétuité comme peine maximale.

Infraction et peine

Mutiny

Mutiny with
violence

79. Every person who joins in a mutiny that is accompanied by violence is guilty of an offence and on conviction is liable to imprisonment for life or to less punishment.

Mutiny
without
violence

80. Every person who joins in a mutiny that is not accompanied by violence is guilty of an offence and on conviction is liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years or to less punishment or, in the case of a ringleader of the mutiny, to imprisonment for life or to less punishment.

Failure to
comply with
conditions

29. The Act is amended by adding the following after section 101:

101.1 Every person who, without lawful excuse, fails to comply with a condition imposed under Division 3, or a condition of an undertaking given under Division 3 or 10, is guilty of an offence and on conviction is liable to imprisonment for less than two years or to less punishment.

30. Section 105 of the Act is repealed.

31. Paragraph 117(b) of the Act is replaced by the following:

(b) improperly demands or accepts compensation, consideration or personal advantage in respect of the performance of any military duty or in respect of any matter relating to the Department or the Canadian Forces,

32. The heading before section 118 and sections 118 and 119 of the Act are replaced by the following:

Offences in relation to Tribunals

Definition of
"tribunal"

118. (1) For the purposes of this section and section 119, "tribunal" includes, in addition to the tribunals referred to in the definition "service tribunal" in section 2, the Grievance Board, an Inquiry Committee established for the purpose of subsection 165.1(2) or 165.21(2), the Military Police Complaints Commission, a board of inquiry and a commissioner taking evidence under this Act.

Mutinerie

Avec
violence

79. Quiconque prend part à une mutinerie perpétrée avec violence commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt l'emprisonnement à perpétuité comme peine maximale.

Sans violence

80. Quiconque prend part à une mutinerie perpétrée sans violence commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt un emprisonnement de quatorze ans comme peine maximale. Tout meneur de la mutinerie est quant à lui passible de l'emprisonnement à perpétuité comme peine maximale.

29. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 101, de ce qui suit :

101.1 Quiconque, sans excuse légitime, omet de se conformer à une condition imposée sous le régime de la section 3 ou à une condition d'une promesse remise sous le régime des sections 3 ou 10 commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt comme peine maximale un emprisonnement de moins de deux ans.

30. L'article 105 de la même loi est abrogé.

31. L'alinéa 117b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) exige ou accepte, irrégulièrement, une rétribution, une contrepartie ou un avantage personnel pour l'accomplissement d'un devoir militaire ou pour toute question relative au ministère ou aux Forces canadiennes;

32. L'intertitre précédant l'article 118 et les articles 118 et 119 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Infractions relatives aux tribunaux

Défaut de
respecter une
conditionDéfinition de
« tribunal »

118. (1) Pour l'application du présent article et de l'article 119, « tribunal » s'entend, outre d'un tribunal militaire, du Comité des griefs, d'un comité d'enquête établi en application des paragraphes 165.1(2) ou 165.21(2), de la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, de toute commission d'enquête et de tout commissaire recueillant des témoignages sous le régime de la présente loi.

Contempt

(2) Every person who

(a) being duly summoned or ordered to attend as a witness before a tribunal, fails to attend or to remain in attendance,

(b) refuses to take an oath or make a solemn affirmation lawfully required by a tribunal to be taken or made,

(c) refuses to produce any document in the power or control of, and lawfully required by a tribunal to be produced by, that person,

(d) refuses when a witness to answer any question to which a tribunal may lawfully require an answer,

(e) uses insulting or threatening language before, or causes any interruption or disturbance in the proceedings of, a tribunal, or

(f) commits any other contempt of a tribunal

is guilty of an offence and on conviction is liable to imprisonment for less than two years or to less punishment.

Failure to appear or attend

118.1 Every person who, being duly summoned or ordered to appear as an accused before a service tribunal, fails, without lawful excuse, the proof of which lies on the person, to appear as summoned or ordered, or to remain in attendance, is guilty of an offence and on conviction is liable to imprisonment for less than two years or to less punishment.

False evidence

119. Every person who, when examined on oath or solemn affirmation before a tribunal, knowingly gives false evidence is guilty of an offence and on conviction is liable to imprisonment for a term not exceeding seven years or to less punishment.

33. (1) Paragraphs 130(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) that takes place in Canada and is punishable under Part VII, the *Criminal Code* or any other Act of Parliament, or
- (b) that takes place outside Canada and would, if it had taken place in Canada, be punishable under Part VII, the *Criminal Code* or any other Act of Parliament,

(2) Subparagraph 130(2)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(2) Commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt comme peine maximale un emprisonnement de moins de deux ans quiconque :

- a) étant régulièrement convoqué ou ayant dûment reçu l'ordre de comparaître comme témoin devant un tribunal, omet d'être présent ou de demeurer présent;
- b) refuse de prêter le serment ou de faire l'affirmation solennelle légitimement exigés par un tribunal;
- c) refuse de produire, en exécution de l'ordre légitime que lui donne un tribunal, un document qui se trouve sous son autorité ou contrôle;
- d) refuse, étant témoin, de répondre à toute question légitimement posée par un tribunal;
- e) profère des insultes ou menaces devant un tribunal ou cause une interruption de ses audiences ou en perturbe le déroulement;
- f) commet toute autre forme d'outrage au tribunal.

Outrage au tribunal

118.1 Commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt comme peine maximale un emprisonnement de moins de deux ans l'accusé qui, sans excuse légitime — dont la preuve lui incombe —, ne comparaît pas devant un tribunal militaire ou ne demeure pas présent alors qu'il est dûment convoqué.

Défaut de comparaître

119. Quiconque, lors d'un interrogatoire sous serment ou sur affirmation solennelle devant un tribunal, fait sciemment un faux témoignage commet une infraction et, sur déclaration de culpabilité, encourt comme peine maximale un emprisonnement de sept ans.

Faux témoignage

33. (1) Les alinéas 130(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) survenu au Canada et punissable sous le régime de la partie VII de la présente loi, du *Code criminel* ou de toute autre loi fédérale;
- b) survenu à l'étranger mais qui serait punissable, au Canada, sous le régime de la partie VII de la présente loi, du *Code criminel* ou de toute autre loi fédérale.

(2) Le sous-alinéa 130(2)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) committed in Canada under Part VII, the *Criminal Code* or any other Act of Parliament and for which a minimum punishment is prescribed, or

(3) Subparagraph 130(2)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) impose the punishment prescribed for the offence by Part VII, the *Criminal Code* or that other Act, or

(4) Subsection 130(3) of the Act is replaced by the following:

(3) All provisions of the Code of Service Discipline in respect of a punishment of imprisonment for life, for two years or more or for less than two years, and a fine, apply in respect of punishments imposed under paragraph (2)(a) or subparagraph (2)(b)(i).

34. Subsection 132(3) of the Act is replaced by the following:

(3) All provisions of the Code of Service Discipline in respect of a punishment of imprisonment for life, for two years or more or for less than two years, and a fine, apply in respect of punishments imposed under subsection (2).

35. Subsection 139(1) of the Act is replaced by the following:

139. (1) The following punishments may be imposed in respect of service offences and each of those punishments is a punishment less than every punishment preceding it:

- (a) imprisonment for life;
- (b) imprisonment for two years or more;
- (c) dismissal with disgrace from Her Majesty's service;
- (d) imprisonment for less than two years;
- (e) dismissal from Her Majesty's service;
- (f) detention;
- (g) reduction in rank;
- (h) forfeiture of seniority;
- (i) severe reprimand;
- (j) reprimand;

(i) commise au Canada en violation de la partie VII de la présente loi, du *Code criminel* ou de toute autre loi fédérale et pour laquelle une peine minimale est prescrite,

(3) Le sous-alinéa 130(2)(b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) soit la peine prévue pour l'infraction par la partie VII de la présente loi, le *Code criminel* ou toute autre loi pertinente,

(4) Le paragraphe 130(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Toutes les dispositions du code de discipline militaire visant l'emprisonnement à perpétuité, l'emprisonnement de deux ans ou plus, l'emprisonnement de moins de deux ans et l'amende s'appliquent à l'égard des peines infligées aux termes de l'alinéa (2)a) ou du sous-alinéa (2)b)(i).

34. Le paragraphe 132(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Toutes les dispositions du code de discipline militaire visant l'emprisonnement à perpétuité, l'emprisonnement de deux ans ou plus, l'emprisonnement de moins de deux ans et l'amende s'appliquent à l'égard des peines infligées aux termes du paragraphe (2).

35. Le paragraphe 139(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

139. (1) Les infractions d'ordre militaire sont passibles des peines suivantes, énumérées dans l'ordre décroissant de gravité :

- a) emprisonnement à perpétuité;
- b) emprisonnement de deux ans ou plus;
- c) destitution ignominieuse du service de Sa Majesté;
- d) emprisonnement de moins de deux ans;
- e) destitution du service de Sa Majesté;
- f) détention;
- g) rétrogradation;
- h) perte de l'ancienneté;
- i) blâme;
- j) réprimande;
- k) amende;
- l) peines mineures.

Code of Service Discipline applies

Application of Code of Service Discipline

Scale of punishments

Application du code de discipline militaire

Application du code de discipline militaire

Échelle des peines

- (k) fine; and
- (l) minor punishments.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 39)

36. Section 140 of the Act is replaced by the following:

Imprisonment for shorter term

140. Every person who, on conviction of a service offence, is liable to imprisonment for life, other than as a minimum punishment, or for a term of years or other term may be sentenced to imprisonment for a shorter term.

Dismissal as accompanying punishment

140.1 (1) Where a court martial imposes a punishment of imprisonment for life or for two years or more on an officer or a non-commissioned member, the court martial may in addition, notwithstanding any other provision of this Division, impose a punishment of dismissal with disgrace from Her Majesty's service or a punishment of dismissal from Her Majesty's service.

Dismissal as accompanying punishment

(2) Where a court martial imposes a punishment of imprisonment for less than two years on an officer or a non-commissioned member, the court martial may in addition, notwithstanding any other provision of this Division, impose a punishment of dismissal from Her Majesty's service.

Reduction in rank as accompanying punishment

140.2 Where a court martial imposes a punishment of imprisonment on an officer or a non-commissioned member, the court martial may in addition, notwithstanding any other provision of this Division, impose a punishment of reduction in rank, that may be

- (a) in the case of an officer, to the lowest commissioned rank; and
- (b) in the case of a non-commissioned member, to the lowest rank to which under the regulations the non-commissioned member can be reduced.

Sentence of imprisonment for life

140.3 (1) Where a court martial imposes a punishment of imprisonment for life, the sentence to be pronounced shall be

- (a) in respect of a person who has been convicted of having committed traitorously an offence of misconduct in the presence of an enemy contrary to section 73 or 74, an

36. L'article 140 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 39

Emprisonnement

140. Quiconque est, sur déclaration de culpabilité d'une infraction d'ordre militaire, passible de l'emprisonnement à perpétuité, autrement que comme peine minimale, ou pour toute période déterminée inférieure, peut être condamné à un emprisonnement d'une plus courte durée.

Destitution ignominieuse

140.1 (1) Lorsqu'elle condamne un officier ou un militaire du rang à l'emprisonnement à perpétuité ou à un emprisonnement de deux ans ou plus, la cour martiale peut en outre, malgré toute autre disposition de la présente section, prononcer sa destitution, ignominieuse ou non, du service de Sa Majesté.

Destitution

(2) Lorsqu'elle condamne un officier ou un militaire du rang à un emprisonnement de moins de deux ans, elle peut en outre, malgré toute autre disposition de la présente section, prononcer sa destitution du service de Sa Majesté.

Rétrogradation

140.2 Lorsqu'elle condamne un officier ou un militaire du rang à une peine d'emprisonnement, la cour martiale peut en outre, malgré toute autre disposition de la présente section, prononcer sa rétrogradation :

- a) dans le cas d'un officier, jusqu'au grade le plus bas d'officier;
- b) dans le cas d'un militaire du rang, jusqu'au grade le plus bas auquel les règlements permettent de le faire reculer.

Emprisonnement à perpétuité

140.3 (1) Le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

- a) dans le cas des infractions établies pour manquement au devoir face à l'ennemi par les articles 73 ou 74, et relativement à la

offence related to security contrary to section 75 or an offence in relation to prisoners of war contrary to section 76, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence;

(b) in respect of a person who has been convicted of an offence of high treason or an offence of first degree murder, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence;

(c) in respect of a person who has been convicted of an offence of second degree murder if that person has previously been convicted of culpable homicide that is murder, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served twenty-five years of the sentence;

(d) in respect of a person who has been convicted of an offence of second degree murder, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole until the person has served at least ten years of the sentence or any greater number of years, not being more than twenty-five, that has been substituted under subsection (2); and

(e) in respect of a person who has been convicted of any other offence, that the person be sentenced to imprisonment for life with normal eligibility for parole.

sécurité par l'article 75 ou aux prisonniers de guerre par l'article 76, si la personne s'est conduite en traître, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

c) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas d'une personne qui a été reconnue coupable d'avoir causé la mort et qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à un meurtre, à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

d) pour meurtre au deuxième degré, à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, période qui peut être portée à un maximum de vingt-cinq ans en vertu du paragraphe (2);

e) pour toute autre infraction, à l'application des conditions normalement prévues.

Provisions of
Criminal
Code apply

(2) Sections 745.1 to 746.1 of the *Criminal Code* apply, with any modifications that the circumstances require, to a sentence of life imprisonment imposed under this Act, and

(a) a reference in sections 745.2 and 745.3 of the *Criminal Code* to a jury is deemed to be a reference to the panel of a General Court Martial; and

(b) a reference in section 745.6 of the *Criminal Code* to the province in which a conviction took place is deemed, in respect of a conviction that took place outside Canada, to be a reference to the province in

(2) Les articles 745.1 à 746.1 du *Code criminel* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la sentence d'emprisonnement à perpétuité imposée sous le régime de la présente loi et :

a) la mention, aux articles 745.2 et 745.3, des membres du jury vaut mention, sauf indication contraire du contexte, des membres du comité de la cour martiale générale;

b) la mention, à l'article 745.6, de la province où a lieu la déclaration de culpabilité vaut mention, dans le cas où la déclaration de culpabilité a lieu à l'étranger, de la

Application
de
dispositions
du *Code*
criminel

which the offender is incarcerated when the offender makes an application under that section.

Power of court martial to delay parole

140.4 (1) Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where a person receives a sentence of imprisonment for life that is imposed otherwise than as a minimum punishment or a sentence of imprisonment for two years or more on conviction for an offence set out in Schedule I or II to that Act that is punishable under section 130 of this Act, a court martial may order that the portion of the sentence that must be served before the person may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

Condition

(2) The court martial may only make an order under subsection (1) if it is satisfied, having regard to the circumstances of the commission of the offence and the character and circumstances of the person, that the expression of society's denunciation of the offence or the objective of specific or general deterrence requires that the order be made.

Criminal organization offences

(3) Notwithstanding subsection 120(1) of the *Corrections and Conditional Release Act*, where a person receives a sentence of imprisonment for life that is imposed otherwise than as a minimum punishment or a sentence of imprisonment for two years or more on conviction under this Act for a criminal organization offence, the court martial may order that the portion of the sentence that must be served before the person may be released on full parole is one half of the sentence or ten years, whichever is less.

Principles

(4) For greater certainty, the paramount principles that are to guide the court martial under this section are denunciation and specific or general deterrence, with rehabilitation of the person, in all cases, being subordinate to those paramount principles.

province dans laquelle la personne est incarcérée au moment où elle présente sa demande aux termes de cet article.

140.4 (1) Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la cour martiale peut ordonner que la personne condamnée, sur déclaration de culpabilité, à une peine d'emprisonnement minimal de deux ans — y compris une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence — pour toute infraction mentionnée aux annexes I ou II de cette loi qui est punissable en vertu de l'article 130 de la présente loi, purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, la moitié de sa peine jusqu'à concurrence de dix ans.

Pouvoir d'augmentation du temps d'épreuve

Restriction

(2) Elle ne peut rendre l'ordonnance que si elle est convaincue, compte tenu des circonstances de l'infraction, du caractère et des particularités de la personne, que la réprobation de la société à l'égard de l'infraction commise l'exige ou que l'ordonnance aura l'effet dissuasif recherché.

Exception dans le cas d'un gang

(3) Par dérogation au paragraphe 120(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la cour martiale peut ordonner que la personne condamnée sous le régime de la présente loi pour un acte de gangstérisme, sur déclaration de culpabilité, à une peine d'emprisonnement minimal de deux ans — y compris une peine d'emprisonnement à perpétuité à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence — purge, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, la moitié de sa peine jusqu'à concurrence de dix ans.

Principes devant guider le tribunal

(4) Il est entendu que les principes suprêmes qui doivent guider la cour martiale dans l'application du présent article sont la réprobation de la société et l'effet dissuasif, la réadaptation de la personne leur étant dans tous les cas subordonnée.

37. Section 141 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Effective date of dismissal

(1.1) A punishment of dismissal with disgrace from Her Majesty's service or dismissal from Her Majesty's service is deemed to be carried out as of the date on which the release of an officer or a non-commissioned member from the Canadian Forces is effected.

37. L'article 141 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Prise d'effet de la destitution

(1.1) La peine de destitution — ignominieuse ou non — du service de Sa Majesté est réputée prendre effet le jour où l'officier ou le militaire du rang est libéré des Forces canadiennes.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 41)

38. Section 142 of the Act is replaced by the following:

Detention

142. (1) The punishment of detention is subject to the following conditions:

(a) detention may not exceed ninety days and a person sentenced to detention may not be subject to detention for more than ninety days consecutively by reason of more than one conviction; and

(b) no officer may be sentenced to detention.

38. L'article 142 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 41

142. (1) La peine de détention est soumise aux conditions suivantes :

a) elle ne doit pas excéder quatre-vingt-dix jours, et le détenu ne peut purger plus de quatre-vingt-dix jours consécutifs en raison de plusieurs condamnations;

b) aucun officier ne peut y être condamné.

Détention

Reduction in rank during detention

(2) If a non-commissioned member above the rank of private is sentenced to detention, that person is deemed, for the period of the detention, to be reduced to the rank of private.

(2) Le militaire du rang — autre qu'un soldat — qui fait l'objet d'une sentence de détention est réputé rétrogradé, pour la durée de la détention, au grade de soldat.

Rétrogradation réputée

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 60 (Sch. I, s. 43)

39. Sections 144 and 145 of the Act are replaced by the following:

Forfeiture of seniority

144. Where a court martial imposes a punishment of forfeiture of seniority on an officer or non-commissioned member, the court martial shall in passing sentence specify the period for which seniority is to be forfeited.

39. Les articles 144 et 145 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 60, ann. I, art. 43

144. Dans son jugement condamnant un officier ou militaire du rang à la perte de l'ancienneté, la cour martiale doit préciser la période visée par la peine.

Perte de l'ancienneté

Fine

145. (1) A fine must be imposed in a stated amount.

145. (1) Le montant de l'amende infligée doit être précisé.

Amende

Terms of payment

(2) The terms of payment of a fine are in the discretion of the service tribunal that imposes the fine.

(2) Les modalités de paiement en sont laissées à l'appréciation du tribunal militaire qui l'inflige.

Modalités

Variation of terms of payment

(3) The terms of payment of a fine may be varied, in the case of a summary trial, by the officer who conducted the trial, and in the case of a court martial, by the military judge who imposed the fine or a military judge designated by the Chief Military Judge.

(3) Elles peuvent être modifiées, dans le cas d'un procès sommaire, par l'officier qui l'a présidé, et, dans le cas d'une cour martiale, par le juge militaire qui a présidé le procès ou par celui que désigne le juge militaire en chef.

Modification des modalités

40. The headings before section 154 of the Act are replaced by the following:

40. Les intertitres précédant l'article 154 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

DIVISION 3

SECTION 3

ARREST AND PRE-TRIAL CUSTODY

ARRESTATION ET DÉTENTION AVANT PROCÈS

Interpretation

Définitions

Definitions

153. The definitions in this section apply in this Division.

153. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

Définitions

“custody review officer”
« officier réviseur »

“custody review officer”, in respect of a person in custody, means

« infraction désignée »

« infraction désignée »
“designated offence”

(a) the officer who is the person's commanding officer, or an officer who is designated by that officer; or

a) Toute infraction punissable aux termes de l'article 130 :

(i) soit mentionnée à l'article 469 du *Code criminel*,

(b) if it is not practical for an officer referred to in paragraph (a) to act as the custody review officer, the officer who is the commanding officer of the unit or element where the person is in custody or an officer who is designated by that officer.

(ii) soit punie de l'emprisonnement à perpétuité aux termes des paragraphes 5(3), 6(3) ou 7(2) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*,

(iii) soit tout acte de complot visant à commettre l'une des infractions mentionnées au sous-alinéa (ii);

“designated offence”
« infraction désignée »

“designated offence” means

(a) an offence that is punishable under section 130 that is

b) toute infraction à la présente loi comportant comme peine minimale l'emprisonnement à perpétuité;

(i) listed in section 469 of the *Criminal Code*,

(ii) contrary to subsection 5(3), 6(3) or 7(2) of the *Controlled Drugs and Substances Act* and punishable by imprisonment for life, or

c) toute infraction à la présente loi passible d'une peine supérieure dans l'échelle des peines à l'emprisonnement de moins de deux ans qui est présumée avoir été commise alors que la personne était en liberté après avoir été libérée relativement à une autre infraction en vertu des dispositions de la présente section ou de la section 10;

(iii) an offence of conspiring to commit an offence under any subsection referred to in subparagraph (ii);

d) tout acte de gangstérisme punissable aux termes de la présente loi.

(b) an offence under this Act where the minimum punishment is imprisonment for life;

(c) an offence under this Act for which a punishment higher in the scale of punishments than imprisonment for less than two years may be awarded that is alleged to have been committed while at large after having been released in respect of

« officier réviseur » Relativement à une personne en détention préventive, s'entend :

a) de son commandant ou de l'officier qu'il désigne;

b) lorsqu'il est difficilement réalisable pour celui-ci d'agir à ce titre, du com-

« officier réviseur »
“custody review officer”

another offence pursuant to the provisions of this Division or Division 10; or
(d) an offence under this Act that is a criminal organization offence.

Authority to Arrest

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 49 and s. 60 (Sch. I, s. 45)

Powers of military police

41. The portion of section 156 of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

156. Officers and non-commissioned members who are appointed as military police under regulations for the purposes of this section may

(a) detain or arrest without a warrant any person who is subject to the Code of Service Discipline, regardless of the person's rank or status, who has committed, is found committing, is believed on reasonable grounds to be about to commit or to have committed a service offence or who is charged with having committed a service offence; and

R.S., c. 31 (1st Supp.), ss. 51 to 56 and 60 (Sch. I, ss. 47 to 50); 1991, c. 43, ss. 14 to 16; 1992, c. 16, ss. 2 to 7; 1993, c. 34, s. 93(F)

42. Sections 158 to 179 of the Act are replaced by the following:

158. (1) A person arrested under this Act shall, as soon as is practicable, be released from custody by the person making the arrest, unless the person making the arrest believes on reasonable grounds that it is necessary that the person under arrest be retained in custody having regard to all the circumstances, including

- (a) the gravity of the offence alleged to have been committed;
- (b) the need to establish the identity of the person under arrest;
- (c) the need to secure or preserve evidence of or relating to the offence alleged to have been committed;
- (d) the need to ensure that the person under arrest will appear before a service tribunal or civil court to be dealt with according to law;

Release from custody

mandant de l'unité ou de l'élément où elle est détenue ou de l'officier qu'il désigne.

Pouvoir d'arrestation

41. Le passage de l'article 156 de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

156. Les officiers et militaires du rang nommés policiers militaires aux termes des règlements d'application du présent article peuvent :

a) détenir ou arrêter sans mandat tout justiciable du code de discipline militaire — quel que soit son grade ou statut — qui a commis, est pris en flagrant délit de commettre ou est accusé d'avoir commis une infraction d'ordre militaire, ou encore est soupçonné, pour des motifs raisonnables, d'être sur le point de commettre ou d'avoir commis une telle infraction;

42. Les articles 158 à 179 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

158. (1) Dès que les circonstances le permettent, la personne effectuant une arrestation sous le régime de la présente loi est tenue de remettre en liberté la personne arrêtée, sauf si elle a des motifs raisonnables de croire que cela est contre-indiqué dans les circonstances à cause, notamment :

- a) de la gravité de l'infraction reprochée;
- b) de la nécessité d'établir l'identité de la personne arrêtée;
- c) de la nécessité de recueillir ou conserver des éléments de preuve afférents à cette infraction;
- d) de la nécessité d'assurer la comparution de la personne arrêtée devant le tribunal militaire ou civil pour qu'elle soit jugée selon la loi;

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 49 et 60, ann. I, art. 45

Pouvoirs des policiers militaires

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), ch., 51 à 56 et 60, ann. I, art. 47 à 50; 1991, ch. 43, art. 14 à 16; 1992, ch. 16, art. 2 à 7; 1993, ch. 34, art. 93 (F)

Mise en liberté

	<p>(e) the need to prevent the continuation or repetition of the offence alleged to have been committed or the commission of any other offence; and</p> <p>(f) the necessity to ensure the safety of the person under arrest or any other person.</p>	<p>e) de la nécessité de prévenir la continuation ou la répétition de l'infraction ou la perpétration de toute autre infraction;</p> <p>f) de la nécessité d'assurer la sécurité de la personne arrêtée ou de toute autre personne.</p>	
Retention in custody	<p>(2) If an arrested person is to be retained in custody, the person shall be placed in service custody or civil custody. Such force as is reasonably necessary for the purpose may be used.</p>	<p>(2) Si elle conclut que la personne arrêtée doit être mise en détention préventive, elle la place sous garde militaire ou civile en recourant, s'il y a lieu, à la force raisonnablement nécessaire.</p>	Sort de la personne arrêtée
Duty to receive into service custody	<p>(3) The officer or non-commissioned member in charge of a guard or a guard-room or an officer or non-commissioned member appointed for the purposes of section 156 shall receive and keep a person under arrest who is committed to his or her custody.</p>	<p>(3) L'officier ou le militaire du rang commandant une garde ou un corps de garde, ou nommé sous le régime de l'article 156, prend en charge la personne arrêtée qui est confiée à sa garde.</p>	Obligation de prendre en charge
Account in writing	<p>(4) The person who commits a person under arrest to service custody shall, at the time of committal, deliver to the officer or non-commissioned member into whose custody the person under arrest is committed a signed account in writing setting out why the person under arrest is being committed to custody.</p>	<p>(4) La personne qui lui confie la garde lui remet à cette occasion un exposé, signé par elle, motivant le placement en détention.</p>	Exposé écrit
Report of custody	<p>158.1 (1) The officer or non-commissioned member into whose custody a person under arrest is committed shall, as soon as practicable, and in any case within twenty-four hours after the arrest of the person committed to custody, deliver a report of custody, in writing, to the custody review officer.</p>	<p>158.1 (1) La personne à qui est confiée la garde est tenue de remettre à l'officier réviseur, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les vingt-quatre heures suivant l'arrestation, un rapport de détention.</p>	Rapport de garde
Contents	<p>(2) The report of custody must set out the name of the person in custody, an account of the offence alleged to have been committed by that person so far as it is known and the name and rank, if any, of the person who committed the person into service custody.</p>	<p>(2) Dans son rapport, elle donne la description de l'infraction reprochée, pour autant qu'on en sache, et précise le nom de son auteur, ainsi que les nom et grade de la personne qui lui en a confié la garde.</p>	Contenu du rapport
Representations concerning release	<p>(3) Before the report of custody is delivered to the custody review officer,</p> <p>(a) a copy of the report and the account in writing must be provided to the person in custody; and</p> <p>(b) the person in custody must be given the opportunity to make representations concerning the person's release from custody.</p>	<p>(3) Avant de remettre son rapport à l'officier réviseur, elle en communique une copie, accompagnée de l'exposé, à la personne détenue et donne à celle-ci l'occasion de présenter ses observations quant à sa remise en liberté.</p>	Observations

Representations to be reduced to writing

(4) Representations concerning release made by or on behalf of the person in custody must be reduced to writing or recorded by any other means.

(4) Les observations, faites par la personne détenue ou en son nom, sont consignées par écrit ou par tout autre moyen.

Observations consignées par écrit

Accompanying documents

(5) When the report of custody is delivered, it must be accompanied by the account in writing and any representations made by or on behalf of the person in custody or a statement confirming that the person was given the opportunity to make representations but did not do so.

(5) Le rapport de détention est accompagné des documents suivants :

Documents à transmettre

a) l'exposé motivant la détention;

b) les observations de la personne arrêtée ou faites en son nom ou la mention que celle-ci n'a pas présenté d'observations malgré l'occasion qui lui en a été fournie.

Initial Review

Review of report of custody

158.2 (1) The custody review officer shall review the report of custody and the accompanying documents as soon as practicable after receiving them and in any case within forty-eight hours after the arrest of the person committed to custody.

Révision de la détention

158.2 (1) L'officier réviseur de la détention étudie le rapport de détention et les documents l'accompagnant dans les meilleurs délais suivant leur réception et au plus tard dans les quarante-huit heures suivant l'arrestation de la personne sous garde.

Révision du rapport

Duty to release

(2) After reviewing the report of custody and the accompanying documents, the custody review officer shall direct that the person committed to custody be released immediately unless the officer believes on reasonable grounds that it is necessary that the person be retained in custody, having regard to all the circumstances, including those set out in subsection 158(1).

(2) Son examen terminé, il ordonne la mise en liberté de la personne détenue, sauf s'il croit, pour des motifs raisonnables, que cela est contre-indiqué dans les circonstances, notamment pour les raisons énoncées au paragraphe 158(1).

Ordonnance de mise en liberté

Continuing duty to release

158.3 If, at any time after receiving the report of custody and before the person in custody is brought before a military judge, the custody review officer no longer believes that the grounds to retain the person in custody exist, the custody review officer shall direct that the person be released from custody.

158.3 Si, à tout moment après réception du rapport et avant que la personne détenue ne soit conduite devant un juge militaire, il estime que les motifs justifiant le maintien sous garde n'existent plus, l'officier réviseur ordonne la remise en liberté.

Mise en liberté

Duty to retain in custody if designated offence

158.4 Notwithstanding subsection 158.2(2) and section 158.3, if the person in custody is charged with having committed a designated offence, the custody review officer shall direct that the person be retained in custody.

158.4 Malgré le paragraphe 158.2(2) et l'article 158.3, l'officier réviseur ordonne le maintien sous garde de la personne si elle est accusée d'avoir commis une infraction désignée.

Détention — infraction désignée

Duty to review where charge not laid

158.5 If a charge is not laid within seventy-two hours after the person in custody was arrested, the custody review officer shall determine why a charge has not been laid and reconsider whether it remains necessary to retain the person in custody.

158.5 Lorsque aucune accusation n'est portée dans les soixante-douze heures suivant l'arrestation d'une personne sous garde, l'officier réviseur en détermine la raison et vérifie s'il est nécessaire de la maintenir sous garde.

Révision de la mise sous garde

Release with or without conditions

158.6 (1) The custody review officer may direct that the person be released without conditions or that the person be released and, as a condition of release, direct the person to comply with any of the following conditions:

- (a) remain under military authority;
- (b) report at specified times to a specified military authority;
- (c) remain within the confines of a specified defence establishment or at a location within a geographical area;
- (d) abstain from communicating with any witness or specified person, or refrain from going to any specified place; and
- (e) comply with such other reasonable conditions as are specified.

Review

(2) A direction to release a person with or without conditions may, on application, be reviewed by

- (a) if the custody review officer is an officer designated by a commanding officer, that commanding officer; or
- (b) if the custody review officer is a commanding officer, the next superior officer to whom the commanding officer is responsible in matters of discipline.

Powers

(3) After giving a representative of the Canadian Forces and the released person an opportunity to be heard, the officer conducting the review may make any direction respecting conditions that a custody review officer may make under subsection (1).

Review by Military Judge

Hearing by military judge

159. (1) A custody review officer who does not direct the release of a person from custody shall, as soon as practicable, cause the person to be taken before a military judge for the purpose of a hearing to determine whether the person is to be retained in custody.

Applicable operational considerations

(2) In determining when it is practicable to cause the person to be taken before a military judge, the custody review officer may have regard to the constraints of military operations, including the location of the unit or element where the person is in custody and the circumstances under which it is deployed.

158.6 (1) L'officier réviseur peut soit ordonner la libération inconditionnelle de la personne sous garde, soit ordonner sa libération pourvu qu'elle respecte l'une ou l'autre des conditions suivantes qu'il précise :

- a) demeurer sous autorité militaire;
- b) se présenter aux heures et aux autorités qu'il précise;
- c) rester dans l'établissement de défense ou à l'intérieur de la région qu'il précise;
- d) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne expressément nommée, ou éviter tout lieu expressément nommé;
- e) observer telles autres conditions raisonnables qu'il précise.

Conditions éventuelles de mise en liberté

(2) L'ordonnance de libération, inconditionnelle ou sous condition, rendue par l'officier réviseur peut être modifiée par le commandant qui a désigné celui-ci, ou, lorsqu'il est lui-même un commandant, par l'officier immédiatement supérieur devant lequel il est responsable en matière de discipline.

Révision

(3) Après avoir donné à la personne libérée et au représentant des Forces canadiennes l'occasion de présenter leurs observations, l'officier qui a effectué une révision aux termes du paragraphe (2) peut rendre toute ordonnance aux termes du paragraphe (1).

Pouvoirs

Révision par le juge militaire

159. (1) En l'absence de toute ordonnance de mise en liberté, l'officier réviseur fait conduire, dans les meilleurs délais, la personne sous garde devant un juge militaire pour une audition visant à déterminer si elle doit être maintenue sous garde.

Audition par le juge militaire

(2) Afin de la faire conduire devant le juge militaire dans les meilleurs délais, il peut prendre en compte les contraintes liées aux opérations militaires, notamment le lieu et les circonstances du déploiement de l'unité ou de l'élément dans lequel la personne est détenue.

Facteurs liés aux opérations

Onus on
Canadian
Forces

159.1 When the person retained in custody is taken before a military judge, the military judge shall direct that the person be released from custody unless counsel for the Canadian Forces, or in the absence of counsel a person appointed by the custody review officer, shows cause why the continued retention of the person in custody is justified or why any other direction under this Division should be made.

159.1 Le juge militaire devant qui est conduite la personne détenue ordonne sa mise en liberté, sauf si l'avocat des Forces canadiennes ou, en l'absence d'un avocat, la personne désignée par l'officier réviseur lui fait valoir des motifs justifiant son maintien sous garde.

Ordonnance
de mise en
liberté

Justification
for retention
in custody

159.2 For the purposes of sections 159.1 and 159.3, the retention of a person in custody is only justified when one or more of the following grounds have been established to the satisfaction of the military judge:

159.2 Pour l'application des articles 159.1 et 159.3, la détention préventive d'une personne n'est justifiée que si le juge militaire est convaincu, selon le cas :

Motifs
justifiant la
détention

(a) custody is necessary to ensure the person's attendance before a service tribunal or a civil court to be dealt with according to law;

a) qu'elle est nécessaire pour assurer sa comparution devant le tribunal militaire ou civil pour qu'elle y soit jugée selon la loi;

(b) custody is necessary for the protection or the safety of the public, having regard to all the circumstances including any substantial likelihood that the person will, if released from custody, commit an offence or interfere with the administration of justice; and

b) qu'elle est nécessaire pour assurer la protection ou la sécurité du public, eu égard aux circonstances, y compris toute probabilité marquée que la personne, si elle est mise en liberté, commettra une infraction ou nuira à l'administration de la justice;

(c) any other just cause has been shown, having regard to the circumstances including the apparent strength of the prosecution's case, the gravity of the nature of the offence, the circumstances surrounding its commission and the potential for a lengthy term of imprisonment.

c) d'une autre juste cause, eu égard aux circonstances, notamment le fait que l'accusation paraît fondée, la gravité de l'infraction, les circonstances entourant sa perpétration et le fait que la personne encourt, en cas de condamnation, une longue peine d'emprisonnement.

Onus on
person in
custody

159.3 (1) Notwithstanding section 159.1, if the person in custody is charged with having committed a designated offence, the military judge shall direct that the person be retained in custody until dealt with according to law, unless the person shows cause why the person's retention in custody is not justified.

159.3 (1) Malgré l'article 159.1, le juge militaire ordonne le maintien en détention lorsque la personne est accusée d'avoir commis une infraction désignée, et ce jusqu'à ce qu'elle soit traitée selon la loi, à moins qu'elle ne lui fasse valoir l'absence de fondement de cette mesure.

Ordonnance
de
détention —
infraction
désignée

Release on
undertaking

(2) If the person in custody shows cause why the person's retention in custody is not justified, the military judge shall direct that the person be released from custody on giving any undertaking to comply with any of the conditions referred to in section 158.6 that the military judge considers appropriate, unless the person in custody shows cause why the giving of an undertaking is not justified.

(2) Lorsque la personne lui fait valoir l'absence de fondement de sa détention, il ordonne sa mise en liberté, pourvu qu'elle remette une promesse assortie des conditions mentionnées à l'article 158.6 qu'il estime indiquées, à moins qu'elle ne fasse valoir des arguments contre l'application des conditions.

Mise en
liberté sous
condition

Release with or without undertaking

159.4 (1) The military judge may direct that the person be released without conditions or that the person be released on the giving of an undertaking to comply with any of the conditions referred to in section 158.6 that the military judge considers appropriate.

159.4 (1) Le juge militaire peut soit ordonner la libération inconditionnelle de la personne détenue, soit ordonner sa libération pourvu qu'elle remette une promesse assortie des conditions mentionnées à l'article 158.6 qu'il estime indiquées.

Conditions éventuelles de mise en liberté

Variation of undertaking

(2) The undertaking under which a person is released may be varied

(2) Les conditions de libération peuvent être modifiées soit par ordonnance d'un juge militaire, sur demande présentée avec un préavis raisonnable, soit avec le consentement écrit de la personne mise en liberté et du directeur des poursuites militaires.

Modification des conditions

(a) by direction of a military judge on application with reasonable notice being given; or

(b) with the written consent of the person and the Director of Military Prosecutions.

Hearing may be adjourned

159.5 The military judge may adjourn the hearing on the military judge's own motion or on application, but the adjournment may not be for more than three clear days except with the consent of the person in custody.

159.5 Le juge militaire peut ajourner l'audition d'office ou sur demande; l'ajournement ne peut excéder trois jours francs, sauf avec le consentement de la personne détenue.

Ajournement des procédures

Alternate means of hearing

159.6 (1) The military judge may direct that the hearing be conducted wholly or in part by the means of a telecommunications device, including by telephone, if the military judge is satisfied that the benefit of a hearing by that device outweighs the potential prejudice to the person in custody of conducting a hearing by that device.

159.6 (1) Le juge militaire peut ordonner la tenue de l'audition, en tout ou en partie, par tout moyen de télécommunication, y compris le téléphone, qu'il estime indiqué, s'il est convaincu que les avantages de cette mesure l'emportent sur tout éventuel préjudice pour la personne détenue.

Comparution par télécommunication

Representations and factors to be considered

(2) In deciding whether to make the direction, the military judge shall take into account

(2) Il prend en compte, dans sa décision, les facteurs suivants :

Facteurs à prendre en compte

(a) the location of the person in custody;

a) le lieu de détention;

(b) the gravity of the offence;

b) la gravité de l'infraction reprochée;

(c) the circumstances under which the unit or element detaining the person in custody is deployed;

c) les circonstances du déploiement de l'unité ou de l'élément dans lequel la personne est détenue;

(d) the availability of counsel for the Canadian Forces and the person in custody;

d) la disponibilité d'un avocat pour la personne détenue ou pour les Forces canadiennes;

(e) the limitations of available telecommunications devices;

e) les contraintes imposées par les moyens de télécommunication accessibles;

(f) the time required to bring the person in custody and the person's counsel before the military judge; and

f) le délai nécessaire pour la comparution en personne des parties et de leurs représentants;

(g) any other matter that the military judge considers relevant.

g) toute autre question que le juge militaire estime indiquée.

Reasons

159.7 The military judge shall include in the minutes of any proceedings under this Division the reasons for any direction.

159.7 Les motifs de la décision du juge militaire sont consignés au procès-verbal de l'audition tenue aux termes de la présente section.

Motifs

Duty of Director of Military Prosecutions

Obligation du directeur des poursuites militaires

Review after 90 days

159.8 If the trial of a person who has been retained in custody has not commenced within ninety days after the day that person was last taken before a military judge, the Director of Military Prosecutions shall cause the person to be brought before a military judge to determine whether the continued retention of the person in custody is justified under section 159.2.

159.8 Lorsque le procès de la personne en détention préventive n'a pas débuté dans les quatre-vingt-dix jours suivant sa dernière comparution devant un juge militaire, le directeur des poursuites militaires la fait conduire devant un juge militaire pour qu'il soit décidé si le maintien en détention est justifié aux termes de l'article 159.2.

Période maximale de garde sans procès

Review by Court Martial Appeal Court

Révision par la Cour d'appel de la cour martiale

Review of direction

159.9 (1) At any time before the commencement of a person's trial, a judge of the Court Martial Appeal Court may, on application, review any direction of a military judge under this Division to release the person from custody with or without an undertaking or to retain the person in custody.

159.9 (1) Sur demande, un juge de la Cour d'appel de la cour martiale peut, à tout moment avant le début du procès, réviser la décision du juge militaire de mettre l'accusé en liberté — inconditionnelle ou sous condition — ou en détention préventive, selon le cas.

Révision

Application of provisions

(2) The provisions of this Division apply, with any modifications that the circumstances require, to any review under this section.

(2) Les dispositions de la présente section s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la révision effectuée en vertu du présent article.

Dispositions applicables

DIVISION 4

SECTION 4

COMMENCEMENT OF PROCEEDINGS

DÉBUT DES POURSUITES

Interpretation

Définition

Definition of "commanding officer"

160. In this Division, "commanding officer", in respect of an accused person, means the commanding officer of the accused person and includes an officer who is empowered by regulations made by the Governor in Council to act as the commanding officer of the accused person.

160. Pour l'application de la présente section, « commandant », en ce qui concerne une personne accusée d'une infraction d'ordre militaire, s'entend de son commandant ou de l'officier que les règlements du gouverneur en conseil habilient à agir à ce titre.

Définition de « commandant »

Laying of Charge

Accusations

Laying of charge

161. Proceedings against a person who is alleged to have committed a service offence are commenced by the laying of a charge in accordance with regulations made by the Governor in Council.

161. La poursuite contre une personne à qui il est reproché d'avoir commis une infraction d'ordre militaire est entamée par une accusation portée conformément aux règlements du gouverneur en conseil.

Accusation portée

Referral to commanding officer

161.1 After a charge is laid, it shall be referred to an officer who is a commanding officer in respect of the accused person.

161.1 Après qu'elle a été portée, l'accusation est déférée au commandant de l'accusé.

Déféré

Duty to Act Expeditiously

Duty to act expeditiously

162. Charges under the Code of Service Discipline shall be dealt with as expeditiously as the circumstances permit.

Obligation d'agir avec célérité

162. Une accusation aux termes du code de discipline militaire est traitée avec toute la célérité que les circonstances permettent.

Obligation d'agir avec célérité

Right to Trial by Court Martial

Election

162.1 Except in the circumstances prescribed in regulations made by the Governor in Council, an accused person who is triable by summary trial has the right to elect to be tried by court martial.

Droit à un procès devant une cour martiale

162.1 Sauf dans les cas prévus par règlement du gouverneur en conseil, un accusé qui peut être jugé sommairement peut choisir d'être jugé devant une cour martiale.

Choix

Referral of charge

162.2 When an accused person elects to be tried by court martial, the charge in respect of the accused person shall be referred to the Director of Military Prosecutions in accordance with regulations made by the Governor in Council.

162.2 Lorsque l'accusé choisit d'être jugé par une cour martiale, l'accusation est transmise au directeur des poursuites militaires conformément aux règlements du gouverneur en conseil.

Transmission de l'accusation

DIVISION 5

SECTION 5

SUMMARY TRIALS

PROCÈS SOMMAIRES

Interpretation

Définitions

Definitions

162.3 The definitions in this section apply in this Division.

162.3 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

Définitions

“commanding officer”
« commandant »

“commanding officer”, in respect of an accused person, means an officer who is a commanding officer within the meaning of section 160.

« commandant » En ce qui concerne une personne accusée d'une infraction d'ordre militaire, s'entend de son commandant au sens de l'article 160.

« commandant »
“commanding officer”

“superior commander”
« commandant supérieur »

“superior commander” means an officer of or above the rank of brigadier-general, or any other officer appointed by the Chief of the Defence Staff as a superior commander.

« commandant supérieur » Tout officier détenant au moins le grade de brigadier-général ou nommé à ce titre par le chef d'état-major de la défense.

« commandant supérieur »
“superior commander”

Summary Trials by Commanding Officers

Procès sommaire devant commandant

Jurisdiction

163. (1) A commanding officer may try an accused person by summary trial if all of the following conditions are satisfied:

163. (1) Un commandant peut juger sommairement l'accusé si les conditions suivantes sont réunies :

Compétence

(a) the accused person is either an officer cadet or a non-commissioned member below the rank of warrant officer;

a) il s'agit d'un élève-officier ou d'un militaire du rang d'un grade inférieur à celui d'adjudant;

(b) having regard to the gravity of the offence, the commanding officer considers that his or her powers of punishment are adequate;

b) il estime que ses pouvoirs de punition sont suffisants, eu égard à la gravité de l'infraction;

(c) if the accused person has the right to elect to be tried by court martial, the accused person has not elected to be so tried;

(d) the offence is not one that, according to regulations made by the Governor in Council, the commanding officer is precluded from trying; and

(e) the commanding officer does not have reasonable grounds to believe that the accused person is unfit to stand trial or was suffering from a mental disorder at the time of the commission of the alleged offence.

Prohibition on presiding

(2) Unless it is not practical, having regard to all the circumstances, for any other commanding officer to conduct the summary trial, a commanding officer may not preside at the summary trial of a person charged with an offence if

(a) the commanding officer carried out or directly supervised the investigation of the offence;

(b) the summary trial relates to an offence in respect of which a warrant was issued under section 273.3 by the commanding officer; or

(c) the commanding officer laid the charge or caused it to be laid.

Sentences

(3) Subject to the conditions set out in Division 2 relating to punishments, a commanding officer at a summary trial may pass a sentence in which any one or more of the following punishments may be included:

(a) detention for a period not exceeding thirty days;

(b) reduction in rank by one rank;

(c) severe reprimand,

(d) reprimand,

(e) a fine not exceeding basic pay for one month, and

(f) minor punishments.

c) l'accusé n'a pas choisi d'être jugé devant une cour martiale, dans les cas où ce choix est prévu;

d) l'infraction ne fait pas partie de celles que les règlements du gouverneur en conseil excluent de sa compétence;

e) il n'a aucun motif raisonnable de croire que l'accusé est inapte à subir son procès ou était atteint de troubles mentaux au moment de la perpétration de l'infraction reprochée.

(2) Le commandant ne peut, dans les cas suivants, juger sommairement l'accusé, à moins que, dans les circonstances, aucun autre commandant ne soit en mesure de le faire :

a) il a mené ou supervisé directement l'enquête relative à l'accusation;

b) il a délivré en application de l'article 273.3 un mandat relativement à l'infraction en cause;

c) il a porté — directement ou indirectement — les accusations.

Restriction

(3) Sous réserve des conditions énoncées à la section 2 en matière de peines, le commandant présidant un procès sommaire peut prononcer une sentence comportant une ou plusieurs des peines suivantes, énumérées dans l'ordre décroissant de gravité :

a) détention pour une période maximale de trente jours;

b) rétrogradation d'un grade;

c) blâme;

d) réprimande;

e) amende n'excédant pas un mois de solde de base;

f) peines mineures.

Sentences

Delegation

(4) A commanding officer may, subject to regulations made by the Governor in Council and to the extent that the commanding officer deems fit, delegate powers to try an accused person by summary trial to any officer under the commanding officer's command, but an officer to whom powers are delegated may not be authorized to impose punishments other than the following:

- (a) detention not exceeding fourteen days;
- (b) severe reprimand;
- (c) reprimand;
- (d) a fine not exceeding basic pay for fifteen days; and
- (e) minor punishments.

When no summary trial

163.1 (1) A commanding officer who determines that a charge is to proceed but who does not try the accused person by summary trial shall refer the charge, in accordance with regulations made by the Governor in Council, to

- (a) another officer who has jurisdiction to try the accused person by summary trial; or
- (b) an officer who is authorized by regulations made by the Governor in Council to refer charges to the Director of Military Prosecutions.

Subsequent proceedings not precluded

(2) A decision of a commanding officer that a charge should not proceed does not preclude proceeding with the charge at any subsequent time.

Charge may be referred

(3) If a commanding officer decides that a charge should not be proceeded with, the person who laid the charge may, in circumstances prescribed by the Governor in Council in regulations, refer it to an officer referred to in paragraph (1)(b).

Summary Trial by Superior Commanders

Jurisdiction

164. (1) A superior commander may try an accused person by summary trial if all of the following conditions are satisfied:

- (a) the accused person is an officer below the rank of lieutenant-colonel or a non-commissioned member above the rank of sergeant;

(4) Le commandant peut, sous réserve des règlements du gouverneur en conseil et dans la mesure où il le juge à propos, déléguer à un officier sous ses ordres le pouvoir de juger sommairement un accusé, ce pouvoir ne permettant de prononcer que les peines suivantes :

- a) détention pour une période maximale de quatorze jours;
- b) blâme;
- c) réprimande;
- d) amende n'excédant pas quinze jours de solde de base;
- e) peines mineures.

Délégation

163.1 (1) S'il décide qu'il y a lieu de donner suite à l'accusation mais qu'il ne procède pas au procès sommaire, le commandant, conformément aux règlements du gouverneur en conseil :

- a) soit défère l'accusation à un autre officier ayant le pouvoir de juger sommairement l'accusé;
- b) soit la transmet à l'officier habilité par règlement du gouverneur en conseil à saisir en l'espèce le directeur des poursuites militaires.

Décision de ne pas juger

(2) La décision de ne pas donner suite à l'accusation n'empêche pas l'exercice ultérieur d'une poursuite à son égard.

Poursuite ultérieure

(3) Dans le cas où le commandant décide de ne pas donner suite à l'accusation, la personne qui a porté l'accusation peut, dans les cas prévus par règlement du gouverneur en conseil, la transmettre à l'officier visé à l'alinéa (1)(b).

Transmission de l'accusation

Procès sommaire devant des commandants supérieurs

164. (1) Le commandant supérieur peut juger sommairement l'accusé si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il s'agit d'un officier d'un grade inférieur à celui de lieutenant-colonel ou d'un militaire du rang d'un grade supérieur à celui de sergent;

Compétence

(b) having regard to the gravity of the offence, the superior commander considers that his or her powers of punishment are adequate;

(c) if the accused person has the right to elect to be tried by court martial, the accused person has not elected to be so tried;

(d) the offence is not one that, according to regulations made by the Governor in Council, the superior commander is precluded from trying; and

(e) the superior commander does not have reasonable grounds to believe that the accused person is unfit to stand trial or was suffering from a mental disorder at the time of the commission of the alleged offence.

b) il estime que ses pouvoirs de punition sont suffisants, eu égard à la gravité de l'infraction;

c) l'accusé n'a pas choisi d'être jugé devant une cour martiale, dans les cas où ce choix est prévu;

d) l'infraction ne fait pas partie de celles que les règlements du gouverneur en conseil excluent de sa compétence;

e) il n'a aucun motif raisonnable de croire que l'accusé est inapte à subir son procès ou était atteint de troubles mentaux au moment de la perpétration de l'infraction reprochée.

Prohibition on presiding

(2) Unless it is not practical, having regard to all the circumstances, for any other superior commander to conduct the summary trial, a superior commander may not preside at the summary trial of a person charged with an offence if

(a) the superior commander carried out or directly supervised the investigation of the offence;

(b) the summary trial relates to an offence in respect of which a warrant was issued under section 273.3 by the superior commander as a commanding officer; or

(c) the superior commander laid the charge or caused it to be laid.

(2) Le commandant supérieur ne peut, dans les cas suivants, juger sommairement l'accusé, à moins que, dans les circonstances, aucun autre commandant supérieur ne soit en mesure de le faire :

a) il a mené ou supervisé directement l'enquête relative à l'accusation;

b) il a délivré en application de l'article 273.3 un mandat relativement à l'infraction en cause;

c) il a porté — directement ou indirectement — les accusations.

Restriction

Exception

(3) A superior commander may try an accused person who is of the rank of lieutenant-colonel by summary trial in any circumstances that are prescribed by the Governor in Council in regulations.

(3) Le commandant supérieur peut juger sommairement un accusé détenant le grade de lieutenant-colonel dans les cas prévus par règlement du gouverneur en conseil.

Exception

Sentences

(4) Subject to the conditions set out in Division 2 relating to punishments, a superior commander at a summary trial may pass a sentence in which any one or more of the following punishments may be included:

(a) severe reprimand;

(b) reprimand; and

(c) fine.

(4) Sous réserve des conditions énoncées à la section 2 en matière de peines, le commandant supérieur présidant un procès sommaire peut prononcer une sentence comportant une ou plusieurs des peines suivantes :

a) blâme;

b) réprimande;

c) amende.

Sentences

When no summary trial

164.1 (1) A superior commander who determines that a charge should proceed but who does not try an accused person by summary trial shall refer the charge, in accordance with regulations made by the Governor in Council, to

(a) another officer who has jurisdiction to try the accused person by summary trial; or

(b) an officer who is authorized by regulations made by the Governor in Council to refer charges to the Director of Military Prosecutions.

Subsequent proceedings not precluded

(2) A decision by a superior commander that a charge should not proceed does not preclude proceeding with the charge at any subsequent time.

Charge may be referred

(3) If a superior commander decides that a charge should not be proceeded with, the person who laid the charge may, in circumstances prescribed by the Governor in Council in regulations, refer it to an officer referred to in paragraph (1)(b).

Referral to Director of Military Prosecutions

Duty to refer

164.2 (1) Subject to subsection (2), an officer to whom a charge is referred under paragraph 163.1(1)(b), subsection 163.1(3), paragraph 164.1(1)(b) or subsection 164.1(3) shall forward it to the Director of Military Prosecutions, with any recommendations regarding its disposal that the officer considers appropriate.

Exception

(2) Where the charge was referred by a commanding officer or superior commander, the officer to whom the charge was referred may direct the commanding officer or superior commander to try the accused by summary trial if

(a) the charge was referred because the commanding officer or superior commander did not consider his or her powers of punishment to be adequate to try the accused person by summary trial; and

(b) the officer is of the opinion that the commanding officer or superior commander has adequate powers of punishment to try the accused by summary trial.

164.1 (1) S'il décide qu'il y a lieu de donner suite à l'accusation mais qu'il ne procède pas au procès sommaire, le commandant supérieur, conformément aux règlements du gouverneur en conseil :

a) soit défère l'accusation à un autre officier ayant le pouvoir de juger sommairement l'accusé;

b) soit la transmet à l'officier habilité par règlement du gouverneur en conseil à saisir en l'espèce le directeur des poursuites militaires.

(2) La décision de ne pas donner suite à l'accusation n'empêche pas l'exercice ultérieur d'une poursuite à son égard.

(3) Dans le cas où le commandant supérieur décide de ne pas donner suite à l'accusation, la personne qui a porté l'accusation peut, dans les cas prévus par règlement du gouverneur en conseil, la transmettre à l'officier visé à l'alinéa (1)(b).

Saisine du directeur des poursuites militaires

164.2 (1) Sauf dans le cas prévu au paragraphe (2), l'officier saisi d'une accusation aux termes de l'alinéa 163.1(1)(b), du paragraphe 163.1(3), de l'alinéa 164.1(1)(b) et du paragraphe 164.1(3) doit lui-même en saisir le directeur des poursuites militaires en formulant les recommandations sur le sort à lui réserver qu'il juge pertinentes.

(2) Si l'accusation lui a été transmise par un commandant ou un commandant supérieur au motif qu'il croyait ses pouvoirs de punitions insuffisants pour juger sommairement l'accusé, l'officier, s'il estime lui-même ces pouvoirs suffisants, peut lui enjoindre de juger sommairement l'accusé.

Décision de ne pas juger

Poursuite ultérieure

Transmission de l'accusation

Obligation de saisine

Exception

DIVISION 6

SECTION 6

TRIAL BY COURT MARTIAL

PROCÈS DEVANT UNE COUR MARTIALE

Charge must be Preferred

Mise en accusation nécessaire

Charge must be preferred

165. (1) A person may be tried by court martial only if a charge against the person is preferred by the Director of Military Prosecutions.

165. (1) La cour martiale ne peut juger une personne sans une mise en accusation formelle de celle-ci par le directeur des poursuites militaires.

Mise en accusation nécessaire

Meaning of "prefer"

(2) For the purposes of this Act, a charge is preferred when the charge sheet in respect of the charge is signed by the Director of Military Prosecutions, or an officer authorized by the Director of Military Prosecutions to do so, and referred to the Court Martial Administrator.

(2) Pour l'application de la présente loi, la mise en accusation est prononcée lorsque est déposé auprès de l'administrateur de la cour martiale un acte d'accusation signé par le directeur des poursuites militaires ou un officier dûment autorisé par lui à le faire.

Dépôt de l'acte d'accusation

Director of Military Prosecutions

Directeur des poursuites militaires

Appointment

165.1 (1) The Minister may appoint an officer who is a barrister or advocate with at least ten years standing at the bar of a province to be the Director of Military Prosecutions.

165.1 (1) Le ministre peut nommer directeur des poursuites militaires un officier qui est un avocat inscrit au barreau d'une province depuis au moins dix ans.

Nomination

Tenure of office and removal

(2) The Director of Military Prosecutions holds office during good behaviour for a term not exceeding four years. The Minister may remove the Director of Military Prosecutions from office for cause on the recommendation of an Inquiry Committee established under regulations made by the Governor in Council.

(2) Le directeur des poursuites militaires est nommé à titre inamovible pour un mandat maximal de quatre ans, sous réserve de révocation motivée que prononce le ministre sur recommandation d'un comité d'enquête établi par règlement du gouverneur en conseil.

Durée du mandat et révocation

Powers of Inquiry Committee

(2.1) The Inquiry Committee is deemed to have the powers of a court martial.

(2.1) Le comité d'enquête est réputé avoir les pouvoirs d'une cour martiale.

Pouvoirs du comité d'enquête

Re-appointment

(3) The Director of Military Prosecutions is eligible to be re-appointed on the expiry of a first or subsequent term of office.

(3) Le mandat du directeur des poursuites militaires est renouvelable.

Nouveau mandat

Duties and functions

165.11 The Director of Military Prosecutions is responsible for the preferring of all charges to be tried by court martial and for the conduct of all prosecutions at courts martial. The Director of Military Prosecutions also acts as counsel for the Minister in respect of appeals when instructed to do so.

165.11 Le directeur des poursuites militaires prononce les mises en accusation des personnes jugées par les cours martiales et mène les poursuites devant celles-ci; en outre, il représente le ministre dans les appels lorsqu'il reçoit des instructions à cette fin.

Fonctions

Preferring charges

165.12 (1) When a charge is referred to the Director of Military Prosecutions, the Director of Military Prosecutions may

165.12 (1) Le directeur des poursuites militaires peut donner suite à toute accusation qui lui est transmise en prononçant la mise en accusation d'un accusé, ou à toute autre accusation, fondée sur les faits révélés par la preuve, qu'il ajoute ou substitue à celle-ci.

Prononciation des mises en accusation

(a) prefer the charge; or

(b) prefer any other charge that is founded on facts disclosed by evidence in addition to or in substitution for the charge.

Withdrawing charges	(2) The Director of Military Prosecutions may withdraw a charge that has been preferred, but if a trial by court martial has commenced, the Director of Military Prosecutions may do so only with leave of the court martial.	(2) Il peut retirer une mise en accusation déjà prononcée; toutefois, le retrait de la mise en accusation après le début du procès en cour martiale est subordonné à l'autorisation de celle-ci.	Retrait de l'accusation
Effect of withdrawing charge	(3) Withdrawing a charge does not preclude it from being proceeded with at any subsequent time.	(3) Le retrait de la mise en accusation n'empêche pas l'exercice ultérieur d'une poursuite à son égard.	Reprise des procédures
Referral of charge	165.13 If the Director of Military Prosecutions is satisfied that a charge should not be proceeded with by court martial, the Director of Military Prosecutions may refer it for disposal by an officer who has jurisdiction to try the accused person by summary trial.	165.13 S'il estime que la cour martiale ne devrait pas être saisie de l'accusation, le directeur des poursuites militaires peut déférer celle-ci à un officier ayant le pouvoir de juger sommairement l'accusé.	Renvoi de l'accusation
Director to determine type of court martial	165.14 When the Director of Military Prosecutions prefers a charge, the Director of Military Prosecutions shall also determine the type of court martial that is to try the accused person and inform the Court Martial Administrator of that determination.	165.14 Dans la mise en accusation, le directeur des poursuites militaires détermine le type de cour martiale devant juger l'accusé. Il informe l'administrateur de la cour martiale de sa décision.	Type de cour martiale
Barristers and advocates to assist	165.15 The Director of Military Prosecutions may be assisted and represented, to the extent determined by the Director of Military Prosecutions, by officers who are barristers or advocates with standing at the bar of a province.	165.15 Le directeur des poursuites militaires peut être assisté et représenté, dans la mesure qu'il précise, par des officiers qui sont avocats inscrits au barreau d'une province.	Avocats
Acting Director of Military Prosecutions	165.16 The powers of the Director of Military Prosecutions may be exercised, and the duties and functions of the Director of Military Prosecutions may be performed, by any officer who is a barrister or advocate with standing at the bar of a province and who is authorized by the Minister.	165.16 Le ministre peut autoriser un officier qui est un avocat inscrit au barreau d'une province à exercer, de façon intérimaire, les fonctions du directeur des poursuites militaires.	Directeur intérimaire
Relationship to Judge Advocate General	165.17 (1) The Director of Military Prosecutions acts under the general supervision of the Judge Advocate General.	165.17 (1) Le directeur des poursuites militaires exerce ses fonctions sous la direction générale du juge-avocat général.	Subordination
General instructions	(2) The Judge Advocate General may issue general instructions or guidelines in writing in respect of prosecutions. The Director of Military Prosecutions shall ensure that they are available to the public.	(2) Le juge-avocat général peut établir par écrit des lignes directrices ou donner des instructions concernant les poursuites. Le directeur des poursuites militaires veille à les rendre accessibles au public.	Lignes directrices et instructions générales
Specific instructions	(3) The Judge Advocate General may issue instructions or guidelines in writing in respect of a particular prosecution.	(3) Le juge-avocat général peut, par écrit, établir des lignes directrices ou donner des instructions en ce qui concerne une poursuite en particulier.	Lignes directrices et instructions spécifiques

Availability to public	(4) The Director of Military Prosecutions shall ensure that instructions and guidelines issued under subsection (3) are available to the public.	(4) Le directeur des poursuites militaires veille à rendre accessibles au public les lignes directrices ou instructions visées au paragraphe (3).	Accessibilité
Exception	(5) Subsection (4) does not apply where the Director of Military Prosecutions considers that it would not be in the best interests of the administration of military justice for any instruction or guideline, or any part of it, to be available to the public.	(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas lorsque le directeur des poursuites militaires estime qu'il n'est pas dans l'intérêt de la bonne administration de la justice militaire de rendre les lignes directrices ou instructions, ou une partie de celles-ci, accessibles.	Exception
Copies to Minister	(6) The Judge Advocate General shall provide the Minister with a copy of every instruction and guideline made under this section.	(6) Le juge-avocat général transmet au ministre une copie des lignes directrices et instructions.	Copies au ministre
Court Martial Administrator		Administrateur de la cour martiale	
Appointment	165.18 There shall be a person appointed to be the Court Martial Administrator.	165.18 Il est nommé un administrateur de la cour martiale.	Nomination
Duties and functions	165.19 (1) When a charge is preferred, the Court Martial Administrator shall convene a court martial in accordance with the determination of the Director of Military Prosecutions under section 165.14 and, in the case of a General Court Martial or a Disciplinary Court Martial, shall appoint its members.	165.19 (1) L'administrateur de la cour martiale, conformément à la décision du directeur des poursuites militaires prise aux termes de l'article 165.14, convoque la cour martiale sélectionnée et, dans le cas d'une cour martiale générale ou d'une cour martiale disciplinaire, en nomme les membres.	Fonctions
Other duties	(2) The Court Martial Administrator performs such other duties as may be specified by this Act or prescribed by the Governor in Council in regulations.	(2) Il exerce toute autre fonction qui lui est conférée par la présente loi ou que lui confie par règlement le gouverneur en conseil.	Fonctions additionnelles
Relationship to Chief Military Judge	(3) The Court Martial Administrator acts under the general supervision of the Chief Military Judge.	(3) Il exerce ses fonctions sous la direction générale du juge militaire en chef.	Subordination
Acting Court Martial Administrator	165.2 The duties and functions of the Court Martial Administrator may be performed by any person authorized by the Court Martial Administrator.	165.2 L'administrateur de la cour martiale peut autoriser toute personne à exercer de façon intérimaire les fonctions d'administrateur de la cour martiale.	Administrateur intérimaire
Military Judges		Juges militaires	
Appointment	165.21 (1) The Governor in Council may appoint officers who are barristers or advocates of at least ten years standing at the bar of a province to be military judges.	165.21 (1) Le gouverneur en conseil peut nommer juge militaire tout officier qui est avocat inscrit au barreau d'une province depuis au moins dix ans.	Nomination
Tenure of office and removal	(2) A military judge holds office during good behaviour for a term of five years but may be removed by the Governor in Council for cause on the recommendation of an Inquiry Committee established under regulations made by the Governor in Council.	(2) Un juge militaire est nommé à titre inamovible pour un mandat de cinq ans, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil sur recommandation d'un comité d'enquête établi par règlement du gouverneur en conseil.	Durée du mandat et révocation

Powers of Inquiry Committee	(2.1) The Inquiry Committee is deemed to have the powers of a court martial.	(2.1) Le comité d'enquête est réputé avoir les pouvoirs d'une cour martiale.	Pouvoirs du comité d'enquête
Re-appointment	(3) A military judge is eligible to be re-appointed on the expiry of a first or subsequent term of office on the recommendation of a Renewal Committee established under regulations made by the Governor in Council.	(3) Le mandat des juges militaires est renouvelable sur recommandation d'un comité d'examen établi par règlement du gouverneur en conseil.	Nouveau mandat
Retirement age	(4) A military judge ceases to hold office on reaching the retirement age prescribed by the Governor in Council in regulations.	(4) Le juge militaire cesse d'occuper sa charge dès qu'il atteint l'âge fixé par règlement du gouverneur en conseil pour la retraite.	Âge de la retraite
Remuneration	165.22 (1) The rates and conditions of issue of pay of military judges shall be prescribed by the Treasury Board in regulations.	165.22 (1) Les taux et conditions de versement de la solde des juges militaires sont fixés par règlement du Conseil du Trésor.	Rémunération
Review of remuneration	(2) The remuneration of military judges shall be reviewed regularly by a Compensation Committee established under regulations made by the Governor in Council.	(2) La rémunération des juges militaires est révisée régulièrement par un comité établi à cette fin par règlement du gouverneur en conseil.	Révision de la rémunération
Judicial duties and functions	165.23 (1) Military judges shall preside at courts martial and shall perform other judicial duties under this Act that are required to be performed by military judges.	165.23 (1) Les juges militaires président les cours martiales et exercent les autres fonctions judiciaires qui leur sont conférées sous le régime de la présente loi.	Fonctions
Other duties and functions	(2) In addition to their judicial duties, military judges shall perform any other duties that the Chief Military Judge may direct, but those other duties may not be incompatible with their judicial duties.	(2) Ils exercent en outre toute autre fonction que leur confie le juge militaire en chef et qui n'est pas incompatible avec leurs fonctions judiciaires.	Fonctions additionnelles
Boards of inquiry	(3) Military judges may, with the concurrence of the Chief Military Judge, be appointed as a board of inquiry.	(3) Ils peuvent, avec l'agrément du juge militaire en chef, être nommés pour agir à titre de commission d'enquête.	Commission d'enquête
	Chief Military Judge	Juge militaire en chef	
Chief Military Judge	165.24 The Governor in Council may designate a military judge to be the Chief Military Judge.	165.24 Le gouverneur en conseil peut nommer, parmi les juges militaires, un juge militaire en chef.	Juge militaire en chef
Duties and functions	165.25 The Chief Military Judge assigns military judges to preside at courts martial and to perform other judicial duties under this Act.	165.25 Le juge militaire en chef désigne un juge militaire pour chaque cour martiale et lui confie les fonctions judiciaires prévues sous le régime de la présente loi.	Attributions
Acting Chief Military Judge	165.26 The Chief Military Judge may authorize any military judge to perform the duties and functions of the Chief Military Judge.	165.26 Le juge militaire en chef peut autoriser un juge militaire à assurer l'intérim de ses fonctions.	Juge en chef intérimaire

Delegation	165.27 The Chief Military Judge may delegate any of the Chief Military Judge's duties and functions to a military judge.	165.27 Le juge militaire en chef peut déléguer à un juge militaire les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi.	Délégation
	General Courts Martial	Cour martiale générale	
Jurisdiction	166. A General Court Martial may try any person who is liable to be charged, dealt with and tried on a charge of having committed a service offence.	166. La cour martiale générale a compétence en matière d'infractions d'ordre militaire imputées aux personnes justiciables du code de discipline militaire.	Compétence
Composition	167. (1) A General Court Martial is composed of a military judge and a panel of five members.	167. (1) La cour martiale générale se compose d'un juge militaire et d'un comité de cinq membres.	Composition
Rank of senior member	(2) The senior member of the panel must be an officer of or above the rank of colonel.	(2) Le plus haut gradé des membres du comité détient au moins le grade de colonel.	Membre le plus haut gradé
Rank for trial of officer	(3) If the accused person is an officer, all of the members of the panel must be officers.	(3) Lorsque l'accusé est un officier, le comité n'est composé que d'officiers.	Procès d'un officier
Ranks for trial of brigadier-general or above	(4) If the accused person is of or above the rank of brigadier-general, the senior member of the panel must be an officer of or above the rank of the accused person and the other members of the panel must be of or above the rank of colonel.	(4) Lorsque l'accusé est un brigadier-général ou un officier d'un grade supérieur, le plus haut gradé des membres détient un grade au moins égal au sien et les autres membres détiennent au moins le grade de colonel.	Procès d'un brigadier-général
Rank for trial of colonel	(5) If the accused person is of the rank of colonel, all of the members of the panel, except the senior member, must be of or above the rank of lieutenant-colonel.	(5) Lorsque l'accusé est un colonel, tous les membres, sans compter le plus haut gradé, détiennent au moins le grade de lieutenant-colonel.	Procès d'un colonel
Rank for trial of lieutenant-colonel	(6) If the accused person is of the rank of lieutenant-colonel, at least two of the members of the panel must be of or above the rank of lieutenant-colonel.	(6) Lorsque l'accusé est un lieutenant-colonel, au moins deux des membres détiennent un grade au moins égal au sien.	Procès d'un lieutenant-colonel
Rank for trial of non-commissioned member	(7) If the accused person is a non-commissioned member, two non-commissioned members who are of the rank of warrant officer or above must be appointed as members of the panel and the other three members must be officers.	(7) Lorsque l'accusé est un militaire du rang, trois membres sont des officiers et les deux autres détiennent au moins le grade d'adjudant.	Procès d'un militaire du rang
Ineligibility to serve	168. None of the following persons may sit as a member of the panel of a General Court Martial: (a) an officer or non-commissioned member who is a lawyer or notary; (b) a witness for the prosecution or the accused person; (c) the commanding officer of the accused person;	168. Ne peuvent être membres du comité de la cour martiale générale : a) les officiers ou militaires du rang qui sont avocats ou notaires; b) les témoins; c) le commandant de l'accusé; d) les officiers ou militaires du rang nommés sous le régime de l'article 156; e) les officiers d'un grade inférieur à celui de capitaine;	Inhabilité à siéger

(d) an officer or non-commissioned member appointed for the purposes of section 156;

(e) an officer below the rank of captain;

(f) any person who, before the court martial, participated in any investigation respecting the matters on which a charge against the accused person is founded; or

(g) an officer or non-commissioned member of any armed force who is attached, seconded or on loan to the Canadian Forces.

f) quiconque, avant le procès en cour martiale, a participé à une enquête concernant les questions sur lesquelles se fonde l'accusation;

g) les officiers ou militaires du rang appartenant à d'autres forces armées et affectés ou prêtés aux Forces canadiennes, ou détachés auprès d'elles.

Disciplinary Courts Martial

Cour martiale disciplinaire

Jurisdiction	<p>169. A Disciplinary Court Martial may try any officer of or below the rank of major or any non-commissioned member who is liable to be charged, dealt with and tried on a charge of having committed a service offence.</p>	<p>169. La cour martiale disciplinaire a compétence en matière d'infractions d'ordre militaire imputées aux officiers détenant un grade inférieur à celui de lieutenant-colonel et aux militaires du rang justiciables du code de discipline militaire.</p>	Compétence
Composition	<p>170. (1) A Disciplinary Court Martial is composed of a military judge and a panel of three members.</p>	<p>170. (1) La cour martiale disciplinaire se compose d'un juge militaire et d'un comité de trois membres.</p>	Composition
Rank of senior member	<p>(2) The senior member of the panel must be an officer of or above the rank of major or of or above any higher rank that may be prescribed by the Governor in Council in regulations.</p>	<p>(2) Le plus haut gradé des membres du comité détient au moins soit le grade de major, soit le grade supérieur fixé par règlement du gouverneur en conseil.</p>	Membre le plus haut gradé
Rank for trial of officer	<p>(3) If the accused person is an officer, all of the members of the panel must be officers.</p>	<p>(3) Lorsque l'accusé est un officier, le comité n'est composé que d'officiers.</p>	Procès d'un officier
Rank for trial of non-commissioned member	<p>(4) If the accused person is a non-commissioned member, one of the members of the panel must be a non-commissioned member who is of the rank of warrant officer or above and the other two members must be officers.</p>	<p>(4) Lorsque l'accusé est un militaire du rang, le comité est composé de deux officiers et d'un militaire du rang détenant au moins le grade d'adjudant.</p>	Procès d'un militaire du rang
Ineligibility to serve	<p>171. None of the following persons may sit as a member of the panel of a Disciplinary Court Martial:</p> <p>(a) an officer or non-commissioned member who is a lawyer or notary;</p> <p>(b) a witness for the prosecution or for the accused person;</p> <p>(c) the commanding officer of the accused person;</p> <p>(d) an officer or non-commissioned member appointed for the purposes of section 156;</p>	<p>171. Ne peuvent être membres du comité de la cour martiale disciplinaire :</p> <p>a) les officiers ou militaires du rang qui sont avocats ou notaires;</p> <p>b) les témoins;</p> <p>c) le commandant de l'accusé;</p> <p>d) les officiers ou militaires du rang nommés sous le régime de l'article 156;</p> <p>e) les élèves-officiers;</p> <p>f) quiconque, avant le procès devant la cour martiale disciplinaire, a participé à une</p>	Inhabilité à siéger

- (e) an officer cadet;
- (f) any person who, before the court martial, participated in any investigation respecting the matters on which a charge against the accused person is founded; or
- (g) an officer or non-commissioned member of any armed force who is attached, seconded or on loan to the Canadian Forces.

- enquête concernant les questions sur lesquelles se fonde l'accusation;
- g) les officiers ou militaires du rang appartenant à d'autres forces armées et affectés ou prêtés aux Forces canadiennes, ou détachés auprès d'elles.

Punishment limitation

172. A Disciplinary Court Martial may not pass a sentence that includes a punishment higher in the scale of punishments than dismissal with disgrace from Her Majesty's service.

172. La peine maximale que la cour martiale disciplinaire peut infliger dans sa sentence est la destitution ignominieuse du service de Sa Majesté.

Restriction quant à la peine

Standing Courts Martial

Cour martiale permanente

Jurisdiction

173. A Standing Court Martial may try any officer or non-commissioned member who is liable to be charged, dealt with and tried on a charge of having committed a service offence.

173. La cour martiale permanente a compétence en matière d'infractions d'ordre militaire imputées aux officiers et militaires du rang justiciables du code de discipline militaire.

Compétence

Composition

174. Every military judge is authorized to preside at a Standing Court Martial, and a military judge who does so constitutes the Standing Court Martial.

174. La cour martiale permanente est constituée par un seul juge militaire.

Composition

Punishment limitation

175. A Standing Court Martial may not pass a sentence that includes a punishment higher in the scale of punishments than dismissal with disgrace from Her Majesty's service.

175. La peine maximale que la cour martiale permanente peut infliger dans sa sentence est la destitution ignominieuse du service de Sa Majesté.

Restriction quant à la peine

Special General Courts Martial

Cour martiale générale spéciale

Jurisdiction

176. A Special General Court Martial may try any person, other than an officer or non-commissioned member, who is liable to be charged, dealt with and tried on a charge of having committed a service offence.

176. La cour martiale générale spéciale a compétence en matière d'infractions d'ordre militaire imputées aux personnes justiciables du code de discipline militaire, à l'exception des officiers et militaires du rang.

Compétence

Composition

177. Every military judge is authorized to preside at a Special General Court Martial, and a military judge who does so constitutes the Special General Court Martial.

177. La cour martiale générale spéciale est constituée par un seul juge militaire.

Composition

Punishment limitation

178. A Special General Court Martial may only pass a sentence that includes a punishment of imprisonment or a fine.

178. La cour martiale générale spéciale ne peut infliger que l'emprisonnement ou l'amende.

Restriction quant à la peine

Powers

Pouvoirs

Courts martial

179. (1) A court martial has the same powers, rights and privileges as are vested in a superior court of criminal jurisdiction with respect to

- (a) the attendance, swearing and examination of witnesses;
- (b) the production and inspection of documents;
- (c) the enforcement of its orders; and
- (d) all other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, including the power to punish for contempt.

Military judges

(2) Subsection (1) applies to a military judge performing a judicial duty under this Act other than presiding at a court martial.

43. (1) Subsection 180(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Trials public

180. (1) Subject to subsections (2) and (3), courts martial shall be public and, to the extent that accommodation permits, the public shall be admitted to the proceedings.

1992, c. 16, s. 8

(2) Subsections 180(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

Exception

(2) A court martial may order that the public be excluded during the whole or any part of its proceedings if the court martial considers that it is necessary

- (a) in the interests of public safety, defence or public morals; or
- (b) for the maintenance of order or the proper administration of military justice.

Witnesses

(3) Witnesses are not to be admitted to the proceedings of a court martial except when under examination or by specific leave of the court martial.

Clearing court

(4) For the purpose of any deliberation, a court martial may cause the place where the proceedings are being held to be cleared.

44. Subsections 183(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

179. (1) La cour martiale a, pour la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, ainsi que pour la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses ordonnances et toutes autres questions relevant de sa compétence, les mêmes attributions qu'une cour supérieure de juridiction criminelle, notamment le pouvoir de punir l'outrage au tribunal.

(2) Chaque juge militaire a ces mêmes attributions pour l'exercice des fonctions judiciaires que lui confie la présente loi, sauf lorsqu'il préside une cour martiale.

43. (1) Le paragraphe 180(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

180. (1) Subject to subsections (2) and (3), courts martial shall be public and, to the extent that accommodation permits, the public shall be admitted to the proceedings.

(2) Les paragraphes 180(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Lorsqu'elle le juge nécessaire soit dans l'intérêt de la sécurité publique, de la défense ou de la moralité publique, soit dans l'intérêt du maintien de l'ordre ou de la bonne administration de la justice militaire, la cour martiale peut ordonner le huis clos total ou partiel.

(3) Les témoins ne sont admis en cour martiale que pour interrogatoire ou avec sa permission expresse.

(4) La cour martiale peut ordonner l'évacuation de la salle d'audience pour ses délibérations.

44. Les paragraphes 183(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Cour martiale

Juge militaire

Trials public

1992, ch. 16, art. 8

Exception

Témoins

Évacuation de la salle

Procurement of attendance of witnesses

183. (1) The commanding officer of an accused person shall take all necessary action to procure the attendance of the witnesses whom the prosecutor and the accused person request to be called and whose attendance can, having regard to the exigencies of the service, reasonably be procured.

183. (1) Le commandant de l'accusé doit prendre les mesures nécessaires pour faire comparaître les témoins dont le procureur de la poursuite et l'accusé demandent la citation et dont la présence ne pose pas de problèmes excessifs eu égard aux exigences du service.

Citation des témoins

Exception

(1.1) Nothing in subsection (1) requires the procurement of the attendance of any witness, the request for whose attendance is considered by the commanding officer to be frivolous or vexatious.

(1.1) Il n'est toutefois pas tenu de faire comparaître les témoins dont il juge la demande de citation futile ou vexatoire.

Exception

Procurement of attendance in exceptional cases

(2) Where a commanding officer considers to be frivolous or vexatious a request by the accused person for the attendance of a witness whose attendance, having regard to the exigencies of the service, can reasonably be procured, the attendance of that witness shall be procured if the accused person pays in advance the fees and expenses of the witness in accordance with section 251.2.

(2) Cependant, lorsque la chose ne pose pas de problèmes excessifs eu égard aux exigences du service, il doit être acquiescé à la demande jugée futile ou vexatoire de l'accusé de citer un témoin à comparaître pourvu que l'accusé acquitte d'avance les frais de comparution du témoin prévus à l'article 251.2.

Citation de témoins dans des cas exceptionnels

Reimbursement of accused for fees and expenses

(3) Where the evidence of a witness whose attendance is procured under subsection (2) proves to be relevant and material at the trial, the court martial shall order that the accused person be reimbursed in the amount of the fees and expenses paid to the witness.

(3) Si, au procès, la déposition du témoin se révèle pertinente et substantielle, la cour martiale ordonne que l'accusé soit remboursé des frais exposés pour la comparution de ce témoin.

Remboursement de l'accusé

45. (1) Subsection 184(1) of the Act is replaced by the following:

45. (1) Le paragraphe 184(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Appointment of commissioner to take evidence

184. (1) The Chief Military Judge, or any military judge designated by the Chief Military Judge, may appoint any officer or other qualified person, in this section referred to as a "commissioner", to take, under oath, the evidence of any person required as a witness at a court martial

184. (1) Le juge militaire en chef ou le juge militaire qu'il désigne peut charger une personne compétente — officier ou non —, appelée « commissaire » au présent article, de recueillir le témoignage, sous serment, d'un témoin lorsque, selon le cas :

Nomination d'un commissaire

(a) who is, by reason of physical disability arising out of illness, not likely to be able to attend at the time the trial is held;

a) celui-ci se trouvera vraisemblablement dans l'impossibilité d'être présent au moment du procès en raison d'une incapacité physique résultant d'une maladie;

(b) who is absent from the country in which the trial is held; or

b) il est absent du pays où le procès a lieu;

(c) whose attendance is not readily obtainable for a good and sufficient reason.

c) il paraît difficile d'obtenir sa comparution pour toute autre cause valable et suffisante.

(2) Subsection 184(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 184(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Power to require personal attendance of witness

(3) Where, in the opinion of a court martial, a witness whose evidence has been taken on commission should, in the interests of justice, appear and give evidence before the court martial and the witness is not too ill to attend the trial and is not outside the country in which the trial is held, the court martial may require the attendance of that witness.

(3) Lorsque, à son avis, un témoin dont la déposition a été recueillie par commission rogatoire devrait, dans l'intérêt de la justice, déposer devant la cour martiale, celle-ci peut exiger sa comparution si le témoin n'est pas trop malade pour se rendre au procès et ne se trouve pas hors du pays où le procès a lieu.

Comparution des témoins en personne

1992, c. 16, ss. 9 to 11

46. The heading before section 186 and sections 186 to 194 of the Act are replaced by the following:

46. L'intertitre précédant l'article 186 et les articles 186 à 194 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 16, art. 9 à 11

Objections

Récusation

Objections

186. (1) When a court martial is assembled, the names of the military judge and the members, if any, must be read to the accused person and the prosecutor, who shall then be asked if they object to the constitution of the court martial and, in the event of an objection, the decision as to whether to allow the objection is to be made in accordance with the procedure prescribed in regulations.

186. (1) Dès que la cour martiale commence à siéger, les noms du juge militaire et, le cas échéant, des membres du comité sont lus à l'accusé et au procureur de la poursuite auxquels il est demandé s'ils s'opposent à ce que l'un d'eux siége au procès; la recevabilité de la demande de récusation est décidée conformément à la procédure réglementaire.

Récusation

Replacements

(2) The procedure for the replacement of a person in respect of whom an objection has been allowed shall be as prescribed in regulations.

(2) Le remplacement du juge ou d'un membre récusé est effectué conformément à la procédure réglementaire.

Remplacements

Preliminary Proceedings

Procédures préliminaires

Preliminary proceedings

187. At any time after a General Court Martial or Disciplinary Court Martial is convened but before the panel of the court martial assembles, the military judge assigned to preside over the court martial may, on application,

187. À tout moment après la convocation de la cour martiale générale ou la cour martiale disciplinaire et avant que le comité de la cour martiale ne commence à siéger, le juge militaire la président peut, sur demande :

Procédures préliminaires

(a) hear and determine any question, matter or objection for which the presence of the panel of the court martial is not required; and

a) entendre et statuer sur toute question ou objection pour laquelle il a le pouvoir d'entendre seul;

(b) receive the accused person's plea of guilty in respect of any charge and, if there are no other charges remaining before the court martial to which pleas of not guilty have been recorded, determine the sentence.

b) accepter le plaidoyer de culpabilité de l'accusé à l'égard d'une accusation et, lorsque celui-ci n'a pas plaidé non coupable à l'égard d'autres accusations, décider de la sentence.

Amendment of Charges

Modification des accusations

Amendment if defence not prejudiced

188. (1) Where it appears to a court martial that there is a technical defect in a charge that does not affect the substance of the charge, the court martial, if of the opinion that the conduct of the accused person's defence will not be prejudiced by an amendment of the charge, shall make the order for the amendment of the charge that it considers necessary to meet the circumstances of the case.

188. (1) Lorsqu'elle constate l'existence d'un vice de forme qui ne touche pas au fond de l'accusation, la cour martiale doit, si elle juge que la défense de l'accusé ne sera pas compromise par cette décision, ordonner que soit modifiée l'accusation et rendre l'ordonnance qu'elle estime nécessaire en l'occurrence.

Modification ne lézant pas la défense

Adjournment on amendment of charge

(2) Where a charge is amended by a court martial, the court martial shall, if the accused person so requests, adjourn its proceedings for any period that it considers necessary to enable the accused person to meet the charge so amended.

(2) En cas de modification de l'accusation, la cour martiale doit, si l'accusé en fait la demande, ajourner les procédures le temps qu'elle juge nécessaire pour permettre à celui-ci de répondre à l'accusation dans sa nouvelle forme.

Procédure

Minute of amendment

(3) Where a charge is amended by a court martial, a minute of the amendment shall be endorsed on the charge sheet.

(3) La modification est consignée sur l'acte d'accusation.

Inscription de la modification

Adjournments

Ajournements

Adjournment

189. A court martial may adjourn its proceedings whenever the court martial considers adjournment desirable.

189. La cour martiale peut ajourner les procédures chaque fois qu'elle le juge souhaitable.

Ajournement

Views

Examen

Authority for viewing

190. A court martial may view any place, thing or person.

190. La cour martiale peut visiter un lieu, examiner un objet ou rencontrer une personne.

Examen

Decisions by General or Disciplinary Court Martial

Décisions par la cour martiale générale ou disciplinaire

Questions of law

191. The military judge presiding at a General Court Martial or a Disciplinary Court Martial determines all questions of law or mixed law and fact arising before or after the commencement of the trial.

191. Le juge militaire qui préside la cour martiale générale ou la cour martiale disciplinaire statue sur les questions de droit ou sur les questions mixtes de droit et de fait survenant avant ou après l'ouverture du procès.

Questions de droit

Decisions of panel

192. (1) The members of the panel of a General Court Martial or a Disciplinary Court Martial determine the court martial's finding and its decision in respect of any other matter or question arising after the commencement of the trial that is not a question of law or mixed law and fact.

192. (1) Le comité de la cour martiale générale et de la cour martiale disciplinaire décide du verdict et statue sur toute autre matière ou question, autre qu'une question de droit ou une question mixte de droit et de fait, survenant après l'ouverture du procès.

Décision du comité

Majority vote

(2) The decisions of the panel of a General Court Martial or a Disciplinary Court Martial are determined by the vote of a majority of its members.

(2) Les décisions du comité se prennent à la majorité de ses membres.

Majorité des membres

Sentence

193. The military judge presiding at a General Court Martial or a Disciplinary Court Martial determines the sentence.

193. Le juge qui préside la cour martiale générale ou la cour martiale disciplinaire fixe la sentence.

Sentence

Similar Offences

Similar offences may be considered in imposing sentence

194. (1) A court martial may, on the request of a person who is found guilty and who admits to having committed service offences similar in character to an offence of which the person is found guilty, take those service offences into consideration for the purposes of the sentence as if the person had been charged with, tried for and found guilty of those service offences.

Infractions semblables

194. (1) À la demande du contrevenant, la cour martiale peut tenir compte, en vue de la sentence à rendre, des autres infractions d'ordre militaire de nature semblable à celle dont le contrevenant a été déclaré coupable et dont il reconnaît être l'auteur comme s'il en avait été accusé, jugé et déclaré coupable.

Infractions semblables

Restriction

(2) If a court martial takes an admitted service offence into consideration for the purposes of the sentence, the sentence may not include any punishment higher in the scale of punishments than the punishment that might be imposed in respect of any offence of which the person is found guilty.

(2) Le cas échéant, la sentence ne doit pas comporter de peine plus élevée que celle pouvant être infligée à l'égard de l'infraction dont le contrevenant a été déclaré coupable.

Sentence

47. Section 196 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

47. L'article 196 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Death or Incapacity

Death or incapacity to continue of judge

196. (1) Where the military judge presiding at a court martial dies or is for any reason unable to continue, the proceedings of the court martial are deemed to be adjourned. The proceedings may be continued with another military judge, in this section referred to as the "replacement judge", assigned by the Chief Military Judge.

Décès ou incapacité en cours d'instance

196. (1) En cas de décès ou d'empêchement du juge militaire qui préside une cour martiale, l'instance est réputée ajournée. Elle peut être poursuivie devant un juge militaire suppléant désigné par le juge militaire en chef.

Décès ou incapacité du juge

When finding not pronounced

(2) If the court martial has not pronounced its finding before the presiding military judge dies or becomes unable to continue, the replacement judge

(2) Lorsque la cour martiale n'a pas prononcé le verdict, le juge militaire suppléant :

Absence de verdict avant l'ajournement

(a) in the case of a General Court Martial or Disciplinary Court Martial, may order that the court martial

a) dans un procès en cour martiale générale ou cour martiale disciplinaire, peut soit le poursuivre, soit le recommencer à l'étape suivant la réponse de l'accusé à l'accusation comme si aucune preuve n'avait été présentée;

(i) continue from the stage at which it was when it was deemed to be adjourned, or

(ii) commence again, at the stage immediately following the plea of the accused person, as if no evidence had been taken; and

b) dans un procès en cour martiale permanente ou cour martiale générale spéciale, doit le recommencer à l'étape suivant la réponse de l'accusé à l'accusation comme si aucune preuve n'avait été présentée.

(b) in the case of a Standing Court Martial or Special General Court Martial, shall

commence the court martial again at the stage immediately following the plea of the accused person, as if no evidence had been taken.

Adjudications and evidence

(3) In the case of a court martial continued under subparagraph (2)(a)(i),

(a) if an adjudication was made before the adjournment but no order was made, the replacement judge shall make any order that is authorized by law and required in the circumstances; and

(b) if any evidence was adduced before the adjournment, the evidence is deemed to have been adduced before the replacement judge but, if the prosecutor and the accused so agree, any part of that evidence may be adduced again.

(3) Dans le cas où l'instance est poursuivie aux termes de l'alinéa 2a) :

a) si le juge devant qui elle a débuté a déjà rendu une décision, le juge militaire suppléant rend l'ordonnance que la loi autorise dans les circonstances;

b) la preuve présentée devant le juge devant qui l'instance a débuté est réputée avoir été présentée au juge militaire suppléant, à moins que le procureur de la poursuite et l'accusé ne consentent à la présenter de nouveau, en tout ou en partie.

Décision rendue avant l'ajournement

When finding pronounced

(4) If the court martial pronounced its finding before the presiding military judge died or became unable to continue, the replacement judge shall determine the sentence.

(4) Dans le cas où la cour martiale a déjà prononcé le verdict, le juge militaire suppléant fixe la sentence.

Prononcé du verdict avant l'ajournement

Dissolution when number of members reduced

196.1 (1) Where, after an accused person has made a plea but before the court martial pronounces its finding, a member of the panel of the court martial dies or is for any reason unable to continue to act, the court martial is dissolved.

196.1 (1) En cas de décès ou d'incapacité d'agir d'un membre du comité après la réponse à l'accusation mais avant le prononcé du verdict, la cour martiale est dissoute.

Dissolution

Illness of accused

(2) Where, on account of the illness of an accused person, it is impossible to continue the trial of that person, the court martial is dissolved.

(2) En cas de maladie de l'accusé rendant impossible la poursuite du procès, la cour martiale est dissoute.

Maladie de l'accusé

Unfit to stand trial

(3) Where a court martial finds, under subsection 198(2), that an accused person is unfit to stand trial and it completes the proceedings under subsection 200(2), the court martial is dissolved.

(3) Est dissoute la cour martiale qui décide, en vertu du paragraphe 198(2), que l'accusé est inapte à subir son procès et qui a complété les procédures en conformité avec le paragraphe 200(2).

Inaptitude à subir son procès

Effect of dissolution

(4) Where a court martial is dissolved pursuant to this section, the accused person may be dealt with as if the trial had never commenced.

(4) Lorsque la cour martiale a été dissoute en application du présent article, le procès, en ce qui concerne l'accusé, est censé ne pas avoir commencé.

Effet de la dissolution

1991, c. 43, s. 18

48. The headings before section 197 of the Act are replaced by the following:

48. Les intertitres précédant l'article 197 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1991, ch. 43, art. 18

DIVISION 7

MENTAL DISORDER

Interpretation

49. Subsections 202.1(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

202.1 (1) Where a Review Board or the chairperson of a Review Board, in exercising a power under section 202.25, orders that the accused person be sent back to a court martial for trial of the issue of whether the accused person is fit to stand trial, the Review Board or chairperson shall, immediately after making the order, cause a copy of it to be sent to the Chief Military Judge.

(2) On receipt of a copy of the order, the Chief Military Judge shall cause the Court Martial Administrator to convene a court martial to try the issue and make a finding of whether the accused person is fit to stand trial and, where the court martial finds the accused person fit, to try the accused person as if the issue had never arisen.

(3) Notwithstanding the opinion of a Review Board or the chairperson of a Review Board that an accused person is fit to stand trial, the Chief Military Judge or a military judge assigned by the Chief Military Judge may, on application, order the accused person to be detained in custody in a hospital or other appropriate place until a court martial makes a finding under subsection (2) if satisfied that there are reasonable grounds to believe that the accused person will become unfit to stand trial unless so detained.

50. Subsection 202.12(1) of the Act is replaced by the following:

202.12 (1) Where a finding of unfit to stand trial is made by a court martial in respect of an accused person, the Chief Military Judge shall cause the Court Martial Administrator to convene a Standing Court Martial, where the accused person is an officer or a non-commissioned member, or a Special General Court Martial in any other case, to hold an inquiry and determine whether sufficient admissible evidence can be adduced at that time to put the accused person on trial

1991, c. 43, s. 18

Where Review Board or chairperson sends accused back to court martial

Convening court martial

Custody in hospital

1997, c. 18, s. 132

Prima facie case to be made every two years

SECTION 7

TROUBLES MENTAUX

Définitions

49. Les paragraphes 202.1(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

202.1 (1) La commission d'examen ou son président qui, dans l'exercice du pouvoir que leur confère l'article 202.25, ordonnent que l'accusé soit renvoyé devant une cour martiale pour que celle-ci détermine son aptitude à subir son procès sont tenus de faire sans délai parvenir une copie de l'ordonnance au juge militaire en chef.

(2) Dès qu'il reçoit la copie de l'ordonnance, le juge militaire en chef fait convoquer une cour martiale par l'administrateur de la cour martiale afin qu'elle se saisisse de la question et rende un verdict sur l'aptitude de l'accusé à subir son procès et, s'il est décidé que celui-ci est apte à le subir, qu'elle juge l'accusé comme si la question n'avait pas été soulevée.

(3) Même si la commission d'examen ou son président sont d'avis que l'accusé est apte à subir son procès, le juge militaire en chef ou un juge militaire désigné par lui, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'accusé deviendra inapte à subir son procès s'il n'est pas détenu, peut, sur demande, ordonner qu'il soit détenu dans un hôpital ou autre lieu indiqué jusqu'à ce que la cour martiale rende un verdict en conformité avec le paragraphe (2).

50. Le paragraphe 202.12(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

202.12 (1) Lorsqu'une cour martiale a déclaré un accusé inapte à subir son procès, le juge militaire en chef fait convoquer une cour martiale permanente par l'administrateur de la cour martiale, dans le cas d'un officier ou d'un militaire du rang, ou une cour martiale générale spéciale, dans les autres cas, pour qu'elle tienne une audition et détermine s'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve admissibles pour ordonner que l'accu-

1991, ch. 43, art. 18

Renvoi de l'accusé devant une cour martiale

Convocation de la cour martiale

Détention dans un hôpital

1997, ch. 18, art.132

Preuve prima facie

(a) not later than two years after that finding and every two years thereafter until the accused person is tried or found not guilty in respect of the offence; or

(b) at any other time that the Chief Military Judge may order, where the Chief Military Judge is satisfied on the basis of an application and any other written material submitted by the accused person that there is reason to doubt that there is a *prima facie* case against the accused person.

1991, c. 43,
s. 18

51. (1) Paragraph 202.14(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) any service tribunal or the Court Martial Appeal Court may consider the finding in considering an application for release pending appeal under Division 10 or in considering the dispositions to make or sentence to impose against that person for any other offence;

1991, c. 43,
s. 18

(2) Paragraph 202.14(2)(d) of the Act is repealed.

1991, c. 43,
s. 18

(3) Paragraph 202.14(2)(e) and (f) of the Act are replaced by the following:

(e) the finding may be considered in making an order under Division 3 in respect of that person;

(f) the finding may be considered in determining, under section 249.13 or 249.14, whether to substitute, mitigate, commute or remit a punishment included in a sentence imposed against that person for any other offence;

1991, c. 43,
s. 18

52. The portion of subsection 202.17(1) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Conditions for
custody

202.17 (1) An accused person shall not be placed in custody pursuant to an assessment order made under this Division unless

sé subisse son procès; il s'acquitte de cette obligation :

a) au plus tard deux ans après la détermination à l'égard de l'accusé de l'inaptitude à subir son procès et tous les deux ans par la suite jusqu'à ce qu'il subisse son procès à l'égard de l'infraction ou qu'il soit déclaré non coupable;

b) à tout autre moment qu'il peut décider s'il est convaincu, en se fondant sur la demande et les documents écrits que lui présente l'accusé, qu'il y a des motifs de douter qu'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve pour ordonner que l'accusé subisse son procès.

51. (1) L'alinéa 202.14(2)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 43,
art. 18

c) un tribunal militaire ou la Cour d'appel de la cour martiale peut prendre en considération le verdict lors d'une demande de mise en liberté pendant l'appel en vertu de la section 10 ou lors de l'étude des décisions à prendre ou de la sentence à infliger à l'égard d'une autre infraction;

(2) L'alinéa 202.14(2)d) de la même loi est abrogé.

1991, ch. 43,
art. 18

(3) Les alinéas 202.14(2)e) et f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1991, ch. 43,
art. 18

e) le verdict peut être pris en considération dans la décision, sous le régime de la section 3, de maintenir sous garde ou de libérer la personne visée par le verdict;

f) le verdict peut être pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer, sous le régime des articles 249.13 ou 249.14, s'il y a lieu de procéder à une substitution, mitigation, commutation ou remise de toute peine comprise dans une sentence infligée à cette personne à l'égard d'une autre infraction;

52. Le passage du paragraphe 202.17(1) de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 43,
art. 18

202.17 (1) An accused person shall not be placed in custody pursuant to an assessment order made under this Division unless

Conditions
for custody

1991, c. 43,
s. 18

53. Subsection 202.18(1) of the Act is replaced by the following:

No custody or
release orders
during
assessment

202.18 (1) During the period that an assessment order made under this Division is in force, no order may be made for custody or release from custody of the accused person under any provision of Division 3 or for release from detention or imprisonment under any provision of Division 10 in respect of that offence or an included offence.

1991, c. 43,
s. 18

54. Paragraph 202.26(d) of the Act is replaced by the following:

(d) a reference in section 754 of the *Criminal Code* to the Attorney General of the province in which the accused person was tried is deemed to be a reference to the Minister;

55. Section 203 of the Act and the headings before it are replaced by the following:

DIVISION 8

PROVISIONS APPLICABLE TO IMPRISONMENT
AND DETENTION

56. The heading before section 204 of the Act is replaced by the following:

Computation of Term

57. Subsections 204(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Commence-
ment of term

204. (1) Subject to subsection (3) and sections 215 to 218, the term of a punishment of imprisonment or detention shall commence on the date on which the service tribunal pronounces sentence on the offender.

Time counted

(2) The only time that shall be reckoned toward the completion of a term of a punishment of imprisonment or detention shall be the time that the offender spends in civil custody or service custody while under the sentence in which that punishment is included.

58. The Act is amended by adding the following before section 205:

53. Le paragraphe 202.18(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1991, ch. 43,
art. 18

202.18 (1) Pendant qu'une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de la présente section est en vigueur, aucune des ordonnances prévues pour la détention préventive ou la remise en liberté par la section 3 ou pour la libération par la section 10 ne peut être rendue à l'égard de l'infraction qui est reprochée à l'accusé ou d'une infraction incluse.

Primauté du
renvoi

54. L'alinéa 202.26d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) un renvoi, à l'article 754 du *Code criminel*, au procureur général de la province où l'accusé a été jugé s'entend d'un renvoi au ministre;

1991, ch. 43,
art. 18

55. L'article 203 de la même loi et les intertitres le précédant sont remplacés par ce qui suit :

SECTION 8

DISPOSITIONS APPLICABLES À
L'EMPRISONNEMENT ET À LA DÉTENTION

56. L'intertitre précédant l'article 204 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Calcul de la peine

57. Les paragraphes 204(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

204. (1) Sous réserve du paragraphe (3) et des articles 215 à 218, toute peine d'emprisonnement ou de détention commence à courir au prononcé de la sentence par le tribunal militaire.

Commence-
ment de la
peine

(2) Seul le temps passé sous garde, civile ou militaire, par un individu sous le coup d'une condamnation comportant une peine d'emprisonnement ou de détention s'impute sur cette peine.

Imputation
du temps de
garde

58. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 204, de ce qui suit :

Service Prisons and Detention Barracks

Prisons militaires et casernes disciplinaires

1991, c. 43,
s. 19

59. The heading before section 206 and sections 206 to 214 of the Act are repealed.

59. L'intertitre précédant l'article 206 et les articles 206 à 214 de la même loi sont abrogés.

1991, ch. 43,
art. 19

60. Sections 215 and 216 of the Act are replaced by the following:

60. Les articles 215 et 216 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Service
tribunal may
suspend

215. Where an offender has been sentenced to imprisonment or detention, the carrying into effect of the punishment may be suspended by the service tribunal that imposed the punishment.

215. Le tribunal militaire peut suspendre l'exécution de la peine d'emprisonnement ou de détention à laquelle il a condamné le contrevenant.

Suspension
par le
tribunal
militaireDefinition of
"suspending
authority"

216. (1) In this section and sections 217 and 218, "suspending authority" means any authority prescribed to be a suspending authority by the Governor in Council in regulations.

216. (1) Pour l'application du présent article et des articles 217 et 218, « autorité sursoyante » s'entend de toute autorité désignée à ce titre par règlement du gouverneur en conseil.

Définition de
« autorité
sursoyante »Suspension of
imprison-
ment or
detention

(2) A suspending authority may suspend a punishment of imprisonment or detention, whether or not the offender has already been committed to undergo that punishment.

(2) L'autorité sursoyante peut, dans le cas d'un contrevenant condamné à une peine d'emprisonnement ou de détention, suspendre la peine, que le contrevenant ait ou non déjà commencé à la purger.

Suspension

Committing
authority may
postpone
committal

(3) Where an offender has been sentenced to imprisonment or detention and suspension of the punishment has been recommended, the authority empowered to commit the offender to a penitentiary, civil prison, service prison or detention barrack, as the case may be, may postpone committal until directions of a suspending authority have been obtained.

(3) Lorsqu'une suspension de peine a été recommandée, l'autorité habilitée à faire incarcérer le contrevenant dans un pénitencier, une prison civile, une prison militaire ou une caserne disciplinaire, selon le cas, peut différer l'incarcération jusqu'à la réception des instructions de l'autorité sursoyante.

Incarcération
différéeMandatory
suspension of
detention

(4) A suspending authority shall suspend a punishment of detention in the circumstances prescribed by the Governor in Council in regulations.

(4) L'autorité sursoyante suspend une peine de détention dans les cas prévus par règlement du gouverneur en conseil.

Suspension
obligatoireEffect of
suspension
before
committal

216.1 (1) Where a punishment is suspended before committal to undergo the punishment, the offender shall, if in custody, be discharged from custody and the term of the punishment shall not commence until the offender has been ordered to be committed to undergo that punishment.

216.1 (1) Lorsqu'une peine est suspendue avant qu'il ait commencé à la purger, le contrevenant, s'il est en détention, doit être libéré. Le cas échéant, la peine ne commence à courir qu'au moment où est donné l'ordre d'incarcération.

Effets de la
suspension
avant
incarcérationEffect of
suspension
after
committal

(2) Where a punishment is suspended after committal to undergo the punishment, the offender shall be discharged from the place in which the offender is incarcerated and the currency of the punishment shall be arrested after the day of that discharge until the offender is again ordered to be committed to undergo that punishment.

(2) Si la suspension intervient après son incarcération, le contrevenant doit être libéré de l'endroit où il a commencé à purger sa peine, laquelle cesse de courir de sa libération jusqu'à l'ordre de réincarcération.

Effets de la
suspension
après
incarcération

61. Subsection 217(3) of the Act is replaced by the following:

Automatic remission of detention

(3) A punishment of detention that has been suspended is deemed to be wholly remitted on the expiration of one year commencing on the day the suspension was ordered, unless the punishment has been put into execution prior to the expiration of that period.

62. Subsection 220(1) of the Act is replaced by the following:

Committal of service convicts

220. (1) A service convict whose punishment of imprisonment for life or for two years or more is to be put into execution shall as soon as practicable be committed to a penitentiary to undergo punishment according to law, except that a committing authority may, in accordance with regulations made by the Governor in Council, order that a service convict be committed to a service prison to undergo the punishment or any part of the punishment.

63. Subsection 222(2) of the Act is replaced by the following:

1992, c. 20, par. 215(1)(d)

Jurisdiction and discretion of National Parole Board

(2) Where the punishment of a service convict undergoing punishment in a penitentiary or a service prisoner undergoing punishment in a civil prison is not suspended, mitigated, commuted or remitted under this Act within six months after the date of the committal of that convict or prisoner to that penitentiary or civil prison, the National Parole Board has, subject to Part II of the *Corrections and Conditional Release Act*, exclusive jurisdiction and absolute discretion to grant, refuse to grant or revoke the parole of that convict or prisoner.

64. Paragraph 226(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) if sentenced by the civil court to imprisonment for life or a term of two years or more, be transferred under subsection (1) without the consent of the Attorney General of Canada.

65. Section 227 of the Act and the heading before it are repealed.

61. Le paragraphe 217(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Toute peine de détention ayant fait l'objet d'une suspension est réputée entièrement remise au bout d'un an à compter du jour où l'ordre de suspension a été donné, sauf si elle a été mise à exécution avant l'expiration de cette période.

62. Le paragraphe 220(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

220. (1) Les condamnés militaires astreints à une peine d'emprisonnement à perpétuité ou de deux ans ou plus sont, lorsqu'elle est mise à exécution, envoyés le plus tôt possible dans un pénitencier pour la purger conformément à la loi. L'autorité incarcérante peut toutefois, aux termes des règlements pris par le gouverneur en conseil, ordonner qu'ils soient incarcérés dans une prison militaire pour y purger leur peine, en tout ou en partie.

63. Le paragraphe 222(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Faute, dans les six mois suivant l'incarcération, de suspension, mitigation, commutation ou remise, sous le régime de la présente loi, de la peine purgée par un condamné militaire dans un pénitencier — ou par un prisonnier militaire dans une prison civile —, la Commission nationale des libérations conditionnelles a, sous réserve de la partie II de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, compétence exclusive et tout pouvoir pour accorder, refuser ou révoquer la libération conditionnelle de cette personne.

64. L'alinéa 226(3)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) du procureur général du Canada, dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité ou de deux ans ou plus.

65. L'article 227 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

Remise automatique des peines de détention

Pénitencier pour les condamnés militaires

1992, ch. 20, al. 215(1)(d)

Compétence de la Commission nationale des libérations conditionnelles

66. The headings before section 228 of the Act are replaced by the following:

DIVISION 9

APPEALS

General Provisions

67. Section 229 of the Act is repealed.

68. Paragraph 238(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) substitute for the sentence imposed by the court martial a sentence that is warranted in law.

1991, c. 43,
s. 23(2)

69. Paragraph 239(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) substitute for the sentence imposed by the court martial a sentence that is warranted in law.

1991, c. 43,
s. 24

70. Section 240 of the Act is replaced by the following:

240. On the hearing of an appeal respecting the legality of a sentence imposed by a court martial, the Court Martial Appeal Court, if it allows the appeal, may substitute for the sentence imposed by the court martial a sentence that is warranted in law.

1991, c. 43,
s. 26

Substitution
of new
sentence
where illegal
sentence set
aside

71. Section 241.2 of the Act is repealed.

72. (1) Subsection 244(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

(c.1) the conduct of reviews of directions made under Division 3;

(2) Paragraphs 244(1)(g) and (h) of the Act are replaced by the following:

(g) the circumstances in which, on the hearing of an appeal, the appellant may attend or appear before the Court;

(h) the provision for and the payment of fees of counsel for an appellant or a respondent, other than the Minister;

(h.1) the awarding and regulating of costs in the Court in favour of or against appellants and respondents; and

1991, c. 43,
s. 27

66. Les intertitres précédant l'article 228 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

SECTION 9

APPELS

Dispositions générales

67. L'article 229 de la même loi est abrogé.

68. L'alinéa 238(3)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) soit substituer à la sentence infligée par la cour martiale la sentence qui est justifiée en droit.

1991, ch. 43,
par. 23(2)

69. L'alinéa 239(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) soit substituer à la sentence infligée par la cour martiale la sentence qui est justifiée en droit.

1991, ch. 43,
art. 24

70. L'article 240 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

240. Si elle fait droit à un appel concernant la légalité d'une sentence infligée par la cour martiale, la Cour d'appel de la cour martiale peut substituer à cette sentence la sentence qui est justifiée en droit.

1991, ch. 43,
art. 26

Substitution
d'une
nouvelle
sentence en
cas de rejet
d'une
sentence
illégal

71. L'article 241.2 de la même loi est abrogé.

72. (1) Le paragraphe 244(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) la conduite des révisions des ordonnances aux termes de la section 3;

(2) Les alinéas 244(1)(g) et (h) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

g) les cas de présence ou de comparution de l'appellant devant la Cour d'appel lors de l'audition de son appel;

h) l'établissement et le paiement des honoraires de l'avocat d'un appellant ou d'un intimé, autre que le ministre;

h.1) les dépens et leur adjudication tant en ce qui concerne les appellants que les intimés;

1991, ch. 43,
art. 27

73. The heading before section 246 of the Act and sections 246 to 248 are repealed.

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 57

74. The headings before section 248.1 and sections 248.1 and 248.2 of the Act are replaced by the following:

DIVISION 10

RELEASE PENDING APPEAL

Release by court martial

248.1 Every person sentenced to a period of detention or imprisonment by a court martial has, within twenty-four hours after being so sentenced, the right to apply to that court martial or, in any circumstances that may be provided for by regulations made by the Governor in Council, to a military judge, for a direction that the person be released from detention or imprisonment until the expiration of the time to appeal referred to in subsection 232(3) and, if there is an appeal, until the determination of the appeal.

Release by judge of the CMAC

248.2 Every person sentenced to a period of detention or imprisonment by a court martial who appeals under Division 9 has the right, if the person has not applied under section 248.1, to apply to a judge of the Court Martial Appeal Court or, in any circumstances that may be provided for by regulations made by the Governor in Council, to a military judge, for a direction that the person be released from detention or imprisonment until the determination of the appeal.

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 57

75. (1) The portion of section 248.3 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Court may direct release

248.3 On hearing an application to be released from detention or imprisonment, the court martial, the military judge or the judge of the Court Martial Appeal Court, as the case may be, may direct that the person making the application be released as provided for in sections 248.1 and 248.2 if the person establishes

R.S., c. 31 (1st Suppl.), s. 57

(2) Subparagraph 248.3(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) if the appeal is against sentence only, that it would cause unnecessary hardship if the person were placed or retained in detention or imprisonment,

73. L'intertitre précédant l'article 246 et les articles 246 à 248 de la même loi sont abrogés.

74. Les intertitres précédant l'article 248.1 et les articles 248.1 et 248.2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

SECTION 10

MISE EN LIBERTÉ PENDANT L'APPEL

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

248.1 Toute personne condamnée à une période de détention ou d'emprisonnement par la cour martiale a, dans les vingt-quatre heures suivant sa condamnation, le droit de demander à la cour martiale ou, dans les cas prévus par règlement du gouverneur en conseil, au juge militaire une ordonnance de libération jusqu'à l'expiration du délai d'appel visé au paragraphe 232(3) et, en cas d'appel, jusqu'à ce qu'il soit statué sur celui-ci.

Mise en liberté par la cour martiale

248.2 Toute personne condamnée à une période de détention ou d'emprisonnement par la cour martiale a, si elle a interjeté appel en vertu de la section 9 mais n'a pas présenté la demande visée à l'article 248.1, le droit de demander à un juge de la Cour d'appel de la cour martiale ou, dans les cas prévus par règlement du gouverneur en conseil, au juge militaire une ordonnance de libération jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Mise en liberté par un juge de la CACM

75. (1) Le passage de l'article 248.3 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

248.3 À l'audition de la demande de libération, la cour martiale, le juge militaire ou le juge de la Cour d'appel de la cour martiale, selon le cas, peut ordonner que l'auteur de la demande soit remis en liberté conformément aux articles 248.1 et 248.2 si celui-ci établit :

Ordonnance de libération

(2) Le sous-alinéa 248.3a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

(ii) lorsqu'il s'agit d'un appel de la sentence, qu'il subirait un préjudice inutile s'il était détenu ou emprisonné ou s'il était maintenu dans cet état,

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 57

(3) Subparagraph 248.3(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) if the appeal is against sentence only, that it would cause unnecessary hardship if the person were placed or retained in detention or imprisonment,

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 57

76. Section 248.4 of the French version of the Act is replaced by the following:

Droit de l'avocat des Forces canadiennes d'être entendu

248.4 À l'audition de la demande de libération, l'avocat des Forces canadiennes a le droit de présenter ses observations s'il le désire, une fois reçues les observations faites par l'auteur de la demande ou en son nom.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 57

77. Section 248.5 of the Act is replaced by the following:

Undertaking if application granted

248.5 If an application for release is granted, the court martial, the military judge or the judge of the Court Martial Appeal Court, as the case may be, may direct that the person making the application be released on giving an undertaking to

- (a) remain under military authority;
- (b) surrender himself or herself into custody when directed to do so; and
- (c) comply with any other reasonable conditions that are stipulated.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 57

78. The portion of subsection 248.8(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Examen des conditions

248.8 (1) Les conditions de l'engagement visé à l'article 248.5 peuvent, sur demande de la personne qui a pris l'engagement ou de l'avocat des Forces canadiennes, être examinées par la Cour d'appel de la cour martiale; celle-ci peut, selon le cas :

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 57

79. (1) The portion of subsection 248.81(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Violation de l'engagement

248.81 (1) Si elle est convaincue que l'engagement pris par une personne en vertu de l'article 248.5 a été violé ou le sera vraisemblablement, l'autorité visée au paragraphe (2) peut, pour des motifs valables, sur demande de l'avocat des Forces canadiennes :

(3) Le sous-alinéa 248.3b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) lorsqu'il s'agit d'un appel de la sentence, qu'il subirait un préjudice inutile s'il était détenu ou emprisonné ou s'il était maintenu dans cet état,

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

76. L'article 248.4 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

248.4 À l'audition de la demande de libération, l'avocat des Forces canadiennes a le droit de présenter ses observations s'il le désire, une fois reçues les observations faites par l'auteur de la demande ou en son nom.

Droit de l'avocat des Forces canadiennes d'être entendu

77. L'article 248.5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

248.5 Si la demande de libération est accordée, la cour martiale, le juge militaire ou le juge de la Cour d'appel de la cour martiale, selon le cas, peut ordonner la libération de l'auteur de la demande sur prise par celui-ci de l'engagement suivant :

Engagement en cas de libération

- a) demeurer sous autorité militaire;
- b) se livrer lui-même quand l'ordre lui en sera donné;
- c) respecter toutes autres conditions raisonnables énoncées dans l'ordonnance.

78. Le passage du paragraphe 248.8(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

248.8 (1) Les conditions de l'engagement visé à l'article 248.5 peuvent, sur demande de la personne qui a pris l'engagement ou de l'avocat des Forces canadiennes, être examinées par la Cour d'appel de la cour martiale; celle-ci peut, selon le cas :

Examen des conditions

79. (1) Le passage du paragraphe 248.81(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

248.81 (1) Si elle est convaincue que l'engagement pris par une personne en vertu de l'article 248.5 a été violé ou le sera vraisemblablement, l'autorité visée au paragraphe (2) peut, pour des motifs valables, sur demande de l'avocat des Forces canadiennes :

Violation de l'engagement

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 57

(2) Paragraphs 248.81(2)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:

(a) where the undertaking was given in respect of a direction made pursuant to an application under section 248.1, a military judge; or

(b) subject to subsection (3), where the undertaking was given in respect of a direction made pursuant to an application under section 248.2, a judge of the Court Martial Appeal Court.

R.S., c. 31 (1st Supp.), c. 57; 1993, c. 34, s. 95 (F)

(3) Subsection 248.81(3) of the Act is replaced by the following:

(3) In the circumstances provided for in regulations made by the Governor in Council, the authority to whom an application under subsection (1) may be made in respect of a direction made pursuant to an application under section 248.2 is a military judge.

Exception

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 57

80. Subsection 248.9(4) of the Act is replaced by the following:

(4) The provisions of this Division apply, with such modifications as the circumstances require, to any appeal under this section.

Application of provisions

81. The Act is amended by adding the following after section 248.9:

248.91 A person released pending appeal under this Division may surrender himself or herself into custody at any time to serve a sentence of detention or imprisonment imposed on the person.

Surrender into custody

82. The headings before section 249 and sections 249 to 251 of the Act are replaced by the following:

(2) Les alinéas 248.81(2)(a) à (c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) soit, dans le cas d'un engagement pris à l'égard d'une ordonnance rendue aux termes d'une demande présentée en vertu de l'article 248.1, un juge militaire;

b) soit, sous réserve du paragraphe (3), dans le cas d'un engagement pris à l'égard d'une ordonnance rendue aux termes d'une demande présentée en vertu de l'article 248.2, un juge de la Cour d'appel de la cour martiale.

(3) Le paragraphe 248.81(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Dans les cas prévus par règlement du gouverneur en conseil, la demande à l'égard d'une ordonnance rendue aux termes d'une demande présentée en vertu de l'article 248.2 peut être présentée à un juge militaire.

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), ch. 57; 1993, ch. 34, art. 95 (F)

Exception

80. Le paragraphe 248.9(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) La présente section s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés en vertu du présent article.

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 57

Dispositions applicables

81. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 248.9, de ce qui suit :

248.91 Une personne mise en liberté pendant l'appel aux termes de la présente section peut se livrer afin de purger la peine d'emprisonnement ou de détention qui lui a été infligée.

Mise sous garde volontaire

82. Les intertitres précédant l'article 249 et les articles 249 à 251 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

DIVISION 11

SECTION 11

REVIEW

RÉVISION DU VERDICT ET DE LA PEINE

Review Authorities

Autorités compétentes

Governor in Council	249. (1) The review authority in respect of findings of guilty made and punishments imposed by courts martial is the Governor in Council.	249. (1) Le gouverneur en conseil est l'autorité compétente pour réviser les verdicts et peines prononcés par une cour martiale.	Gouverneur en conseil
Application necessary	(2) The review of a finding of guilty made and any punishment imposed by a court martial must be on application of the person found guilty or the Chief of the Defence Staff.	(2) Il ne peut procéder à la révision que sur demande de la personne déclarée coupable ou du chef d'état-major de la défense.	Demandes
Chief of the Defence Staff and other military authorities	(3) The review authorities in respect of findings of guilty made and punishments imposed by persons presiding at summary trials are the Chief of the Defence Staff and such other military authorities as are prescribed by the Governor in Council in regulations.	(3) Les autorités compétentes pour réviser les verdicts et peines prononcés par une personne présidant un procès sommaire sont le chef d'état-major de la défense ainsi que toute autre autorité désignée par règlement du gouverneur en conseil.	Chef d'état-major de la défense et autres autorités
When authorities may act	(4) A review authority in respect of any finding of guilty made and any punishment imposed by a person presiding at a summary trial may act on its own initiative or on application of the person found guilty made in accordance with regulations made by the Governor in Council.	(4) L'autorité compétente peut procéder à la révision d'office ou sur demande — faite conformément aux règlements du gouverneur en conseil — de la personne déclarée coupable.	Pouvoir de révision
Royal prerogative	249.1 Nothing in this Division in any manner limits or affects Her Majesty's royal prerogative of mercy.	249.1 La présente section n'a pas pour effet de limiter, de quelque manière, la prérogative royale de clémence que possède Sa Majesté.	Prérogative royale
Quashing of Findings		Annulation de verdicts	
Authority to quash	249.11 (1) Any finding of guilty made by a service tribunal may be quashed by a review authority.	249.11 (1) L'autorité compétente peut annuler tout verdict de culpabilité prononcé par le tribunal militaire.	Pouvoir d'annulation
Effect of complete quashing	(2) Where no other finding of guilty remains after a finding of guilty has been quashed under subsection (1), the whole of the sentence ceases to have force and effect and the person who had been found guilty may be tried as if no previous trial had been held.	(2) Le cas échéant, en l'absence de tout autre verdict de culpabilité, la sentence prononcée cesse d'avoir effet et un nouveau procès peut être tenu comme s'il n'y avait pas eu de procès antérieur.	Annulation intégrale
Effect of partial quashing	(3) Where another finding of guilty remains after a finding of guilty has been quashed under subsection (1) and any punishment included in the sentence is in excess of the punishment authorized in respect of any remaining finding of guilty or is, in the opinion of the review authority that made the decision to quash, unduly severe, the review authority shall substitute for that punishment any new punishment or punishments that it considers appropriate.	(3) Dans le cas où l'annulation laisse subsister un autre verdict de culpabilité et où la sentence comporte une peine excédant celle qui est permise par rapport à ce verdict ou, à son avis, indûment sévère, l'autorité qui a procédé à l'annulation y substitue la nouvelle peine, simple ou multiple, qu'elle juge indiquée.	Annulation partielle

Substitution of Findings

Substitution of illegal and unsubstantiated findings

249.12 (1) A review authority may substitute a new finding for any finding of guilty that is made by a service tribunal and that is illegal or cannot be supported by the evidence if the new finding could validly have been made on the charge to which the new finding relates and it appears that the service tribunal was satisfied of the facts establishing the offence specified or involved in the new finding.

Substitution of finding in relation to other offence

(2) A review authority may substitute for a finding of guilty made by a service tribunal a new finding of guilty of an offence, other than that of which the service tribunal found the offender guilty, if it appears that the facts proved the offender guilty of the other offence and the service tribunal could have found the offender guilty of the other offence on the charge under section 133, 134 or 136 or on any alternative charge that was laid.

Effect on sentence

(3) Where a new finding has been substituted under this section for a finding made by a service tribunal and any punishment included in the sentence passed by the service tribunal is in excess of the punishment authorized in respect of the new finding or is, in the opinion of the review authority that substituted the new finding, unduly severe, the review authority shall substitute for that punishment any new punishment or punishments that it considers appropriate.

Substitution of Punishments

Authority to substitute punishment

249.13 A review authority may substitute for a sentence passed by a service tribunal in which is included an illegal punishment any new punishment or punishments that it considers appropriate.

Mitigation, Commutation and Remission of Punishments

Authority to mitigate, commute and remit punishments

249.14 A review authority may mitigate, commute or remit any or all of the punishments included in a sentence passed by a service tribunal.

Substitution de verdicts

Verdict illégal ou non justifié

249.12 (1) L'autorité compétente peut substituer un nouveau verdict de culpabilité au verdict de culpabilité, illégal ou non justifié par la preuve, rendu par le tribunal militaire, lorsque celui-ci aurait pu valablement le prononcer sur la base de l'accusation et qu'il était manifestement convaincu des faits établissant l'infraction visée par le nouveau verdict.

Verdict à l'égard d'une autre infraction

(2) L'autorité compétente peut substituer un nouveau verdict de culpabilité, pour une autre infraction, à celui rendu par le tribunal militaire, s'il apparaît que les faits ont démontré la culpabilité du contrevenant à l'égard de cette autre infraction et que le tribunal aurait pu le déclarer coupable de celle-ci, sur la base de l'accusation portée, selon les articles 133, 134 ou 136, ou sur tout chef d'accusation subsidiaire porté contre lui.

Effet sur la sentence

(3) Lorsqu'elle remplace par un nouveau verdict un verdict comportant une peine trop forte par rapport à celui-ci aux termes de la présente loi ou, à son avis, indûment sévère, l'autorité compétente substitue également la nouvelle peine, simple ou multiple, qu'elle juge indiquée.

Substitution de peines

Nouvelle peine

249.13 L'autorité compétente peut substituer à la peine illégale infligée par le tribunal militaire la nouvelle peine, simple ou multiple, qu'elle juge indiquée.

Mitigation, commutation et remise de peines

Autorité

249.14 L'autorité compétente peut mitiger, commuer ou remettre tout ou partie des peines prononcées par le tribunal militaire.

Conditions Applicable to New Punishments

Conditions

249.15 The following conditions apply where a new punishment under this Division replaces, by way of substitution or commutation, a punishment imposed by a service tribunal:

(a) the new punishment may not be a punishment that could not legally have been imposed on the charges of which the offender was found guilty and in respect of which the findings have not been quashed or set aside by way of substitution;

(b) the new punishment may not be higher in the scale of punishments than the punishment imposed in the first instance and, if the sentence passed included a punishment of incarceration, the new punishment may not involve a period of incarceration exceeding the period of incarceration included in that sentence;

(c) where the new punishment is detention and the punishment that it replaces is imprisonment, the term of the detention after the date of alteration may in no case exceed the term of the imprisonment remaining to be served and, in any event, may not exceed ninety days; and

(d) where the offence of which a person has been found guilty is an offence for which the punishment of imprisonment for life is mandatory under section 73, 74, 75 or 76, for which the punishment of dismissal with disgrace from Her Majesty's service or dismissal from Her Majesty's service is mandatory under section 92 or to which paragraph 130(2)(a) applies, the punishment may, subject to this section, be altered to any one or more of the punishments lower in the scale of punishments than the punishment provided for in that section or any other enactment prescribing the offence.

Petition for New Trial

Right to petition on new evidence

249.16 (1) Every person who has been tried and found guilty by a court martial has a right, on grounds of new evidence discovered subsequent to the trial, to petition the Minister for a new trial.

Conditions applicables à la nouvelle peine

Restrictions

249.15 Les conditions suivantes s'appliquent dans les cas où une peine est substituée ou commuée aux termes de la présente section :

a) le verdict de culpabilité initial ne peut avoir fait l'objet ni d'une annulation ni d'une substitution et justifie la nouvelle peine;

b) la nouvelle peine ne peut pas être supérieure, dans l'échelle des peines, à celle infligée en premier lieu, ni plus longue dans le cas d'une peine d'incarcération;

c) lorsque la nouvelle peine remplace un emprisonnement par la détention, la durée de celle-ci, à compter de la date de substitution, ne peut excéder la période d'emprisonnement restant à purger, et ce jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix jours;

d) lorsque le verdict de culpabilité vise une infraction pour laquelle est obligatoire soit l'emprisonnement à perpétuité, aux termes des articles 73, 74, 75 ou 76, soit la peine de destitution — ignominieuse ou non — du service de Sa Majesté, aux termes de l'article 92, ou encore une infraction à laquelle s'applique l'alinéa 130(2)a), il peut être, sous réserve des autres dispositions du présent article, substituer à la peine que prévoit la disposition relative à l'infraction une ou plusieurs peines inférieures.

Nouveau procès

249.16 (1) Quiconque a été jugé et déclaré coupable par une cour martiale peut demander au ministre la tenue d'un nouveau procès en cas de découverte, après son procès, d'éléments de preuve nouveaux.

Nouveaux éléments de preuve

Reference to
CMAC for
determina-
tion

(2) The Minister may refer a petition to the Court Martial Appeal Court for a hearing and determination by that Court as if it were an appeal by the petitioner.

(2) Le ministre peut renvoyer la demande devant la Cour d'appel de la cour martiale qui dès lors tranche la question comme s'il s'agissait d'un appel.

Renvoi à la
Cour d'appel
de la cour
martiale

Reference to
CMAC for
opinion

(3) The Minister may refer a petition or any question relating to a petition to the Court Martial Appeal Court for its opinion and the Court shall furnish its opinion accordingly.

(3) Il peut consulter, sur la demande ou toute question qui y est liée, la Cour d'appel de la cour martiale; celle-ci est tenue de donner son avis.

Consultation
de la Cour
d'appel de la
cour martiale

New trial

(4) If the Minister is of the opinion that a petition should be granted, the Minister may order a new trial and the petitioner may be tried again as if no trial had been held.

(4) S'il estime que la demande devrait être agréée, il peut ordonner un nouveau procès, auquel cas le requérant peut être jugé à nouveau comme s'il n'y avait pas eu de premier procès.

Nouveau
procès

DIVISION 12

SECTION 12

MISCELLANEOUS PROVISIONS

DISPOSITIONS DIVERSES

Right to be Represented

Représentation de l'accusé

Right to be
represented

249.17 A person who is liable to be charged, dealt with and tried under the Code of Service Discipline has the right to be represented in the circumstances and in the manner prescribed in regulations made by the Governor in Council.

249.17 Tout justiciable du code de discipline militaire a le droit d'être représenté dans les cas et de la manière prévus par règlement du gouverneur en conseil.

Droit d'être
représenté

Defence Counsel Services

Service d'avocats de la défense

Appointment

249.18 (1) The Minister may appoint an officer who is a barrister or advocate with at least ten years standing at the bar of a province to be the Director of Defence Counsel Services.

249.18 (1) Le ministre peut nommer directeur du service d'avocats de la défense un officier qui est un avocat inscrit au barreau d'une province depuis au moins dix ans.

Nomination

Tenure of
office

(2) The Director of Defence Counsel Services holds office during good behaviour for a term not exceeding four years.

(2) Le directeur du service d'avocats de la défense est nommé à titre inamovible pour un mandat maximal de quatre ans.

Durée du
mandat

Re-
appointment

(3) The Director of Defence Counsel Services is eligible to be re-appointed on the expiration of a first or subsequent term of office.

(3) Son mandat est renouvelable.

Nouveau
mandat

Duties and
functions

249.19 The Director of Defence Counsel Services provides, and supervises and directs the provision of, legal services prescribed in regulations made by the Governor in Council to persons who are liable to be charged, dealt with and tried under the Code of Service Discipline.

249.19 Le directeur du service d'avocats de la défense dirige la prestation des services juridiques prévus par règlement du gouverneur en conseil aux justiciables du code de discipline militaire et fournit lui-même de tels services.

Fonctions

Relationship to Judge Advocate General	249.2 (1) The Director of Defence Counsel Services acts under the general supervision of the Judge Advocate General.	249.2 (1) Le directeur du service d'avocats de la défense exerce ses fonctions sous la direction générale du juge-avocat général.	Subordination
General instructions	(2) The Judge Advocate General may issue general instructions or guidelines in writing in respect of defence counsel services.	(2) Le juge-avocat général peut, par écrit, établir des lignes directrices ou donner des instructions concernant les services d'avocats de la défense.	Lignes directrices et instructions générales
Instructions must be public	(3) The Director of Defence Counsel Services shall ensure that the general instructions and guidelines are available to the public.	(3) Le directeur du service d'avocats de la défense veille à rendre accessibles au public les lignes directrices ou instructions.	Accessibilité
Barristers and advocates to assist	249.21 (1) The Director of Defence Counsel Services may be assisted by persons who are barristers or advocates with standing at the bar of a province.	249.21 (1) Le directeur du service d'avocats peut être assisté et représenté par des avocats inscrits au barreau d'une province.	Avocats
Counsel	(2) The Director of Defence Counsel Services may engage on a temporary basis the services of counsel to assist the Director of Defence Counsel Services.	(2) Il peut retenir, à titre temporaire, les services d'avocats pour l'assister.	Avocats
Remuneration	(3) The Director of Defence Counsel Services may, subject to any applicable Treasury Board directives, establish the terms and conditions of engagement and fix the remuneration and expenses of counsel engaged under subsection (2).	(3) Il peut, en conformité avec les instructions du Conseil du Trésor, définir les fonctions et les conditions d'emploi des avocats dont il retient les services aux termes du paragraphe (2), ainsi que fixer leur rémunération et leurs frais.	Rémunération
Witnesses at Courts Martial and before Commissioners		Témoins devant la cour martiale ou le commissaire	
Summonses to witnesses	249.22 (1) Every person required to give evidence before a court martial may be summoned by a military judge, the Court Martial Administrator or the court martial.	249.22 (1) Quiconque est tenu de témoigner devant la cour martiale peut être cité à comparaître par un juge militaire, l'administrateur de la cour martiale ou la cour martiale.	Citation de témoins
Summonses to witnesses	(2) Every person required to give evidence before a commissioner taking evidence under this Act may be summoned by a military judge, the Court Martial Administrator or the commissioner.	(2) Quiconque est tenu de témoigner devant un commissaire chargé de recueillir un témoignage sous le régime de la présente loi peut être cité à comparaître par un juge militaire, l'administrateur de la cour martiale ou le commissaire.	Témoins devant le commissaire
Production of documents	(3) A person summoned under this section may be required to bring and produce at the court martial or before the commissioner taking evidence under this Act any documents in the possession or under the control of the person that relate to the matters in issue.	(3) Les personnes citées à comparaître aux termes du présent article peuvent être tenues de produire devant la cour martiale ou le commissaire tout document dont elles ont la possession ou la responsabilité et se rapportant aux points en litige.	Production de documents

Warrant for Arrest on Non-Appearence of Accused

Non-appearance of accused

249.23 Where an accused person has been duly summoned or ordered to appear before a court martial, the court martial may issue a warrant in the form prescribed in regulations made by the Governor in Council for the arrest of the accused person if the accused person

(a) fails to appear as summoned or ordered; or

(b) having appeared before the court martial, fails to attend before the court martial as required.

Effect of New Punishment

Force and effect

249.24 Where a new punishment, by reason of substitution or commutation, replaces a punishment imposed by a service tribunal, the new punishment has force and effect as if it had been imposed by the service tribunal in the first instance and the provisions of the Code of Service Discipline apply accordingly but, where the new punishment involves incarceration, the term of the new punishment shall be reckoned from the date of substitution or commutation, as the case may be.

Restitution of Property

Restitution of property in case of conviction

249.25 (1) Where a person is convicted of an offence under the Code of Service Discipline, the service tribunal shall order that any property obtained by the commission of the offence shall be restored to the person apparently entitled to it if, at the time of the trial, the property is before the service tribunal or has been detained so that it can be immediately restored under the order to the person so entitled.

Restitution where no conviction, but offence committed

(2) Where an accused person is tried for an offence but is not convicted and it appears to the service tribunal that an offence has been committed, the service tribunal may order that any property obtained by the commission of the offence shall be restored to the person apparently entitled to it if, at the time of the trial, the property is before the service tribunal or has been detained so that it can be immediately restored under the order to the person so entitled.

Mandat d'arrestation pour défaut de comparaître

Défaut de comparaître

249.23 La cour martiale peut, en la forme prescrite par règlement du gouverneur en conseil, délivrer un mandat pour l'arrestation de l'accusé qui, étant régulièrement convoqué ou ayant dûment reçu l'ordre de comparaître devant elle, ne s'y présente pas.

Effet des nouvelles peines

Valeur et effet de la nouvelle peine

249.24 La peine remplaçant, après substitution ou commutation, celle infligée par un tribunal militaire a la même valeur et le même effet que si elle avait été imposée en premier lieu par celui-ci, et le code de discipline militaire s'applique en conséquence. S'il s'agit d'une peine comportant l'incarcération, elle commence à courir à compter de la date de substitution ou commutation, selon le cas.

Restitution de biens

Déclaration de culpabilité

249.25 (1) Le tribunal militaire qui prononce une déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction visée par le code de discipline militaire doit ordonner que tout bien obtenu par la perpétration de l'infraction soit restitué à qui y a apparemment droit, si, lors du procès, le bien se trouve devant lui ou a été détenu de façon à pouvoir être immédiatement rendu à cette personne en vertu de l'ordonnance.

(2) Dans le cas où il ne prononce pas de déclaration de culpabilité mais est convaincu qu'une infraction a été commise, le tribunal militaire peut également procéder de la manière et dans les conditions prévues au paragraphe (1).

Perpétration d'infraction sans déclaration de culpabilité

Exceptions

(3) An order shall not be made in respect of

(a) property to which an innocent purchaser for value has acquired lawful title;

(b) a valuable security that has been paid or discharged in good faith by a person who was liable to pay or discharge it; or

(c) a negotiable instrument that has, in good faith, been taken or received by transfer or delivery for valuable consideration by a person who had no notice and no reasonable cause to suspect that an offence had been committed.

(3) Le présent article ne permet toutefois pas de prendre une ordonnance à l'égard :

- a) de biens pour lesquels un acheteur de bonne foi a acquis contre paiement un titre légitime;
- b) d'une valeur payée ou acquittée de bonne foi par une personne qui y était tenue;
- c) d'un effet de commerce, acquis ou reçu de bonne foi, par voie de transfert ou remise, à titre onéreux, par une personne n'ayant pas connaissance de l'infraction ni d'aucun motif raisonnable de soupçonner qu'elle avait été commise.

Exceptions

Execution of order for restitution

(4) An order made under this section shall be executed by the persons by whom the process of the service tribunal is ordinarily executed.

(4) L'ordonnance prise sous le régime du présent article est exécutée par les personnes qui sont habituellement chargées de donner effet aux décisions du tribunal militaire.

Exécution de l'ordonnance de restitution

Reference to Ranks

Reference to ranks

249.26 Every reference in this Part to the rank of an officer or non-commissioned member includes a person who holds any equivalent relative rank, whether that person is attached, seconded or on loan to the Canadian Forces.

Mention d'un grade

Mention d'un grade

249.26 Toute mention, dans la présente partie, du grade d'un officier ou militaire du rang vaut mention d'une personne d'un grade reconnu comme équivalent, que cette personne soit affectée ou prêtée aux Forces canadiennes, ou détachée auprès d'elles.

PART IV

PARTIE IV

COMPLAINTS ABOUT OR BY
MILITARY POLICEPLAINTES CONCERNANT LA POLICE
MILITAIRE*Interpretation**Définitions*

Definitions

250. The definitions in this section apply in this Part.

250. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

"Chairperson"
« Président »

"Chairperson" means the Chairperson of the Complaints Commission.

« Commission » La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire constituée par le paragraphe 250.1(1).

« Commission »
"Complaints Commission""Complaints Commission"
« Commission »

"Complaints Commission" means the Military Police Complaints Commission established by subsection 250.1(1).

« plainte pour inconduite » Plainte déposée aux termes du paragraphe 250.18(1) contre un membre de la police militaire concernant sa conduite.

« plainte pour inconduite »
"conduct complaint""conduct complaint"
« plainte pour inconduite »

"conduct complaint" means a complaint about the conduct of a member of the military police made under subsection 250.18(1).

« plainte pour ingérence » Plainte déposée aux termes du paragraphe 250.19(1) pour ingérence dans une enquête de la police militaire.

« plainte pour ingérence »
"interference complaint""interference complaint"
« plainte pour ingérence »

"interference complaint" means a complaint about interference with a military police investigation made under subsection 250.19(1).

« police militaire » Ensemble des officiers et militaires du rang nommés sous le régime de l'article 156 pour en faire partie.

« police militaire »
"military police"

“military police”
« police militaire »

“military police” means the officers and non-commissioned members appointed under regulations for the purposes of section 156.

« président » Le président de la Commission d’examen des plaintes concernant la police militaire.

« président »
“Chairperson”

“Provost Marshal”
« prévôt »

“Provost Marshal” means the Canadian Forces Provost Marshal.

« prévôt » Le prévôt des Forces canadiennes.

« prévôt »
“Provost Marshal”

DIVISION 1

SECTION 1

MILITARY POLICE COMPLAINTS COMMISSION

COMMISSION D’EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE

Establishment and Organization

Constitution et organisation de la Commission

Commission established

250.1 (1) There is established a commission, called the Military Police Complaints Commission, consisting of a Chairperson and not more than six other members to be appointed by the Governor in Council.

250.1 (1) Est constituée la Commission d’examen des plaintes concernant la police militaire composée d’au plus sept membres, dont le président, nommés par le gouverneur en conseil.

Constitution de la Commission

Full- or part-time

(2) Each member holds office as a full-time or a part-time member.

(2) Ses membres exercent leur charge à temps plein ou à temps partiel.

Temps plein ou temps partiel

Tenure of office and removal

(3) Each member holds office during good behaviour for a term not exceeding five years but may be removed by the Governor in Council for cause.

(3) Les membres de la Commission sont nommés, à titre inamovible, pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.

Durée du mandat et révocation

Re-appointment

(4) A member is eligible to be re-appointed on the expiration of a first or subsequent term of office.

(4) Le mandat des membres de la Commission est renouvelable.

Nouveau mandat

Duties of full-time members

(5) Full-time members shall devote the whole of their time to the performance of their duties under this Act.

(5) Les membres à temps plein se consacrent exclusivement à l’exécution des fonctions qui leur sont conférées par la présente loi.

Fonctions des membres à temps plein

Conflict of interest — part-time members

(6) Part-time members may not accept or hold any office or employment during their term of office that is inconsistent with their duties under this Act.

(6) Les membres à temps partiel ne peuvent accepter ni occuper de charge ou d’emploi incompatible avec les fonctions que leur confère la présente loi.

Conflits d’intérêts : membres temporaires

Eligibility

(7) An officer, a non-commissioned member or an employee of the Department is not eligible to be a member of the Complaints Commission.

(7) Sont inhabiles à siéger à la Commission les officiers et militaires du rang ainsi que les employés du ministère.

Admissibilité

Remuneration

(8) The members are entitled to be paid for their services the remuneration and allowances fixed by the Governor in Council.

(8) Pour leur participation aux travaux de la Commission, les membres reçoivent la rémunération et les allocations fixées par le gouverneur en conseil.

Rémunération des membres

Travel and living expenses

(9) The members are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties while absent from their ordinary place of work, if

(9) Les membres de la Commission sont indemnisés, en conformité avec les instructions du Conseil du Trésor, des frais de déplacement et de séjour entraînés par l’ac-

Frais

full-time members, or their ordinary place of residence, if part-time members, subject to any applicable Treasury Board directives.

complissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel.

Status of members

- (10) The members are deemed
- (a) to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*;
- (b) to be employees for the purposes of the *Government Employees Compensation Act*; and
- (c) to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulations made pursuant to section 9 of the *Aeronautics Act*.

- (10) Ils sont réputés :
- a) faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*;
- b) être des agents de l'État pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*;
- c) appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Statut des membres

Oath of office

(11) Every member shall, before commencing the duties of office, take the following oath of office:

I,, do solemnly swear (*or affirm*) that I will faithfully and honestly fulfil my duties as a member of the Military Police Complaints Commission in conformity with the requirements of the *National Defence Act*, and of all rules and instructions under that Act applicable to the Military Police Complaints Commission, and that I will not disclose or make known to any person not legally entitled to it any knowledge or information obtained by me by reason of my office. (*And in the case of an oath: So help me God.*)

(11) Avant d'entrer en fonctions, les membres prêtent le serment suivant :

Je,, jure (*ou affirme*) solennellement que j'exercerai fidèlement et honnêtement les devoirs qui m'incombent en ma qualité de membre de la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire en conformité avec les prescriptions de la *Loi sur la défense nationale* applicables à celle-ci, ainsi que toutes règles et instructions établies sous son régime, et que je ne révélerai ni ne ferai connaître, sans y avoir été dûment autorisé(e), rien de ce qui parviendra à ma connaissance en raison de mes fonctions. (*Dans le cas du serment, ajouter : Ainsi Dieu me soit en aide.*)

Serment

Chairperson

Président

Chief executive officer

250.11 (1) The Chairperson is the chief executive officer of the Complaints Commission and has supervision over and direction of its work and staff.

250.11 (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.

Premier dirigeant

Absence or incapacity

(2) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson or if the office of Chairperson is vacant, the Minister may authorize any member of the Complaints Commission to exercise the powers and perform the duties and functions of the Chairperson.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre peut autoriser un membre à le remplacer.

Absence ou empêchement

Delegation

(3) The Chairperson may delegate to a member of the Complaints Commission any of the Chairperson's powers, duties or functions under this Act, except the power to delegate under this subsection and the duty to

(3) Le président de la Commission peut déléguer à un membre les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi, à l'exception du pouvoir de délégation que lui accorde le présent paragraphe et de l'obliga-

Délégation

submit an annual report under subsection 250.17(1).

tion que lui impose le paragraphe 250.17(1) de présenter un rapport.

Head Office

Siège

Head Office

250.12 The head office of the Complaints Commission shall be at the place in Canada designated by the Governor in Council.

250.12 Le siège de la Commission est fixé, au Canada, au lieu désigné par le gouverneur en conseil.

Siège

Staff

Personnel

Staff

250.13 (1) The employees that are necessary for the proper conduct of the work of the Complaints Commission shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

250.13 (1) Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de la Commission est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Personnel

Experts

(2) The Complaints Commission may, with the approval of the Treasury Board, engage on a temporary basis the services of counsel and other persons having technical or specialized knowledge to assist the Complaints Commission in its work, establish the terms and conditions of their engagement and fix and pay their remuneration and expenses.

(2) La Commission peut, avec l'approbation du Conseil du Trésor, retenir, à titre temporaire, les services des experts, avocats ou autres personnes dont elle estime le concours utile pour ses travaux, définir leurs fonctions et leurs conditions d'emploi ainsi que fixer et payer leur rémunération et leurs frais.

Expertise

Duty to Act Expeditiously

Obligation d'agir avec célérité

Duty to act expeditiously

250.14 The Complaints Commission shall deal with all matters before it as informally and expeditiously as the circumstances and the considerations of fairness permit.

250.14 Dans la mesure où les circonstances et l'équité le permettent, la Commission donne suite aux plaintes dont elle est saisie avec célérité et sans formalisme.

Obligation d'agir avec célérité

Rules

Règles

Rules

250.15 The Chairperson may make rules respecting

250.15 Le président peut établir des règles concernant :

Règles

(a) the manner of dealing with matters and business before the Complaints Commission, including the conduct of investigations and hearings by the Complaints Commission;

a) le mode de règlement des questions dont est saisie la Commission, notamment en ce qui touche à la procédure et conduite des enquêtes et des audiences;

(b) the apportionment of the work of the Complaints Commission among its members and the assignment of members to review complaints; and

b) la répartition des affaires et du travail entre les membres de la Commission;

(c) the performance of the duties and functions of the Complaints Commission.

c) la conduite des travaux de la Commission et de son administration.

Immunity

Protection of members

250.16 No criminal or civil proceedings lie against any member of the Complaints Commission, or against any person acting on behalf of the Complaints Commission, for anything done, reported or said in good faith in the exercise or purported exercise of a power or in the performance or purported performance of a duty or function of the Complaints Commission.

Immunité

250.16 Les membres de la Commission et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs et fonctions qui leur sont conférés en vertu de la présente loi.

Immunité des membres de la Commission

Annual Report

Annual Report

250.17 (1) The Chairperson shall, within three months after the end of each year, submit to the Minister a report of the Complaints Commission's activities during that year and its recommendations, if any.

Rapport annuel

250.17 (1) Le président présente au ministre, au plus tard le 31 mars de chaque année, le rapport d'activité de la Commission pour l'année civile précédente, ainsi que ses recommandations, le cas échéant.

Rapport annuel

Tabling in Parliament

(2) The Minister shall have a copy of the report laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the Minister receives it.

(2) Le ministre fait déposer le rapport annuel devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Dépôt

DIVISION 2

SECTION 2

COMPLAINTS

PLAINTES

Subdivision 1

Sous-section 1

Right to Complain

Droit de déposer une plainte

*Conduct Complaints**Plainte pour inconduite*

Complaints about military police

250.18 (1) Any person, including any officer or non-commissioned member, may make a complaint under this Division about the conduct of a member of the military police in the performance of any of the policing duties or functions that are prescribed for the purposes of this section in regulations made by the Governor in Council.

250.18 (1) Quiconque — y compris un officier ou militaire du rang — peut, dans le cadre de la présente section, déposer une plainte portant sur la conduite d'un policier militaire dans l'exercice des fonctions de nature policière qui sont déterminées par règlement du gouverneur en conseil pour l'application du présent article.

Plainte contre un policier militaire

Complainant need not be affected

(2) A conduct complaint may be made whether or not the complainant is affected by the subject-matter of the complaint.

(2) Elle peut déposer une plainte qu'elle en ait ou non subi un préjudice.

Absence de préjudice

*Interference Complaints**Plainte pour ingérence*

Complaints by military police

250.19 (1) Any member of the military police who conducts or supervises a military police investigation, or who has done so, and who believes on reasonable grounds that any officer or non-commissioned member or any senior official of the Department has improperly interfered with the investigation may

250.19 (1) Le policier militaire qui mène ou supervise une enquête, ou qui l'a menée ou supervisée, peut, dans le cadre de la présente section, porter plainte contre un officier ou un militaire du rang ou un cadre supérieur du ministère s'il est fondé à croire, pour des motifs raisonnables, que celui-ci a entravé l'enquête.

Plainte d'un policier militaire

make a complaint about that person under this Division.

Improper interference

(2) For the purposes of this section, improper interference with an investigation includes intimidation and abuse of authority.

(2) Sont assimilés à l'entrave l'intimidation et l'abus d'autorité.

Entrave

Time Limit

Time limit

250.2 No complaint may be made more than one year after the event giving rise to the complaint unless the Chairperson, at the request of the complainant, decides that it is reasonable in the circumstances to extend the time.

Prescription

250.2 Les plaintes se prescrivent, sauf dispense accordée par le président à la requête du plaignant, par un an à compter de la survenance du fait qui en est à l'origine.

Prescription

To Whom Complaint May be Made

To whom complaint may be made

250.21 (1) A conduct complaint or an interference complaint may be made, either orally or in writing, to the Chairperson, the Judge Advocate General or the Provost Marshal. A conduct complaint may also be made to any member of the military police.

Réception des plaintes

250.21 (1) Les plaintes sont adressées, par écrit ou oralement, au président, au juge-avocat général ou au prévôt. Elles peuvent aussi, quand elle visent une inconduite, être adressée à un policier militaire.

Destinataires possibles

Acknowledgement and notice of complaint

(2) The person who receives a complaint shall

(2) Sur réception de la plainte, le destinataire :

Accusé de réception et avis

(a) if the complaint is not in writing, put it in writing;

a) la consigne par écrit, si elle lui est faite oralement;

(b) ensure that an acknowledgement of its receipt is sent as soon as practicable to the complainant; and

b) veille à ce qu'il en soit accusé réception par écrit dans les meilleurs délais;

(c) ensure that notice of the complaint is sent as soon as practicable

c) veille à ce qu'en soient avisés, dans les meilleurs délais :

(i) in the case of a conduct complaint, to the Chairperson and the Provost Marshal,

(i) le président et le prévôt dans le cas d'une plainte pour inconduite,

(ii) in the case of an interference complaint concerning an officer or a non-commissioned member, to the Chairperson, the Chief of the Defence Staff, the Judge Advocate General and the Provost Marshal, and

(ii) le président, le chef d'état-major de la défense, le juge-avocat général et le prévôt dans le cas d'une plainte pour ingérence mettant en cause un officier ou un militaire du rang,

(iii) in the case of an interference complaint concerning a senior official of the Department, to the Chairperson, the Deputy Minister, the Judge Advocate General and the Provost Marshal.

(iii) le président, le sous-ministre, le juge-avocat général et le prévôt dans le cas d'une plainte pour ingérence mettant en cause un cadre supérieur du ministère.

Notice to subject of conduct complaint

250.22 As soon as practicable after receiving or being notified of a conduct complaint, the Provost Marshal shall send a written notice of the substance of the complaint to the person

250.22 Dans les meilleurs délais suivant la réception ou la notification d'une plainte pour inconduite, le prévôt avise par écrit la personne mise en cause de la teneur de celle-ci, pour

Avis — plainte pour inconduite

whose conduct is the subject of the complaint unless, in the Provost Marshal's opinion, to do so might adversely affect or hinder any investigation under this Act.

Notice to subject of interference complaint

250.23 As soon as practicable after receiving or being notified of an interference complaint, the Chairperson shall send a written notice of the substance of the complaint to the person who is the subject of the complaint unless, in the Chairperson's opinion, to do so might adversely affect or hinder any investigation under this Act.

Withdrawal of Complaint

Withdrawal

250.24 (1) A complainant may withdraw a complaint by sending a written notice to the Chairperson.

Notice of withdrawal

(2) The Chairperson shall send a notice in writing of the withdrawal to the Provost Marshal and the person who was the subject of the complaint.

Record of Complaints

Record of complaints

250.25 The Provost Marshal shall establish and maintain a record of all complaints received under this Division and, on request, make available any information contained in that record to the Complaints Commission.

Subdivision 2

Disposal of Conduct Complaints

Provost Marshal responsible

250.26 (1) The Provost Marshal is responsible for dealing with conduct complaints.

Complaint about Provost Marshal

(2) If a conduct complaint is about the conduct of the Provost Marshal, the Chief of the Defence Staff is responsible for dealing with the complaint and has all the powers and duties of the Provost Marshal under this Division.

Informal resolution

250.27 (1) On receiving or being notified of a conduct complaint, the Provost Marshal shall consider whether it can be disposed of informally and, with the consent of the complainant and the person who is the subject of the complaint, the Provost Marshal may attempt to resolve it informally.

autant que cela, à son avis, ne risque pas de nuire à la tenue d'une enquête sous le régime de la présente loi.

250.23 Dans les meilleurs délais suivant la réception ou la notification d'une plainte pour ingérence, le président avise par écrit la personne mise en cause de la teneur de celle-ci, pour autant que cela, à son avis, ne risque pas de nuire à la tenue d'une enquête sous le régime de la présente loi.

Avis — plainte pour ingérence

Retrait

250.24 (1) Le plaignant peut retirer sa plainte par avis écrit en ce sens au président.

Retrait

(2) Le cas échéant, le président en avise aussitôt, par écrit, le prévôt et la personne mise en cause.

Avis du retrait

Dossiers

250.25 Le prévôt établit et conserve un dossier de toutes les plaintes reçues en application de la présente section et fournit à la Commission, à sa demande, tout renseignement contenu dans le dossier.

Dossier

Sous-section 2

Plaintes pour inconduite

250.26 (1) Le prévôt est responsable du traitement des plaintes pour inconduite.

Responsabilité du prévôt

(2) Dans le cas où la plainte met en cause le prévôt, son traitement incombe au chef d'état-major de la défense, qui, à cet effet, exerce les pouvoirs et fonctions qu'attribue la présente section à celui-ci.

Plainte visant le prévôt

250.27 (1) Dès réception ou notification d'une plainte pour inconduite, le prévôt détermine si elle peut être réglée à l'amiable; avec le consentement du plaignant et de la personne mise en cause, il peut alors tenter de la régler.

Règlement amiable

Restriction	<p>(2) Subsection (1) does not apply if the complaint is of a type prescribed in regulations made by the Governor in Council.</p>	<p>(2) Ne peuvent toutefois être réglées à l'amiable les plaintes relevant des catégories précisées par règlement du gouverneur en conseil.</p>	Exceptions
Statements not admissible	<p>(3) No answer given or statement made by the complainant or the person who is the subject of the complaint in the course of attempting to resolve a complaint informally may be used in any disciplinary, criminal, civil or administrative proceedings, other than a hearing or proceeding in respect of an allegation that, with intent to mislead, the complainant or the person who is the subject of the complaint gave an answer or made a statement knowing it to be false.</p>	<p>(3) Les réponses ou déclarations faites, dans le cadre d'une tentative de règlement à l'amiable, par le plaignant ou par la personne mise en cause ne peuvent être utilisées dans une juridiction disciplinaire, criminelle, administrative ou civile, sauf si leur auteur les a faites, tout en les sachant fausses, dans l'intention de tromper.</p>	Déclarations inadmissibles
Right to refuse or end informal resolution	<p>(4) The Provost Marshal may direct that no attempt at informal resolution be started or that an attempt be ended if, in the opinion of the Provost Marshal,</p> <p>(a) the complaint is frivolous, vexatious or made in bad faith; or</p> <p>(b) the complaint is one that could more appropriately be dealt with according to a procedure provided under another Part of this Act or under any other Act of Parliament.</p>	<p>(4) Le prévôt peut refuser de tenter de résoudre à l'amiable une plainte ou mettre fin à toute tentative en ce sens si, à son avis :</p> <p>a) soit la plainte est futile ou vexatoire ou a été portée de mauvaise foi;</p> <p>b) soit il est préférable de recourir à une procédure prévue par une autre loi fédérale ou une autre partie de la présente loi.</p>	Refus de résoudre à l'amiable
Notice	<p>(5) If a direction is made under subsection (4), the Provost Marshal shall send to the complainant and the person who is the subject of the complaint a notice in writing setting out</p> <p>(a) the direction and the reasons why it was made; and</p> <p>(b) the right of the complainant to refer the complaint to the Complaints Commission for review if the complainant is not satisfied with the direction.</p>	<p>(5) Le cas échéant, il avise par écrit le plaignant et la personne mise en cause de sa décision en faisant état des motifs de celle-ci ainsi que du droit du plaignant de renvoyer sa plainte devant la Commission pour examen, en cas de désaccord.</p>	Avis
Record of informal resolution	<p>(6) If a conduct complaint is resolved informally,</p> <p>(a) the details of its resolution must be set out in writing;</p> <p>(b) the complainant and the person who is the subject of the complaint must give their written agreement to the resolution of the complaint; and</p> <p>(c) the Provost Marshal must notify the Chairperson of the resolution of the complaint.</p>	<p>(6) Tout règlement amiable doit être consigné en détail, approuvé par écrit par le plaignant et la personne mise en cause et notifié par le prévôt au président.</p>	Consignation du règlement amiable

Duty to investigate

250.28 (1) Subject to any attempts at informal resolution, the Provost Marshal shall investigate a conduct complaint as soon as practicable.

250.28 (1) Sauf tentative de règlement amiable, le prévôt fait enquête dans les meilleurs délais sur la plainte pour inconduite dont il est saisi.

Enquête

Right to refuse or end investigation

(2) The Provost Marshal may direct that no investigation of a conduct complaint be started or that an investigation be ended if, in the opinion of the Provost Marshal,

(2) Il peut toutefois à tout moment refuser d'ouvrir l'enquête ou ordonner d'y mettre fin si, à son avis :

Droit de refuser une enquête

(a) the complaint is frivolous, vexatious or made in bad faith;

a) la plainte est futile ou vexatoire ou a été portée de mauvaise foi;

(b) the complaint is one that could more appropriately be dealt with according to a procedure provided under another Part of this Act or under any other Act of Parliament; or

b) il est préférable de recourir à une procédure prévue par une autre loi fédérale ou une autre partie de la présente loi;

(c) having regard to all the circumstances, investigation or further investigation is not necessary or reasonably practicable.

c) compte tenu des circonstances, il est inutile ou exagérément difficile de procéder à l'enquête ou de la poursuivre.

Notice

(3) If a direction is made under subsection (2), the Provost Marshal shall send to the complainant and, if the person who is the subject of the complaint was notified of the complaint under section 250.22, to that person, a notice in writing setting out

(3) Le cas échéant, il avise par écrit de sa décision le plaignant, ainsi que, si elle a déjà reçu notification de la plainte en application de l'article 250.22, la personne mise en cause, en faisant état des motifs de sa décision et du droit du plaignant de renvoyer sa plainte devant la Commission pour examen, en cas de désaccord.

Avis

(a) the direction and the reasons why it was made; and

(b) the right of the complainant to refer the complaint to the Complaints Commission for review if the complainant is not satisfied with the direction.

Report on investigation

250.29 On the completion of an investigation into a conduct complaint, the Provost Marshal shall send to the complainant, the person who is the subject of the complaint and the Chairperson a report setting out

250.29 Au terme de l'enquête, le prévôt transmet au plaignant, à la personne mise en cause et au président un rapport comportant les éléments suivants :

Rapport d'enquête

(a) a summary of the complaint;

a) un résumé de la plainte;

(b) the findings of the investigation;

b) les conclusions de l'enquête;

(c) a summary of any action that has been or will be taken with respect to disposition of the complaint; and

c) un résumé des mesures prises ou projetées pour régler la plainte;

(d) the right of the complainant to refer the complaint to the Complaints Commission for review if the complainant is not satisfied with the disposition of the complaint.

d) la mention du droit du plaignant de renvoyer sa plainte devant la Commission pour examen, en cas de désaccord.

Status reports	<p>250.3 (1) Within sixty days after receiving or being notified of a conduct complaint, the Provost Marshal shall, if the complaint has not been resolved or disposed of before that time, and then each thirty days afterwards until the complaint is dealt with, send to the following persons a report on the status of the complaint:</p> <p>(a) the complainant;</p> <p>(b) the person who is the subject of the complaint; and</p> <p>(c) the Chairperson.</p>	<p>250.3 (1) Au plus tard soixante jours après la réception ou la notification de la plainte et, par la suite, tous les trente jours, le prévôt transmet au plaignant, à la personne mise en cause et au président un rapport écrit sur l'état d'avancement de l'affaire.</p>	Rapports provisoires
Six-month report	<p>(2) If a conduct complaint has not been resolved or disposed of within six months, the Provost Marshal shall in each report sent after that period explain why not.</p>	<p>(2) Au bout de six mois, il doit justifier toute prolongation de l'affaire dans tout rapport qu'il transmet après cette période.</p>	Respect des délais
Exception	<p>(3) No report shall be sent to the person who is the subject of a conduct complaint if, in the opinion of the Provost Marshal, sending the report might adversely affect or hinder any investigation under this Act.</p>	<p>(3) Il est relevé de l'obligation de faire rapport à la personne mise en cause lorsqu'il est d'avis qu'une telle mesure risque de nuire à la conduite d'une enquête dans le cadre de la présente loi.</p>	Exception
Review by Complaints Commission		Renvoi devant la Commission	
Reference to Complaints Commission	<p>250.31 (1) A complainant who is dissatisfied with a direction under subsection 250.27(4) or 250.28(2) in respect of a conduct complaint or the disposition of a conduct complaint as set out in a report under section 250.29 may refer the complaint in writing to the Complaints Commission for review.</p>	<p>250.31 (1) Le plaignant insatisfait de la décision prise aux termes des paragraphes 250.27(4) ou 250.28(2) ou des conclusions du rapport visé à l'article 250.29 peut, par écrit, renvoyer la plainte devant la Commission pour examen.</p>	Renvoi devant la Commission
Information to be provided	<p>(2) If a complainant refers a complaint to the Complaints Commission under subsection (1),</p> <p>(a) the Chairperson shall send to the Provost Marshal a copy of the complaint; and</p> <p>(b) the Provost Marshal shall provide the Chairperson with a copy of the notice sent under subsection 250.27(5) or 250.28(3), or of the report sent under section 250.29, in respect of the complaint and all information and materials relevant to the complaint.</p>	<p>(2) Le cas échéant, le président transmet une copie de la plainte au prévôt, lequel, en retour, lui communique une copie de l'avis donné au titre des paragraphes 250.27(5) ou 250.28(3) ou du rapport transmis au titre du paragraphe 250.29 ainsi que tout renseignement ou document pertinent.</p>	Documents à transmettre
Review by Chairperson	<p>250.32 (1) The Chairperson shall review the complaint to which a request for review relates as soon as practicable after receiving the request.</p>	<p>250.32 (1) Dans les meilleurs délais suivant sa réception, le président examine la plainte renvoyée devant la Commission.</p>	Examen par le président

Chairperson may investigate	(2) In conducting a review of a complaint, the Chairperson may investigate any matter relating to the complaint.	(2) Il peut, en cours d'examen, enquêter sur toute question concernant la plainte.	Enquête du président
Report	(3) At the completion of the review, the Chairperson shall send a report to the Minister, the Chief of the Defence Staff and the Provost Marshal setting out the Chairperson's findings and recommendations with respect to the complaint.	(3) Au terme de son examen, il établit et transmet au ministre, au chef d'état-major de la défense et au prévôt un rapport écrit énonçant ses conclusions et recommandations.	Rapport
Status reports	250.33 (1) Within sixty days after a complaint is referred to the Commission for a review, the Chairperson shall, if the review has not been completed, and then each thirty days afterwards until it is completed, send a report on the status of the complaint to the complainant and the person who is the subject of the complaint.	250.33 (1) Tant qu'il n'a pas terminé son examen, le président transmet, au plus tard soixante jours après le renvoi de la plainte devant la Commission et, par la suite, tous les trente jours, un rapport écrit au plaignant et à la personne mise en cause sur l'état d'avancement de l'affaire.	Rapports provisoires
Six-month report	(2) If the review has not been completed within six months, the Chairperson shall in each report sent after that period explain why not.	(2) Au bout de six mois, il doit justifier toute prolongation de l'examen dans tout rapport qu'il transmet après cette période.	Respect des délais
Exception	(3) No report shall be sent to the person who is the subject of a conduct complaint if, in the Chairperson's opinion, sending the report might adversely affect or hinder any investigation under this Act.	(3) Il est relevé de l'obligation de faire rapport à la personne mise en cause par la plainte lorsqu'il est d'avis qu'une telle mesure risque de nuire à la conduite d'une enquête dans le cadre de la présente loi.	Exception

Subdivision 3

Sous-section 3

Disposal of Interference Complaints

Plaintes pour ingérence

Responsibility	250.34 (1) The Chairperson is responsible for dealing with interference complaints.	250.34 (1) Le président est responsable du traitement des plaintes pour ingérence.	Responsabilité du président
Investigation may be by Provost Marshal	(2) If the Chairperson considers it appropriate to do so, the Chairperson may ask the Provost Marshal to investigate an interference complaint.	(2) Il peut, s'il l'estime indiqué, confier l'enquête sur une plainte au prévôt.	Enquête par le prévôt
Reasons for refusal	(3) If the Provost Marshal does not consent to investigate, the Provost Marshal shall notify the Chairperson in writing of the reason why the consent was not given.	(3) S'il décline la requête du président, le prévôt doit lui donner par écrit les motifs de son refus.	Motifs du refus du prévôt
Duty to investigate	250.35 (1) The Chairperson or the Provost Marshal, as the case may be, shall investigate an interference complaint as soon as practicable.	250.35 (1) Le président ou le prévôt, selon le cas, veille à ce que la plainte fasse l'objet d'une enquête dans les meilleurs délais.	Obligation de tenir une enquête
Right to refuse or end investigation	(2) The Chairperson may direct that no investigation of an interference complaint be started or that an investigation be ended if, in the Chairperson's opinion,	(2) Le président peut toutefois à tout moment refuser d'ouvrir l'enquête ou ordonner d'y mettre fin si, à son avis :	Droit de refuser une enquête

(a) the complaint is frivolous, vexatious or made in bad faith;

(b) the complaint is one that could more appropriately be dealt with according to a procedure provided under another Part of this Act or under any other Act of Parliament; or

(c) having regard to all the circumstances, investigation or further investigation is not necessary or reasonably practicable.

a) la plainte est futile ou vexatoire ou a été portée de mauvaise foi;

b) il est préférable de recourir à une procédure prévue par une autre loi fédérale ou une autre partie de la présente loi;

c) compte tenu des circonstances, il est inutile ou exagérément difficile de procéder à l'enquête ou de la poursuivre.

Notice

(3) If the Chairperson makes a direction, the Chairperson shall send to the complainant, the person who is the subject of the complaint, the Chief of the Defence Staff or the Deputy Minister, as the case may be, the Judge Advocate General and the Provost Marshal a notice in writing setting out the direction and the reasons why it was made.

(3) Le cas échéant, il avise par écrit de sa décision le plaignant, la personne mise en cause, le chef d'état-major de la défense ou le sous-ministre, selon le cas, le juge-avocat général et le prévôt. L'avis fait mention des motifs de sa décision.

Avis

Report on investigation

250.36 On the completion of an investigation into an interference complaint, the Chairperson shall prepare and send a report setting out a summary of the complaint and the Chairperson's findings and recommendations to

(a) the Minister;

(b) the Chief of the Defence Staff, in the case of a complaint against an officer or a non-commissioned member;

(c) the Deputy Minister, in the case of a complaint against a senior official of the Department;

(d) the Judge Advocate General; and

(e) the Provost Marshal.

250.36 Au terme de l'enquête, le président établit un rapport écrit comportant un résumé de la plainte ainsi que ses conclusions et recommandations et le transmet aux personnes suivantes :

a) le ministre;

b) le chef d'état-major de la défense, dans le cas où un officier ou un militaire du rang est mis en cause;

c) le sous-ministre, dans le cas où un cadre supérieur du ministère est mis en cause;

d) le juge-avocat général;

e) le prévôt.

Rapport

Status reports

250.37 (1) Within sixty days after being notified of an interference complaint, the Chairperson shall, if the complaint has not been resolved, disposed of or otherwise dealt with before that time, and then each thirty days afterwards until the complaint is dealt with, send a report on the status of the complaint to

(a) the complainant;

(b) the person who is the subject of the complaint;

(c) the Judge Advocate General; and

(d) the Provost Marshal.

250.37 (1) Au plus tard soixante jours après la réception ou la notification de la plainte et, par la suite, tous les trente jours, le président transmet aux personnes suivantes un rapport écrit sur l'état d'avancement de l'affaire :

a) le plaignant;

b) la personne mise en cause;

c) le juge-avocat général;

d) le prévôt.

Rapports provisoires

Six-month report

(2) If a complaint has not been dealt with within six months, the Chairperson shall in each report sent after that period explain why not.

(2) Au bout de six mois, il doit justifier toute prolongation de l'affaire dans tout rapport qu'il transmet après cette période.

Respect des délais

Exception

(3) No report shall be sent to the person who is the subject of a complaint if, in the Chairperson's opinion, sending the report might adversely affect or hinder any investigation under this Act.

(3) Il est relevé de l'obligation de faire rapport à la personne mise en cause par la plainte lorsqu'il est d'avis qu'une telle mesure risque de nuire à la conduite d'une enquête dans le cadre de la présente loi.

Exception

DIVISION 3

SECTION 3

INVESTIGATIONS AND HEARINGS BY
COMPLAINTS COMMISSIONENQUÊTE ET AUDIENCE PUBLIQUE DE LA
COMMISSION

Public interest

250.38 (1) If at any time the Chairperson considers it advisable in the public interest, the Chairperson may cause the Complaints Commission to conduct an investigation and, if warranted, to hold a hearing into a conduct complaint or an interference complaint.

250.38 (1) S'il l'estime préférable dans l'intérêt public, le président peut, à tout moment en cours d'examen d'une plainte pour inconduite ou d'une plainte pour ingérence, faire tenir une enquête par la Commission et, si les circonstances le justifient, convoquer une audience pour enquêter sur cette plainte.

Intérêt public

Withdrawn complaint

(2) The Chairperson may cause an investigation to be held in respect of a complaint even if it has been withdrawn.

(2) Il peut faire tenir une enquête malgré le retrait de la plainte.

Retrait de la plainte

Notice

(3) If the Chairperson decides to cause an investigation to be held, the Chairperson shall send a notice in writing of the decision and the reasons for the decision to the complainant, the person who is the subject of the complaint, the Minister, the Chief of the Defence Staff or the Deputy Minister, as the case may be, the Judge Advocate General and the Provost Marshal.

(3) S'il décide de faire tenir un enquête, il transmet un avis écrit motivé de sa décision au plaignant, à la personne mise en cause, au ministre, au chef d'état-major de la défense ou au sous-ministre, selon le cas, au juge-avocat général et au prévôt.

Avis

Exception

(4) No notice shall be sent to the person who is the subject of the complaint if, in the Chairperson's opinion, sending the notice might adversely affect or hinder any investigation under this Act.

(4) Il est relevé de l'obligation de faire rapport à la personne mise en cause lorsqu'il est d'avis qu'une telle mesure risque de nuire à la conduite d'une enquête dans le cadre de la présente loi.

Exception

Duties suspended

(5) If the Chairperson acts in respect of a conduct complaint under subsection (1), the Provost Marshal is not required to investigate, report on or otherwise deal with the complaint until the Provost Marshal receives a report under section 250.53 with respect to the complaint.

(5) La décision du président de faire tenir une enquête ou de convoquer une audience sur une plainte pour inconduite libère le prévôt de toute obligation d'enquêter ou de produire un rapport sur la même plainte, ou de prendre quelque autre mesure à cet égard, et ce tant qu'il n'a pas reçu le rapport visé à l'article 250.53.

Suspension des obligations

Report on investigation

250.39 On completion of an investigation under subsection 250.38(1), the Chairperson shall prepare and send to the Minister, the Chief of the Defence Staff or the Deputy Minister, as the case may be, the Judge Advocate General and the Provost Marshal a report in writing setting out the Chairperson's findings and recommendations with respect to the complaint, unless the Chairperson has caused, or intends to cause, a hearing to be held to inquire into the complaint.

250.39 Au terme de l'enquête prévue au paragraphe 250.38(1), le président établit et transmet au ministre, au chef d'état-major de la défense ou au sous-ministre, selon le cas, au juge-avocat général et au prévôt un rapport écrit énonçant ses conclusions et recommandations, à moins qu'il n'ait déjà convoqué une audience ou se propose de le faire.

Rapport

Assignment of members to conduct hearing

250.4 (1) If the Chairperson decides to cause a hearing to be held, the Chairperson shall

(a) assign one or more members of the Complaints Commission to conduct the hearing; and

(b) send a notice in writing of the decision and the reasons for the decision to the complainant, the person who is the subject of the complaint, the Minister, the Chief of the Defence Staff or the Deputy Minister, as the case may be, the Judge Advocate General and the Provost Marshal.

250.4 (1) Le président, s'il décide de convoquer une audience, désigne le ou les membres de la Commission qui la tiendront et transmet un avis écrit motivé de sa décision au plaignant, à la personne mise en cause, au ministre, au chef d'état-major de la défense ou au sous-ministre, selon le cas, au juge-avocat général et au prévôt.

Audience

Deeming

(2) For the purposes of this Part, the member or members of the Complaints Commission who conduct a hearing are deemed to be the Complaints Commission.

(2) Pour l'application de la présente partie, le ou les membres qui tiennent l'audience sont réputés être la Commission.

Assimilation à la Commission

Powers

250.41 (1) When conducting a hearing, the Complaints Commission has, in relation to the complaint before it, power

(a) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath and to produce any documents and things under their control that it considers necessary to the full investigation and consideration of matters before it;

(b) to administer oaths; and

(c) to receive and accept any evidence and information that it sees fit, whether admissible in a court of law or not.

250.41 (1) La Commission dispose, relativement à la plainte dont elle est saisie, des pouvoirs suivants :

a) assigner des témoins, les contraindre à témoigner sous serment, oralement ou par écrit, et à produire les documents et pièces sous leur responsabilité et qu'elle estime nécessaires à une enquête et étude complètes;

b) faire prêter serment;

c) recevoir et accepter les éléments de preuve et renseignements qu'elle estime indiqués, qu'ils soient ou non recevables devant un tribunal.

Pouvoirs de la Commission

Restriction

(2) Notwithstanding subsection (1), the Complaints Commission may not receive or accept

(a) any evidence or other information that would be inadmissible in a court of law by

(2) Par dérogation au paragraphe (1), la Commission ne peut recevoir ou accepter :

a) des éléments de preuve ou autres renseignements non recevables devant un tribunal du fait qu'ils sont protégés par le droit de la preuve;

Restriction

reason of any privilege under the law of evidence;

(b) any answer given or statement made before a board of inquiry or summary investigation;

(c) any answer or statement that tends to criminate the witness or subject the witness to any proceeding or penalty and that was in response to a question at a hearing under this Division into another complaint;

(d) any answer given or statement made before a court of law or tribunal; or

(e) any answer given or statement made while attempting to resolve a conduct complaint informally under subsection 250.27(1).

b) les réponses ou déclarations faites devant une commission d'enquête ou dans le cadre d'une enquête sommaire;

c) les réponses ou déclarations d'un témoin faites au cours de toute audience tenue en vertu de la présente section pour enquêter sur une autre plainte qui peuvent l'incriminer ou l'exposer à des poursuites ou à une peine;

d) les réponses ou déclarations faites devant un tribunal;

e) les réponses ou déclarations faites dans le cadre d'une tentative de règlement amiable en vertu du paragraphe 250.27(1).

Hearing in public

250.42 A hearing is to be held in public, except that the Complaints Commission may order the hearing or any part of the hearing to be held in private if it is of the opinion that during the course of the hearing any of the following information will likely be disclosed:

(a) information that, if disclosed, could reasonably be expected to be injurious to the defence of Canada or any state allied or associated with Canada or the detection, prevention or suppression of subversive or hostile activities;

(b) information that, if disclosed, could reasonably be expected to be injurious to the administration of justice, including law enforcement; and

(c) information affecting a person's privacy or security interest, if that interest outweighs the public's interest in the information.

250.42 Les audiences sont publiques; toutefois, la Commission peut ordonner le huis clos pendant tout ou partie d'une audience si elle estime qu'au cours de celle-ci seront probablement révélés des renseignements :

a) dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la défense du Canada ou d'États alliés ou associés avec le Canada ou à la détection, à la prévention ou à la répression d'activités hostiles ou subversives;

b) qui risquent d'entraver la bonne administration de la justice, notamment l'application des lois;

c) qui concernent les ressources pécuniaires ou la vie privée d'une personne dans le cas où l'intérêt ou la sécurité de cette personne l'emporte sur l'intérêt du public à les connaître.

Caractère public des audiences

Notice of hearing

250.43 (1) As soon as practicable before the commencement of a hearing, the Complaints Commission shall serve a notice in writing of the time and place appointed for the hearing on the complainant and the person who is the subject of the complaint.

250.43 (1) Le plus tôt possible avant le début de l'audience, la Commission signifie au plaignant et à la personne mise en cause un avis écrit en précisant la date, l'heure et le lieu.

Avis de l'audience

Convenience to be considered

(2) If a person on whom a notice is served wishes to appear before the Complaints Commission, the Complaints Commission must consider the convenience of that person in fixing the time and the place for the hearing.

(2) Lorsque le destinataire de l'avis souhaite comparaître devant elle, la Commission fixe la date, l'heure et le lieu de l'audience en tenant compte de la situation de l'intéressé.

Situation de l'intéressé

Delay of hearing

(3) If the complaint relates to conduct that is also the subject of disciplinary or criminal proceedings before a court or tribunal of first instance, the hearing may not take place until the disciplinary or criminal proceedings are completed.

(3) Toute procédure disciplinaire ou procédure criminelle devant un tribunal de première instance pour l'objet de la plainte tient, jusqu'à sa conclusion, toute audience publique de la Commission en état.

Sursis des procédures

Rights of persons interested

250.44 The Complaints Commission shall afford a full and ample opportunity, in person or by counsel, to present evidence, to cross-examine witnesses and to make representations at the hearing to

250.44 Le plaignant et la personne mise en cause ainsi que toute autre personne qui convainc la Commission qu'elle a un intérêt direct et réel dans la plainte dont celle-ci est saisie doivent avoir toute latitude de présenter des éléments de preuve à l'audience, d'y contre-interroger les témoins et d'y faire des observations, en personne ou par l'intermédiaire d'un avocat.

Droits des intéressés

(a) the complainant and the person who is the subject of the complaint, if they wish to appear; and

(b) any other person who satisfies the Complaints Commission that the person has a substantial and direct interest in the hearing.

Witness not excused from testifying

250.45 (1) In a hearing, no witness shall be excused from answering any question relating to the complaint before the Complaints Commission when required to do so by the Complaints Commission on the ground that the answer to the question may tend to criminate the witness or subject the witness to any proceeding or penalty.

250.45 (1) Au cours de l'audience, tout témoin est tenu de répondre aux questions sur la plainte lorsque la Commission l'exige, et ne peut se soustraire à cette obligation au motif que sa réponse peut l'incriminer ou l'exposer à des poursuites ou à une peine.

Obligation des témoins de déposer

Answer not receivable

(2) No answer given or statement made by a witness in response to a question described in subsection (1) may be used or receivable against the witness in any disciplinary, criminal, administrative or civil proceeding, other than a hearing or proceeding in respect of an allegation that the witness gave the answer or made the statement knowing it to be false.

(2) Les déclarations faites en réponse aux questions ne peuvent être utilisées ni ne sont recevables contre le témoin devant une juridiction administrative, civile, criminelle ou disciplinaire, sauf si la poursuite ou la procédure porte sur le fait qu'il les savait fausses.

Non-recevabilité des réponses

Expenses

250.46 Travel and living expenses incurred in appearing before the Complaints Commission shall, in the discretion of the Complaints Commission, be paid in accordance with applicable Treasury Board directives, to the complainant and to the person who is the subject of the complaint, and to their counsel, if the Complaints Commission holds a hearing at a place in Canada that is not their ordinary place of residence.

250.46 Lorsque la Commission siège, au Canada, ailleurs qu'au lieu de leur résidence habituelle, le plaignant, la personne mise en cause et leurs avocats sont indemnisés, selon l'appréciation de la Commission et en conformité avec les normes établies par le Conseil du Trésor, des frais de déplacement et de séjour exposés pour leur comparution devant la Commission.

Frais

Return of documents, etc.

250.47 Documents and things presented to the Complaints Commission at a hearing shall, on request, be returned to the person who presented them within a reasonable time

250.47 Les pièces produites devant la Commission lors d'une audience, sur demande de la personne qui les a produites, lui sont retournées dans un délai raisonnable après l'établissement du rapport final.

Restitution des pièces

after completion of the Complaints Commission's report on the complaint.

Report

250.48 On completion of a hearing, the Complaints Commission shall prepare and send to the Minister, the Chief of the Defence Staff or the Deputy Minister, as the case may be, the Judge Advocate General and the Provost Marshal a report in writing setting out its findings and recommendations with respect to the complaint.

250.48 Au terme de l'audience, la Commission établit et transmet au ministre, au chef d'état-major de la défense ou au sous-ministre, selon le cas, au juge-avocat général et au prévôt un rapport écrit énonçant ses conclusions et recommandations.

Rapport

DIVISION 4

SECTION 4

REVIEW AND FINAL REPORT

RÉVISION ET RAPPORT FINAL

Review —
conduct
complaint

250.49 (1) On receipt of a report under subsection 250.32(3) or section 250.39 or 250.48 in respect of a conduct complaint, the Provost Marshal shall review the complaint in light of the findings and recommendations set out in the report.

250.49 (1) Sur réception du rapport établi sur une plainte pour inconduite aux termes du paragraphe 250.32(3) ou des articles 250.39 ou 250.48, le prévôt révisé la plainte à la lumière des conclusions et recommandations qu'il contient.

Révision —
plainte pour
inconduite

Exception

(2) If the Provost Marshal is the subject of the complaint, the review shall be conducted by the Chief of the Defence Staff.

(2) Dans le cas où le prévôt est mis en cause par la plainte, c'est le chef d'état-major de la défense qui est chargé de la révision.

Exception

Review —
interference
complaint

250.5 (1) On receipt of a report under section 250.36, 250.39 or 250.48 in respect of an interference complaint, the complaint shall be reviewed in light of the findings and recommendations set out in the report by

250.5 (1) Sur réception du rapport établi sur elle aux termes des articles 250.36, 250.39 ou 250.48, la plainte pour ingérence est révisée à la lumière des conclusions et recommandations qu'il contient par le chef d'état-major de la défense, dans le cas où la personne mise en cause est un officier ou un militaire du rang, ou par le sous-ministre, dans les cas où elle est un cadre supérieur du ministère.

Révision —
plainte pour
ingérence

(a) the Chief of the Defence Staff, if the person who is the subject of the complaint is an officer or a non-commissioned member; and

(b) the Deputy Minister, if the person who is the subject of the complaint is a senior official of the Department.

Exception

(2) If the Chief of the Defence Staff or the Deputy Minister is the subject of the complaint, the review shall be conducted by the Minister.

(2) Dans le cas où le chef d'état-major de la défense ou le sous-ministre est mis en cause par la plainte, c'est le ministre qui est chargé de la révision.

Exception

Notice of
action

250.51 (1) The person who reviews a report under section 250.49 or 250.5 shall notify in writing the Minister and the Chairperson of any action that has been or will be taken with respect to the complaint.

250.51 (1) La personne qui procède à la révision du rapport prévue aux articles 250.49 ou 250.5 notifie au ministre et au président toute mesure prise ou projetée concernant la plainte.

Notification

Reasons

(2) If the person decides not to act on any findings or recommendations set out in the report, the reasons for not so acting must be included in the notice.

(2) Si elle choisit de s'écarter des conclusions ou recommandations énoncées au rapport, elle motive son choix dans la notification.

Motifs

Notice of action

250.52 (1) If the Minister reviews a report by reason of subsection 250.5(2), the Minister shall notify the Chairperson in writing of any action that has been or will be taken with respect to the complaint.

250.52 (1) S'il a révisé le rapport aux termes du paragraphe 250.5(2), le ministre notifie au président toute mesure prise ou projetée concernant la plainte.

Notification

Reasons

(2) If the Minister decides not to act on any findings or recommendations set out in the report, the reasons for not so acting must be included in the notice.

(2) S'il choisit de s'écarter des conclusions ou recommandations énoncées au rapport, il motive son choix dans la notification.

Motifs

Final report by Chairperson

250.53 (1) After receiving and considering a notice sent under section 250.51 or 250.52, the Chairperson shall prepare a final report in writing setting out the Chairperson's findings and recommendations with respect to the complaint.

250.53 (1) Après étude de la notification reçue en application des articles 250.51 et 250.52, le président établit un rapport final énonçant ses conclusions et recommandations.

Rapport final du président

Recipients of report

(2) A copy of the final report shall be sent to the Minister, the Deputy Minister, the Chief of the Defence Staff, the Judge Advocate General, the Provost Marshal, the complainant, the person who is the subject of the complaint and all persons who have satisfied the Complaints Commission that they have a substantial and direct interest in the complaint.

(2) Il en transmet copie au ministre, au sous-ministre, au chef d'état-major de la défense, au juge-avocat général, au prévôt, au plaignant, à la personne mise en cause ainsi qu'à toute personne qui a convaincu la Commission qu'elle a un intérêt direct et réel dans la plainte.

Destinataires

PART V

PARTIE V

MISCELLANEOUS PROVISIONS
HAVING GENERAL APPLICATIONDISPOSITIONS DIVERSES
D'APPLICATION GÉNÉRALE*Oaths**Serments*

Oaths

251. At summary trials and courts martial, and at proceedings before a board of inquiry or a commissioner taking evidence under this Act, an oath shall be taken by or administered to the following persons in the manner and in the forms prescribed in regulations made by the Governor in Council:

- (a) the officer presiding at the summary trial;
- (b) the judge presiding at the court martial;
- (c) each member of the panel of the court martial;
- (d) each member of the board of inquiry;
- (e) the commissioner;
- (f) court reporters;
- (g) interpreters; and

251. À l'occasion de chaque procès sommaire ou en cour martiale, ou de procédure devant une commission d'enquête ou devant le commissaire recueillant un témoignage aux termes de la présente loi, les personnes suivantes prêtent serment selon les modalités fixées par règlement du gouverneur en conseil :

- a) l'officier qui préside le procès sommaire;
- b) le juge militaire qui préside la cour martiale;
- c) tout membre du comité de la cour martiale;
- d) tout membre de la commission d'enquête;
- e) le commissaire;
- f) le sténographe;

Personnes tenues de prêter serment

(h) subject to section 16 of the *Canada Evidence Act*, witnesses.

g) l'interprète;

h) sous réserve de l'article 16 de la *Loi sur la preuve au Canada*, tout témoin.

Solemn affirmation instead of oath

251.1 (1) A person who is required to take an oath under this Act may, instead of taking an oath, make a solemn affirmation.

251.1 (1) Toute personne peut, au lieu de prêter serment, choisir de faire une affirmation solennelle.

Affirmation solennelle

Effect

(2) A solemn affirmation has the same force and effect as an oath.

(2) Lorsque cette personne a fait l'affirmation solennelle, sa déposition est reçue et a le même effet que si elle avait prêté serment.

Effet

Prosecutions under the *Criminal Code*

(3) An oath or a solemn affirmation under this Act has, in respect of any prosecution under the *Criminal Code*, the same force and effect as an oath taken before a civil court.

(3) Le serment ou l'affirmation solennelle a, quant aux poursuites intentées sous le régime du *Code criminel*, la même valeur qu'un serment prêté devant un tribunal civil.

Poursuites criminelles

Witness Fees and Allowances

Frais et indemnités des témoins

Witness fees and allowances

251.2 A person, other than an officer or non-commissioned member or an officer or employee of the Department, summoned or attending to give evidence before a court martial, the Grievance Board, an Inquiry Committee established for the purpose of subsection 165.1(2) or 165.21(2), the Military Police Complaints Commission, a board of inquiry or a commissioner taking evidence under this Act is entitled in the discretion of that body to receive the like fees and allowances for so doing as if summoned to attend before the Federal Court.

251.2 La cour martiale, le Comité des griefs, un comité d'enquête établi en application des paragraphes 165.1(2) ou 165.21(2), la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, une commission d'enquête ou un commissaire recueillant des témoignages, sous le régime de la présente loi, peuvent, selon leur appréciation, accorder à toute personne assignée devant eux, à l'exception d'un officier ou d'un militaire du rang ou d'un employé du ministère, les frais et indemnités accordés aux témoins assignés devant la Cour fédérale, que la personne ait été citée ou non.

Frais et indemnités des témoins

83. The portion of subsection 271(1) of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:

83. Le passage du paragraphe 271(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

and performing any function in relation to the Canadian Forces or any forces cooperating with the Canadian Forces, if the injury or disease or aggravation thereof arose out of or was directly connected with the performance of that function.

271. (1) Une indemnité dont le montant, le mode de versement et les bénéficiaires peuvent être déterminés par règlement du gouverneur en conseil peut être versée à l'égard de l'invalidité ou d'un décès résultant d'une blessure ou d'une maladie — ou de leur aggravation — subie ou contractée par une personne dans l'accomplissement de fonctions relatives aux Forces canadiennes ou à des forces coopérant avec l'un ou l'autre de ces organismes alors qu'elle était employée :

Indemnité à certains agents de l'administration publique

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 59

84. Subparagraph 273.1(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

84. Le sous-alinéa 273.1b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) requiring any person, as a condition of being given access to that place or materiel, to submit, on demand, to a

(ii) exiger d'une personne, comme condition d'accès à ces lieux ou à ce matériel, qu'elle se soumette, sur demande, à une

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), ch. 59

search of the person and the person's personal or movable property while entering or exiting that place or materiel or any restricted area within that place or materiel.

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 59

85. Paragraph 273.2(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the personal or movable property of any person subject to the Code of Service Discipline located in, on or about any defence establishment, work for defence or materiel,

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 59

86. (1) The portion of section 273.3 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

273.3 Subject to sections 273.4 and 273.5, a commanding officer who is satisfied by information on oath that there is in any quarters, locker, storage space or personal or movable property referred to in section 273.2

Warrant by commanding officer

R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 59

(2) The portion of section 273.3 of the English version of the Act after paragraph (c) is replaced by the following:

may issue a warrant authorizing any officer or non-commissioned member named in the warrant, assisted by such other officers and non-commissioned members as are necessary, or a peace officer, to search the quarters, locker, storage space or personal or movable property for any such thing, and to seize and carry it before that commanding officer.

87. The Act is amended by adding the following after section 273.5:

fouille d'elle-même ou de ses biens meubles ou personnels à l'entrée ou à la sortie de ces lieux ou de ce matériel ou de toute zone d'accès limité dans ces lieux ou ce matériel.

85. L'alinéa 273.2b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) les biens meubles ou personnels d'un justiciable du code de discipline militaire qui se trouvent dans un établissement ou ouvrage de défense ou du matériel ou dans leur voisinage immédiat.

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), ch. 59

86. (1) Le passage de l'article 273.3 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

273.3 Sous réserve des articles 273.4 et 273.5, le commandant qui conclut, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, à la présence dans les logements, cases, espaces de rangement ou biens meubles ou personnels visés à l'article 273.2 de tout objet répondant à l'un des critères ci-dessous peut signer un mandat autorisant l'officier ou le militaire du rang qui y est nommé, aidé au besoin d'autres officiers ou militaires du rang se trouvant sous son autorité, ou un agent de la paix, à perquisitionner dans ces lieux ou biens, afin de trouver, saisir et lui apporter l'objet :

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), ch. 59

Délivrance du mandat

(2) Le passage de l'article 273.3 de la version anglaise de la même loi suivant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

may issue a warrant authorizing any officer or non-commissioned member named in the warrant, assisted by such other officers and non-commissioned members as are necessary, or a peace officer, to search the quarters, locker, storage space or personal or movable property for any such thing, and to seize and carry it before that commanding officer.

L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), ch. 59

87. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 273.5, de ce qui suit :

*Public Service**Service public*

Public service

273.6 (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council or the Minister may authorize the Canadian Forces to perform any duty involving public service.

273.6 (1) Le gouverneur en conseil ou le ministre peut autoriser les Forces canadiennes à accomplir des tâches de service public.

Service public

Law enforcement assistance

(2) The Governor in Council, or the Minister on the request of the Solicitor General of Canada or any other Minister, may issue directions authorizing the Canadian Forces to provide assistance in respect of any law enforcement matter if the Governor in Council or the Minister, as the case may be, considers that

(2) En matière d'application de la loi, toutefois, le gouverneur en conseil ou, sur demande du solliciteur général du Canada ou d'un autre ministre, le ministre peut donner des instructions autorisant les Forces canadiennes à prêter assistance lorsqu'il estime cette mesure souhaitable dans l'intérêt national et nécessaire pour remédier efficacement à la situation.

Question d'application de la loi

(a) the assistance is in the national interest; and

(b) the matter cannot be effectively dealt with except with the assistance of the Canadian Forces.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply in respect of assistance that is of a minor nature and limited to logistical, technical or administrative support.

(3) Est soustraite à l'application du paragraphe (2) l'assistance secondaire qui se limite à un soutien logistique, technique ou administratif.

Exception

Restriction

(4) The authority of the Minister under this section is subject to any directions issued by the Governor in Council.

(4) Le pouvoir conféré au ministre par le présent article est subordonné aux instructions éventuellement données par le gouverneur en conseil.

Restrictions

88. Part XI of the Act is renumbered as Part VI.

88. La partie XI de la même loi devient la partie VI.

89. Part XII of the Act is renumbered as Part VII.

89. La partie XII de la même loi devient la partie VII.

90. Section 302 of the Act is replaced by the following:

90. L'article 302 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Offences of contempt

302. Every person is guilty of an offence and liable, on summary conviction, to a fine of not more than five hundred dollars or to imprisonment for a term of not more than six months or to both, where the person

302. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, par procédure sommaire, une amende maximale de cinq cents dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, quiconque :

Outrage

(a) on being duly summoned as a witness under Part II, III or IV makes default in attending;

a) étant dûment cité à comparaître comme témoin sous le régime des parties II, III ou IV, omet de se présenter;

(b) being in attendance as a witness in any proceeding under Part II, III or IV,

b) comparaisant comme témoin lors de toute procédure visée aux parties II, III ou IV, refuse, alors qu'il est légalement tenu :

(i) refuses to take an oath or make a solemn affirmation legally required of that person,

(i) de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle,

- (ii) refuses to produce any document or thing under that person's control and required to be produced by that person, or
- (iii) refuses to answer any question that requires an answer;
- (c) at any proceeding under Part II, III or IV, uses insulting or threatening language or causes any interference or disturbance;
- (d) prints observations or uses words likely to influence improperly a board of inquiry, the Grievance Board, an Inquiry Committee established for the purpose of subsection 165.1(2) or 165.21(2), a service tribunal, a commissioner taking evidence under this Act or the Military Police Complaints Commission or any witness at any proceeding under Part II, III or IV, or to bring a proceeding under any of those Parts into disrepute; or
- (e) displays contempt, in any other manner whatever, at any proceeding under Part II, III or IV.

91. The portion of items 5 to 11 of the schedule to the French version of the Act in column II are replaced by the following:

Article	Colonne II
5.	Capitaine de vaisseau
6.	Capitaine de frégate
7.	Capitaine de corvette
8.	Lieutenant de vaisseau
9.	Enseigne de vaisseau de 1 ^{re} classe
10.	Enseigne de vaisseau de 2 ^e classe
11.	Aspirant de marine

92. The Act is amended by replacing the words “this Part” with the words “this Division” in the following provisions:

- (a) the portion of subsection 130(1) after paragraph (b);
- (b) subsection 132(1);
- (c) subsection 141(1);
- (d) subsection 154(2);

- (ii) de produire un document ou une pièce sous sa responsabilité,
- (iii) de répondre à une question qui exige une réponse;
- c) lors de toute procédure visée aux parties II, III ou IV, profère des propos insultants ou menaçants ou fait obstruction d'une manière ou d'une autre;
- d) imprime des remarques ou tient des propos de nature à exercer une influence indue sur une commission d'enquête, le Comité des griefs, un comité d'enquête établi en application des paragraphes 165.1(2) ou 165.21(2), un tribunal militaire, un commissaire recueillant des témoignages sous le régime de la présente loi, la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, ou les témoins comparaisant lors d'une procédure visée aux parties II, III ou IV, ou de nature à jeter le discrédit sur le déroulement des procédures;
- e) a de quelque autre manière un comportement outrageant, lors d'une procédure visée aux parties II, III ou IV.

91. La colonne II des articles 5 à 11 de l'annexe de la version française de la même loi est remplacée par ce qui suit :

Article	Colonne II
5.	Capitaine de vaisseau
6.	Capitaine de frégate
7.	Capitaine de corvette
8.	Lieutenant de vaisseau
9.	Enseigne de vaisseau de 1 ^{re} classe
10.	Enseigne de vaisseau de 2 ^e classe
11.	Aspirant de marine

92. Dans les passages suivants de la même loi, « présente partie » est remplacé par « présente section » :

- a) le passage du paragraphe 130(1) précédant l'alinéa a);
- b) le paragraphe 132(1);
- c) le paragraphe 141(1);
- d) le paragraphe 154(2);

(e) the portion of section 197 before the definition “appropriate province”;

(f) subsection 202.17(3);

(g) subsection 202.18(2);

(h) subsection 202.24(1);

(i) subsection 226(2);

(j) section 228;

(k) subsection 232(1);

(l) subsection 232(3);

(m) subsection 234(1);

(n) section 241;

(o) sections 248.6 and 248.7;

(p) paragraph 248.9(1)(a); and

(q) subsection 248.9(2).

e) le passage de l’article 197 précédant la définition de « commission d’examen »;

f) le paragraphe 202.17(3);

g) le paragraphe 202.18(2);

h) le paragraphe 202.24(1);

i) le paragraphe 226(2);

j) l’article 228;

k) le paragraphe 232(1);

l) le paragraphe 232(3);

m) le paragraphe 234(1);

n) l’article 241;

o) les articles 248.6 et 248.7;

p) l’alinéa 248.9(1)a);

q) le paragraphe 248.9(2).

Change to headings

93. The headings before sections 66, 67, 68, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 82, 83, 88, 90, 92, 99, 104, 107, 111, 113, 120, 121, 124, 129, 130, 133, 139, 148, 149, 150, 151, 158, 180, 181, 183, 184, 195, 198, 202.13, 202.17, 202.24, 202.25, 215, 219, 221, 222, 223, 224, 226, 230, 232, 233, 234, 238, 244 and 245 of the Act are converted from italics to roman type to conform with the format of the new division headings enacted by this Act.

93. Afin d’uniformiser le style des caractères avec ceux découlant de la nouvelle division du texte, le caractère italique des intertitres précédant les articles 66, 67, 68, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 82, 83, 88, 90, 92, 99, 104, 107, 111, 113, 120, 121, 124, 129, 130, 133, 139, 148, 149, 150, 151, 158, 180, 181, 183, 184, 195, 198, 202.13, 202.17, 202.24, 202.25, 215, 219, 221, 222, 223, 224, 226, 230, 232, 233, 234, 238, 244, et 245 de la même loi devient caractère romain.

Modifications des intertitres

Change to heading

94. The heading before section 147.1 of the Act, as enacted by section 176 of the *Firearms Act*, being chapter 39 of the Statutes of Canada, 1995, is converted from italics to roman type to conform with the format of the new division headings enacted by this Act.

94. Afin d’uniformiser le style des caractères avec ceux découlant de la nouvelle division du texte, édictée par la présente loi, le caractère italique de l’intertitre précédant l’article 147.1 de la même loi, édicté par l’article 176 de la *Loi sur les armes à feu*, chapitre 39 des Lois du Canada (1995) devient caractère romain.

Modifications des intertitres

Change to heading

95. The heading before section 149.1 of the Act, as enacted by section 13 of *An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof*, being chapter 43 of the Statutes of Canada, 1991, is converted from italics to roman type to conform with the format of the new division headings enacted by this Act.

95. Afin d’uniformiser le style des caractères avec ceux découlant de la nouvelle division du texte, édictée par la présente loi, le caractère italique de l’intertitre précédant l’article 149.1 de la même loi, édicté par l’article 13 de la *Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre 43 des Lois du Canada (1991) devient caractère romain.

Modifications des intertitres

Review	96. (1) The Minister shall cause an independent review of the provisions and operation of this Act to be undertaken from time to time.	96. (1) Le ministre fait procéder, à l'occasion, à un examen indépendant des dispositions et de l'application de la présente loi.	Examen et rapport
Report to Parliament	(2) The Minister shall cause the report on a review conducted under subsection (1) to be laid before each House of Parliament within five years after the day on which this Act is assented to, and within every five year period following the tabling of a report under this subsection.	(2) Au plus tard cinq ans après la date de la sanction de la présente loi, et, par la suite, au plus tard cinq ans après le dépôt du rapport précédent, le ministre fait déposer devant chacune des chambres du Parlement le rapport de l'examen auquel il a fait procéder en application du paragraphe (1).	Examen et rapport
TRANSITIONAL PROVISIONS		DISPOSITIONS TRANSITOIRES	
Definitions	97. The definitions in this section apply in sections 98 to 100.	97. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 98 à 100.	Définitions
“former Code of Service Discipline” « ancien code »	“former Code of Service Discipline” means the Code of Service Discipline within the meaning of section 2 of the Act as that definition read immediately before the coming into force of this section.	« ancien code » Le code de discipline militaire au sens de l'article 2 de la même loi dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article.	« ancien code » “former Code of Service Discipline”
“new Code of Service Discipline” « nouveau code »	“new Code of Service Discipline” means the Code of Service Discipline within the meaning of section 2 of the Act as that definition reads immediately after the coming into force of this section.	« nouveau code » Le code de discipline militaire au sens de l'article 2 de la même loi dans sa version à l'entrée en vigueur du présent article.	« nouveau code » “new Code of Service Discipline”
Continuing liability	98. Every person liable to be charged, dealt with and tried under the former Code of Service Discipline immediately before the coming into force of this section may be charged, dealt with and tried under the new Code of Service Discipline.	98. Toute personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent article, était susceptible d'être accusée, poursuivie et jugée sous le régime de l'ancien code l'est également sous le régime du nouveau code.	Maintien du statut de justiciable
Proceedings	99. (1) Proceedings under the former Code of Service Discipline commenced before the coming into force of this section are to be taken up and continued under and in conformity with the new Code of Service Discipline without any further formality and with any modifications that the circumstances require.	99. (1) Les poursuites entamées sous le régime de l'ancien code avant l'entrée en vigueur du présent article se poursuivent sous le régime du nouveau code, avec les adaptations nécessaires, sans formalité additionnelle.	Poursuites
Courts martial	(2) For the purposes of subsection (1), court martial proceedings are deemed to be commenced when the court martial is convened.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), une poursuite devant la cour martiale est réputée entamée lorsque la cour martiale est convoquée.	Cour martiale
Judge advocate of court martial	100. Every person who is a judge advocate of a court martial on the coming into force of this section is deemed to be a military judge presiding at the court martial under the new Code of Service Discipline.	100. Toute personne qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, est juge-avocat d'une cour martiale est réputée être, sous le régime du nouveau code, un juge militaire présidant une cour martiale.	Juge-avocat de la cour martiale

Members of
court martial

101. Every person who is a member of a court martial on the coming into force of this section is deemed to be a member of the panel of the court martial.

101. Toute personne qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, est membre de la cour martiale est réputée être, sous le régime du nouveau code, membre du comité de la cour martiale.

Membres de
la cour
martialeMilitary
judges

102. (1) Every officer appointed under section 177 of the Act who holds office immediately before this section comes into force is deemed to be a military judge for the unexpired term of the officer's appointment as if the officer had been appointed for that term by the Governor in Council under section 165.21(1) of the Act, as enacted by section 42 of this Act.

102. (1) Tout officier nommé en vertu de l'article 177 de la même loi dont le mandat n'est pas, à la date de l'entrée en vigueur du présent article, expiré est réputé être un juge militaire nommé par le gouverneur en conseil aux termes du paragraphe 165.21(1) de la même loi, édicté par l'article 42 de la présente loi, pour le reste de son mandat.

Juges
militairesChief Military
Judge

(2) The officer who holds office as the Chief Military Trial Judge immediately before this section comes into force is the Chief Military Judge.

(2) Est le juge militaire en chef l'officier qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent article, occupe cette charge de juge militaire en chef.

Juge militaire
en chef

Grievances

103. A grievance that is considered by the Chief of the Defence Staff in accordance with regulations made by the Governor in Council for the purpose of providing redress and that is determined by the Chief of the Defence Staff within ninety days before section 29.11 of the Act, as enacted by section 7 of this Act, comes into force may be considered by the Minister if an application is made within ninety days after the determination.

103. Toute décision du chef d'état-major de la défense, sur un grief dont il a été saisi conformément aux règlements du gouverneur en conseil, rendue dans les quarante-vingt-dix jours précédant la date de l'entrée en vigueur de l'article 29.11 de la même loi, édicté par l'article 7 de la présente loi, peut, sur demande présentée dans les quarante-vingt-dix jours suivant la date de la décision, être révisée par le ministre.

Griefs

Part IV

104. Part IV of the Act does not apply in respect of events that took place before that Part or any of its provisions came into force.

104. La partie IV de la même loi ne s'applique pas aux faits survenus avant la date d'entrée en vigueur de cette partie ou de telle de ses dispositions.

Partie IV

Transitional
regulations

105. The Governor in Council may make regulations providing for any other transitional matters.

105. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir toute mesure transitoire.

Règlements

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R. ch. A-1

106. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Other Government Institutions*":

106. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

Canadian Forces Grievance Board

Comité des griefs des Forces canadiennes

*Comité des griefs des Forces canadiennes**Canadian Forces Grievance Board*

Military Police Complaints Commission

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.

*Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire**Military Police Complaints Commission*

R.S., c. C-17

*Canadian Forces Superannuation Act**Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*

L.R. ch. C-17

107. The definition “pay” in subsection 2(1) of the *Canadian Forces Superannuation Act* is replaced by the following:

“pay”
« solde »

“pay”, as applied to the Canadian Forces, means pay at the rates prescribed or established under the *National Defence Act* for the rank held by the person in respect of whom the expression is being applied, together with the allowances prescribed by the regulations made under this Act for that rank, and, as applied to the Public Service or the Royal Canadian Mounted Police, means the salary or pay and allowances, as the case may be, applicable in the case of that person, as determined under the *Public Service Superannuation Act* or the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*;

107. La définition de « solde », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, est remplacée par ce qui suit :

« solde » Relativement aux Forces canadiennes, la solde aux taux prescrits par les règlements d'application de la *Loi sur la défense nationale* ou fixés aux termes de cette loi pour le grade détenu par la personne visée, ainsi que les allocations prescrites par les règlements pris selon la présente loi pour ce grade. L'expression « traitement », appliquée à la fonction publique, ou « solde », appliquée à la Gendarmerie royale du Canada, s'entend respectivement du traitement ou de la solde et des allocations, selon le cas, applicables à cette personne conformément à la *Loi sur la pension de la fonction publique* ou à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*.

« solde »
“pay”

1992, c. 20

*Corrections and Conditional Release Act**Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*

1992, ch. 20

1995, c. 22,
s. 13 (Sch. II,
item 2)

108. The portion of subsection 17(1) of the *Corrections and Conditional Release Act* after paragraph (d) and before paragraph (e) is replaced by the following:

the absence may, subject to section 746.1 of the *Criminal Code* and subsection 140.3(2) of the *National Defence Act*, be authorized by the institutional head

108. Le passage du paragraphe 17(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

17. (1) Sous réserve de l'article 746.1 du *Code criminel* et du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale*, le directeur du pénitencier peut autoriser un délinquant à sortir si celui-ci est escorté d'une personne — agent ou autre — habilitée à cet effet par lui lorsque, à son avis :

1995, ch. 22,
art. 13, ann.
II, art. 2

Permission
de sortir avec
escorte

1995, c. 22,
s. 13 (Sch. II,
item 3)

109. The portion of subsection 18(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Where an inmate is eligible for unescorted temporary absences under Part II or pursuant to section 746.1 of the *Criminal Code* or subsection 140.3(2) of the *National Defence Act*, and, in the opinion of the institutional head,

Work releases
may be
authorized

109. Le passage du paragraphe 18(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Le directeur peut faire bénéficier le détenu qui est admissible à une permission de sortir sans escorte en application de la partie II, de l'article 746.1 du *Code criminel* ou du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale* d'un placement à l'extérieur pour la période qu'il détermine — sous réserve de l'approbation du commissaire lorsqu'elle excède soixante jours — si, à son avis :

1995, ch. 22,
art. 13, ann.
II, art. 3

Autorisation
de placement
à l'extérieur

110. The portion of subsection 107(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

107. (1) Subject to this Act, the *Prisons and Reformatories Act*, the *Transfer of Offenders Act*, the *National Defence Act* and the *Criminal Code*, the Board has exclusive jurisdiction and absolute discretion

Jurisdiction of Board

1995, c. 22, s. 13 (Sch. II, item 6)

111. (1) The portion of subsection 119(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

119. (1) Subject to section 746.1 of the *Criminal Code* and subsection 140.3(2) of the *National Defence Act*, the portion of a sentence that must be served before an offender may be released on day parole is

Time when eligible for day parole

1997, c. 17, par. 20(4)(a)

(2) Subsection 119(1.1) of the Act is replaced by the following:

(1.1) Notwithstanding section 746.1 of the *Criminal Code* and subsection 140.3(2) of the *National Defence Act*, an offender described in subsection 746.1(1) or (2) of the *Criminal Code* or to whom those subsections apply pursuant to subsection 140.3(2) of the *National Defence Act*, shall not, in the circumstances described in subsection 120.2(2) or (3), be released on day parole until three years before the day that is determined in accordance with subsection 120.2(2) or (3).

Time when eligible for day parole

1997, c. 17, s. 20(4)(b)

(3) The portion of subsection 119(1.2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(1.2) Notwithstanding section 746.1 of the *Criminal Code* and subsection 140.3(2) of the *National Defence Act*, in the circumstances described in subsection 120.2(2), the portion of the sentence of an offender described in subsection 746.1(3) of the *Criminal Code* or to whom that subsection applies pursuant to subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* that must be served before the offender may be released on day parole is the longer of

When eligible for day parole — young offender sentenced to life imprisonment

110. Le passage du paragraphe 107(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

107. (1) Sous réserve de la présente loi, de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, de la *Loi sur le transfèrement des délinquants*, de la *Loi sur la défense nationale* et du *Code criminel*, la Commission a toute compétence et latitude pour :

Compétence

111. (1) Le passage du paragraphe 119(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

119. (1) Sous réserve de l'article 746.1 du *Code criminel* et du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale*, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la semi-liberté est :

1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 6

Temps d'épreuve pour la semi-liberté

(2) Le paragraphe 119(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Par dérogation à l'article 746.1 du *Code criminel* et du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale*, dans les cas visés aux paragraphes 120.2(2) ou (3), le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la semi-liberté est, dans le cas du délinquant visé aux paragraphes 746.1(1) ou (2) du *Code criminel* ou auquel l'une ou l'autre de ces dispositions s'appliquent aux termes du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale*, la période qui se termine trois ans avant la date déterminée conformément aux paragraphes 120.2(2) ou (3).

1997, ch. 17, al. 20(4)(a)

Temps d'épreuve pour la semi-liberté

(3) Le paragraphe 119(1.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.2) Par dérogation à l'article 746.1 du *Code criminel* et au paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale*, dans les cas visés au paragraphe 120.2(2), le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la semi-liberté est la période qui se termine, dans le cas d'un délinquant visé au paragraphe 746.1(3) du *Code criminel* ou auquel ce paragraphe s'applique aux termes du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale*, au dernier cinquième du délai préalable à l'admissibilité à la libération conditionnelle ou, si elle est supérieure, la période qui se termine trois ans

1997, ch. 17, al. 20(4)(b)

Temps d'épreuve pour la semi-liberté — personne âgée de moins de dix-huit ans

1995, c. 22, s. 13 (Sch. II, item 7), c. 42, s. 34

Time when eligible for full parole

112. Section 120 of the Act is replaced by the following:

120. (1) Subject to sections 746.1 and 761 of the *Criminal Code* and to any order made under section 743.6 of that Act and subject to subsection 140.3(2) of the *National Defence Act* and to any order made under section 140.4 of that Act, an offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of the lesser of one third of the sentence and seven years.

Life sentence

(2) Subject to any order made under section 743.6 of the *Criminal Code* or section 140.4 of the *National Defence Act*, an offender who is serving a life sentence, imposed otherwise than as a minimum punishment, is not eligible for full parole until the day on which the offender has served a period of ineligibility of seven years less any time spent in custody between the day on which the offender was arrested and taken into custody, in respect of the offence for which the sentence was imposed, and the day on which the sentence was imposed.

1995, c. 42, s. 34; 1997, c. 17, s. 23(2)(F)

113. (1) Subparagraph 120.2(1)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) the period of ineligibility in relation to any portion of the sentence that includes the additional sentence as provided by subsection 139(1) and that is subject to an order under section 743.6 of the *Criminal Code* or section 140.4 of the *National Defence Act*, and

1995, c. 22, s. 18 (Sch. IV, item 44), c. 42, s. 34

(2) The portion of subsection 120.2(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

avant l'admissibilité à la libération conditionnelle totale déterminée conformément au paragraphe 120.2(2).

112. L'article 120 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

120. (1) Sous réserve des articles 746.1 et 761 du *Code criminel* et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 de cette loi et du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale* et de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 140.4 de cette loi, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est d'un tiers de la peine à concurrence de sept ans.

1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 7, ch. 42, art. 34

Temps d'épreuve pour la libération conditionnelle totale

(2) Dans le cas d'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité et à condition que cette peine n'ait pas constitué un minimum en l'occurrence, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est, sous réserve de toute ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 du *Code criminel* ou en vertu de l'article 140.4 de la *Loi sur la défense nationale*, de sept ans moins le temps de détention compris entre le jour de l'arrestation et celui de la condamnation à cette peine.

Cas particulier : perpétuité

113. (1) L'alinéa 120.2(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la date à laquelle il a accompli, d'une part, le temps d'épreuve requis par rapport à la partie de la période globale d'emprisonnement, déterminée conformément au paragraphe 139(1), qui est visée par une ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 du *Code criminel* ou de l'article 140.4 de la *Loi sur la défense nationale* et, d'autre part, le temps d'épreuve requis par rapport à toute autre partie de cette période globale d'emprisonnement.

1995, ch. 42, art. 34; 1997, ch. 17, div. 23(2)(F)

(2) Le paragraphe 120.2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 44, ch. 42, art. 34

Where reduction of period of ineligibility for parole

(3) Where, pursuant to section 745.6 of the *Criminal Code* or subsection 140.3(2) of the *National Defence Act*, there has been a reduction in the number of years of imprisonment without eligibility for parole of an offender referred to in subsection (2), the offender is not eligible for full parole until the day on which the offender has served, commencing on the day on which the additional sentence was imposed,

1995, c. 22, s. 18 (Sch. IV, item 38), c. 42, s. 34

114. Section 120.3 of the Act is replaced by the following:

Maximum period

120.3 Subject to section 745 of the *Criminal Code* and subsection 140.3(1) of the *National Defence Act*, where an offender who is serving a sentence receives an additional sentence, the day on which the offender is eligible for full parole shall not be later than the day on which the offender has served fifteen years from the day on which the last of the sentences was imposed.

1995, c. 22, s. 13 (Sch. II, item 9), c. 42, s. 35(1)

115. The portion of subsection 121(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exceptional cases

121. (1) Subject to section 102 and notwithstanding sections 119 to 120.3 or any order made under section 743.6 of the *Criminal Code* or section 140.4 of the *National Defence Act*, parole may be granted at any time to an offender

1995, c. 42, s. 39

116. Paragraph 125(1)(a) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (iii) and by replacing subparagraph (iv) with the following:

(iv) an offence set out in Schedule II in respect of which an order has been made under section 743.6 of the *Criminal Code*, or

(v) an offence contrary to section 130 of the *National Defence Act* where the offence is murder, an offence set out in Schedule I or an offence set out in Schedule II in respect of which an order

(3) En cas de réduction du temps d'épreuve sur la peine d'emprisonnement à perpétuité en vertu de l'article 745.6 du *Code criminel* ou du paragraphe 140.3(2) de la *Loi sur la défense nationale*, le délinquant visé au paragraphe (2) n'est admissible à la libération conditionnelle totale qu'à la date à laquelle il a accompli le temps d'épreuve auquel il aurait été assujéti, compte tenu de la réduction, à la date de la condamnation à la peine supplémentaire ainsi que le temps d'épreuve sur la peine supplémentaire.

Nouveau calcul en cas de réduction du temps d'épreuve

114. L'article 120.3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 38, ch. 42, art. 34

120.3 Sous réserve de l'article 745 du *Code criminel* et du paragraphe 140.3(1) de la *Loi sur la défense nationale*, lorsqu'un délinquant qui purge une peine d'emprisonnement est condamné à une peine supplémentaire, la limite maximale du temps d'épreuve requis pour la libération conditionnelle totale est de quinze ans à compter de la condamnation à la dernière peine.

Maximum

115. Le passage du paragraphe 121(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 13, ann. II, art. 9, ch. 42, par. 35(1)

121. (1) Sous réserve de l'article 102 mais par dérogation aux articles 119 à 120.3 et même si le temps d'épreuve a été fixé par le tribunal en application de l'article 743.6 du *Code criminel* ou de l'article 140.4 de la *Loi sur la défense nationale*, le délinquant peut bénéficier de la libération conditionnelle dans les cas suivants :

Cas exceptionnels

116. Le sous-alinéa 125(1)(a)(iv) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 42, art. 39

(iv) une infraction mentionnée à l'annexe II et sanctionnée par une peine ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 743.6 du *Code criminel*,

(v) le meurtre, lorsqu'il constitue une infraction à l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*, une infraction mentionnée à l'annexe I de la présente loi ou une infraction mentionnée à l'annexe II pour laquelle une ordonnance a été rendue en vertu de l'article 140.4 de la *Loi sur la défense nationale*.

has been made under section 140.4 of the *National Defence Act*;

1995, c. 42,
s. 44(1)

117. Subsection 129(1) of the Act is replaced by the following:

Review of
cases by
service

129. (1) Before the statutory release date of an offender who is serving a sentence of two years or more that includes a sentence imposed for an offence set out in Schedule I or II or an offence set out in Schedule I or II that is punishable under section 130 of the *National Defence Act*, the Commissioner shall cause the offender's case to be reviewed by the Service.

1995, c. 42,
s. 45(1)

118. (1) Paragraphs 130(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule I, or for an offence set out in Schedule I that is punishable under section 130 of the *National Defence Act*, that the offender is likely, if released, to commit an offence causing the death of or serious harm to another person or a sexual offence involving a child before the expiration of the offender's sentence according to law,

(b) in the case of an offender serving a sentence that includes a sentence for an offence set out in Schedule II, or for an offence set out in Schedule II that is punishable under section 130 of the *National Defence Act*, that the offender is likely, if released, to commit a serious drug offence before the expiration of the offender's sentence according to law,

1995, c. 42,
s. 45(2)

(2) Paragraphs 130(4)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) at the time the case was referred to it, the offender was serving a sentence that included a sentence for an offence set out in Schedule I or II, or for an offence set out in Schedule I or II that is punishable under section 130 of the *National Defence Act*, and

(b) in the case of an offence set out in Schedule I or an offence set out in Schedule I that is punishable under section 130 of the

117. Le paragraphe 129(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 42,
par. 44(1)

129. (1) Le commissaire fait étudier par le Service, préalablement à la date prévue pour la libération d'office, le cas de tout délinquant dont la peine d'emprisonnement d'au moins deux ans comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I ou II ou mentionnée à l'une ou l'autre de celles-ci et qui est punissable en vertu de l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*.

Examen de
certains cas
par le Service

118. (1) Les alinéas 130(3)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 42,
par. 45(1)

a) dans le cas où la peine d'emprisonnement comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I, ou qui y est mentionnée et qui est punissable en vertu de l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*, que le délinquant commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, soit une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, soit une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant;

b) dans le cas où la peine comprend une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe II, ou qui y est mentionnée et qui est punissable en vertu de l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*, qu'il commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction désignée en matière de drogue;

(2) Les alinéas 130(4)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 42,
par. 45(2)

a) qu'au moment où le dossier lui est déféré le délinquant purgeait une peine d'emprisonnement comprenant une peine infligée pour une infraction visée à l'annexe I ou II, ou mentionnée à l'une ou l'autre de celles-ci et qui est punissable en vertu de l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*;

b) que l'infraction — si elle relève de l'annexe I, ou y est mentionnée et est punissable en vertu de l'article 130 de la *Loi*

National Defence Act, the commission of the offence caused the death of, or serious harm to, another person or the offence was a sexual offence involving a child,

sur la défense nationale — a causé la mort ou un dommage grave à une autre personne ou est une infraction d'ordre sexuel commise à l'égard d'un enfant.

R.S., c. C-46

*Criminal Code**Code criminel*

L.R., ch. C-46

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 17

119. Section 132 of the *Criminal Code* is replaced by the following:

119. L'article 132 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 17

Punishment

132. Every one who commits perjury is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

132. Quiconque commet un parjure est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans.

Peine

120. Paragraph 463(a) of the Act is replaced by the following:

120. L'alinéa 463a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) every one who attempts to commit or is an accessory after the fact to the commission of an indictable offence for which, on conviction, an accused is liable to be sentenced to imprisonment for life is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years;

a) quiconque tente de commettre un acte criminel pour lequel, sur déclaration de culpabilité, un accusé est passible de l'emprisonnement à perpétuité, ou est complice, après le fait, de la perpétration d'un tel acte criminel, est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans;

121. Subparagraph 465(1)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

121. Le sous-alinéa 465(1)b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) to imprisonment for a term not exceeding ten years, if the alleged offence is one for which, on conviction, that person would be liable to be sentenced to imprisonment for life or for a term not exceeding fourteen years, or

(i) d'un emprisonnement maximal de dix ans, si la prétendue infraction en est une pour laquelle, sur déclaration de culpabilité, cette personne serait passible de l'emprisonnement à perpétuité ou d'un emprisonnement maximal de quatorze ans,

R.S., c. F-11

*Financial Administration Act**Loi sur la gestion des finances publiques*

L.R., ch. F-11

122. Schedule I.1 to the *Financial Administration Act* is amended by adding, in alphabetical order in column I, references to

122. L'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction dans la colonne I, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Canadian Forces Grievance Board

Comité des griefs des Forces canadiennes

*Comité des griefs des Forces canadiennes**Canadian Forces Grievance Board*

Military Police Complaints Commission

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

*Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire**Military Police Complaints Commission*

and corresponding references in column II to the Minister of National Defence.

ainsi que de la mention « Le ministre de la défense nationale » placée, dans la colonne II, en regard de ce secteur.

R.S., c. P-21

*Privacy Act**Loi sur la protection des renseignements personnels*

L.R. ch., P-21

123. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Canadian Forces Grievance Board

Comité des griefs des Forces canadiennes

Military Police Complaints Commission

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

123. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Comité des griefs des Forces canadiennes

Canadian Forces Grievance Board

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Military Police Complaints Commission

R.S., c. P-35

*Public Service Staff Relations Act**Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*

L.R., ch. P-35

124. Part I of Schedule I to the *Public Service Staff Relations Act* is amended by striking out the following:

Defence Research Board

Conseil de recherches pour la défense

125. Part I of Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian Forces Grievance Board

Comité des griefs des Forces canadiennes

Military Police Complaints Commission

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

124. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Conseil de recherches pour la défense

Defence Research Board

125. La partie I de l'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Comité des griefs des Forces canadiennes

Canadian Forces Grievance Board

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Military Police Complaints Commission

R.S., c. P-36

*Public Service Superannuation Act**Loi sur la pension de la fonction publique*

L.R., ch. P-36

126. Part I of Schedule I to the *Public Service Superannuation Act* is amended by striking out the following:

Defence Research Board

Conseil de recherches pour la défense

126. La partie I de l'annexe I de la *Loi sur la pension de la fonction publique* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Conseil de recherches pour la défense

Defence Research Board

R.S., c. V-2

*Visiting Forces Act**Loi sur les forces étrangères présentes au Canada*

L.R., ch. V-2

127. Subsection 13(1) of the *Visiting Forces Act* is replaced by the following:

127. Le paragraphe 13(1) de la *Loi sur les forces étrangères présentes au Canada* est remplacé par ce qui suit :

Application of provisions of *National Defence Act*

13. (1) Subject to such limitations as may be prescribed in the regulations, subsections 249.22(1) to (3) and section 251.2 of the *National Defence Act* apply in relation to courts martial of a visiting force, except that a person required to give evidence before a court martial of a visiting force may be summoned only by a provincial court judge or justice of the peace whose authority in that respect shall be exercised in accordance with the regulations.

13. (1) Sous réserve des restrictions que les règlements peuvent prescrire, les paragraphes 249.22(1) à (3) et l'article 251.2 de la *Loi sur la défense nationale* s'appliquent à l'égard des cours martiales d'une force étrangère présente au Canada, sauf qu'une personne tenue de témoigner devant une cour martiale d'une telle force ne peut être assignée que par un juge de la cour provinciale ou un juge de paix dont les pouvoirs en l'espèce doivent s'exercer suivant les règlements.

Application des dispositions de la *Loi sur la défense nationale*

COMING INTO FORCE

Coming into force

128. This Act or any of its provisions, or any provision enacted or amended by this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

128. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou des dispositions de toute loi édictée par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste-lettre****8801320****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Public Works and Government Services Canada — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9